

Université de Montréal

Devenir des environmentalistes

Les conflits socio-environnementaux et la mobilisation sociale : étude de cas  
autour de la zone humide « La Conejera ».

par

Javier Darío Montoya

Département de sociologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Maître en sciences (M. Sc.)  
en sociologie

Décembre, 2017

## Résumé

Ce mémoire de maîtrise porte sur le mouvement environnementaliste créé à Bogotá (Colombie) autour de la défense des zones humides, dans les années 90. Nous y exposons une étude de cas sur la Fondation La Conejera, l'organisme communautaire qui a mis en marche la mobilisation sociale pour lutter contre les graves problèmes socioenvironnementaux vécus dans les quartiers de la ville de Bogotá. Dans ce contexte, nous avons exploré les rapports de pouvoir, en tenant compte de la théorie de la *political ecology* et en faisant des références à la théorie latino-américaine de la colonialité du pouvoir. L'analyse du discours des environnementalistes au travers de leurs récits nous permet de décrire le processus de développement du mouvement et sa façon d'agir par rapport aux pouvoirs légaux et illégaux.

**Mots-clés :** Mouvements sociaux, environnementalisme, écologie politique, colonialité du pouvoir.

## **Abstract**

This master's thesis focuses on the environmentalist movement in defence of wetlands created in Bogotá (Colombia) in the 1990s. We discuss a case study on the La Conejera Foundation, the community organization that launched a social mobilization to fight serious socio-environmental problems in neighborhoods of the city of Bogotá. In this context, we explore power relations, taking into account the theory of political ecology and the Latin American theory of the coloniality of power. We analyse the discourse of environmentalists, whose stories explain the movement's development and its dealings with legal and illegal powers.

**Keywords:** Social movements, environmentalism, political ecology, coloniality of power.

## Table des matières

Résumé.....	2
Abstract.....	3
Liste d'images.....	5
Remerciements.....	6
INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE 1 : CONTEXTE.....	10
CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE.....	24
CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE.....	37
CHAPITRE 4 : CADRE THÉORIQUE.....	47
4.1    La <i>political ecology</i> .....	48
4.2    Les mouvements sociaux.....	52
4.3    La colonialité du pouvoir.....	60
CHAPITRE 5 : ANALYSE.....	68
5.1. Devenir des environmentalistes : historique de la Fondation La Conejera.....	68
5.2. Une mobilisation sociale fondée sur le dialogue des savoirs.....	77
5.2.1    La connaissance comme un outil de défense de la zone humide.....	77
5.2.2    Le partage des leçons apprises : d'une organisation à un réseau plus large.....	83
5.2.3    Une politique de district pour la gestion des zones humides.....	87
5.2.4    L'institutionnalisation du mouvement environmentaliste.....	90
CHAPITRE 6 : DISCUSSION.....	95
6.1 La mobilisation autour des zones humides à Bogotá est-elle un mouvement social?.....	95
6.2. Le dialogue des savoirs, une caractéristique marquante du mouvement autour des zones humides.....	97
6.3. Un État inachevé et un mouvement social affaibli.....	101
CHAPITRE 7 : CONCLUSIONS.....	104
BIBLIOGRAPHIE.....	109

## Liste d'images

Image 1. Carte de la Zone humide La Conejera .....	11
Image 2. La croissance de la ville et le déclin de zones humides. ....	13
Image 3 Les zones humides à Bogotá .....	22
Image 4. Tableau des profils des participants.....	44
Image 5. Photographies de la Fondation. ....	700
Image 6. Quartier populaire de Bogotá. ....	744
Image 7. L'Ecobus. ....	844

## Remerciements

À ma directrice de recherche Sara Teitelbaum, qu'a partagé ses connaissances avec moi généreusement et que m'a toujours donné des commentaires constructives. Merci d'avoir cru en mon projet.

À Barbara Vogt, pour son soutien en français, sa patience et son dévouement ont été d'une grande aide pour finaliser ce projet.

À Isabelle Comtois, Sara Toulouse, Léonore Pion, Sara Painter et Patrice Florvilus. Merci d'avoir pris le temps pour lire des chapitres du document. Merci pour vos corrections et commentaires enrichissants.

À Javiera Araya pour son aide en la traduction de l'espagnol au français et pour sa solidarité.

À Julieth Maussa pour son amitié inconditionnelle.

À Yolanda, ma mère.

Et finalement à ma famille Montoya-van Egerschot, Martínez et Diaz, et très spécialement à Lore et Gaby, merci de garder la foi tous les jours.

## INTRODUCTION

Dans le présent mémoire, nous étudions le cas de la Fondation La Conejera, un organisme à but non lucratif (OBNL) qui s'est développé autour de la défense des zones humides de Bogotá et qui a joué un rôle fondamental dans la mobilisation environnementaliste dans les années 90. Cette fondation, née en 1993, a lutté contre les problèmes socioenvironnementaux affectant la zone humide La Conejera, tels que la pollution de l'écosystème, l'assèchement des lacs de la zone humide et les développements immobiliers frauduleux. La Fondation a été formée par des voisins du quartier Compartir, le plus proche de la zone humide. Le groupe initial était composé de personnes aux profils très divers, tels que des professionnels, des femmes au foyer, des chômeurs et des retraités. Parmi leurs premières initiatives, ils ont mis sur pied un comité écologique qui a organisé des manifestations pour empêcher la circulation des camions transportant des débris de construction déversés dans les lacs de la zone humide. Les voisins ont réalisé que ce petit comité ne suffisait pas et, avec l'aide d'un groupe d'étudiants universitaires, ils ont créé un OBNL, avec l'objectif d'entreprendre trois types d'action : des actions juridiques, des actions de restauration du terrain et des actions d'éducation environnementale.

Ce cas est important, car il apporte un éclairage sur des dimensions insuffisamment explorées de la société colombienne, comme les particularités du mouvement environnementaliste en milieu urbain. Il nous permet également d'explorer les façons dont l'environnementalisme s'articule dans la ville de Bogotá, en tenant compte des rapports de pouvoir dans un contexte d'inégalités sociales et économiques marqué par les héritages coloniaux.

En ce qui concerne les particularités de la société colombienne, il est intéressant d'observer comment s'est développée la mobilisation citoyenne dans les années 1990. En effet, les mouvements nés durant cette époque ont influencé le processus de renforcement de l'État colombien, conséquence à la fois de la guerre contre les cartels de la drogue dans les années 1980, et de la démobilisation de la guérilla M-19 en 1990. L'année 1993, qui a vu naître la Fondation La Conejera, est importante pour la mobilisation sociale en Colombie, car c'est à ce moment-là que la société civile a commencé à s'organiser pour devenir plus visible et

plus efficace. L'histoire de la Fondation montre comment le silence et la peur des habitants des quartiers commence à se briser après des décennies de guerre et de violence.

Le cas de La Conejera nous permet aussi d'analyser comment se négocient les rapports de pouvoir dans une société présentant de grands écarts sociaux. Pour approfondir cet angle de notre recherche, nous mobilisons la théorie de la colonialité du pouvoir : celle-ci propose que, pour bien comprendre les sociétés latino-américaines, il est important de prendre en compte les héritages coloniaux encore présents dans les institutions et les mentalités des collectivités en Amérique latine (Castro-Gómez, 2005). Ainsi, nous pensons que la compréhension de l'environnementalisme urbain dans le contexte de la colonialité latino-américaine peut nous montrer une facette encore peu connue des mouvements sociaux du Sud.

L'objectif de notre recherche est de mieux comprendre les caractéristiques de la mobilisation environnementaliste à Bogotá par l'étude du cas de la Fondation La Conejera. Notre questionnement se découpe ainsi : considérant que le tissu social de la société colombienne a été historiquement très faible, comment expliquer que la Fondation soit devenue un cas de succès d'organisation et de mobilisation sociale? En tenant compte du fait qu'elle faisait face à des acteurs puissants dans des contextes légaux et illégaux, pourquoi les stratégies de lutte que la Fondation a choisies pour défendre son voisinage ont-elles réussi? Quel a été l'impact du travail de la Fondation sur les mouvements sociaux environnementaux et sur les bureaux municipaux dans la ville de Bogotá?

Pour répondre à ces questions, notre projet de recherche analyse les récits des participants à la mobilisation environnementaliste autour des zones humides de Bogotá. Dans cette recherche, nous nous intéressons aux membres de la Fondation qui ont participé à sa formation, ainsi qu'à d'autres membres du Réseau des zones humides de Bogotá. Par des entretiens semi-dirigés, nous explorons l'histoire de la Fondation, ses stratégies de lutte, ses rapports avec l'État et ses plus grandes réalisations. Ceci nous permet de documenter les activités de ce groupe durant la période 1993-2007, pendant laquelle la Fondation a été créée et a atteint son apogée.

Nous considérons que notre recherche est pertinente, car l'environnementalisme n'est pas fortement étudié en Colombie, encore moins dans le contexte de Bogotá. Historiquement, en Colombie, les questions environnementales s'inscrivent dans des recherches sur les mouvements sociaux autour de la ruralité et des luttes des peuples autochtones. Ces recherches étudient surtout des questions de territoire et d'inégalité dans la distribution des ressources (Archila et al., 2002). Qui plus est, malgré une vaste littérature dans le champ des études des mouvements sociaux en Colombie, rares sont les travaux qui portent sur la mobilisation environmentaliste en milieu urbain (Archila, Pardo et al., 2001).

Pour ce qui précède, notre travail est structuré comme suit :

Dans le premier chapitre, nous décrivons le contexte de notre objet d'étude, nous définirons ce que nous entendons par zones humides, les raisons pour lesquelles nous avons choisi la zone humide la Conejera et quelle est son importance pour l'histoire socioenvironnementale de la ville de Bogotá. Dans le deuxième chapitre, nous développerons la problématique : nous expliquerons quels sont les antécédents académiques dans le contexte colombien et nous présenterons quels sont les axes théoriques de notre recherche. Au chapitre trois, nous présenterons notre méthodologie de recherche et nous expliquerons comment notre travail de terrain a été développé. Le quatrième chapitre portera sur le cadre théorique. Nous y discuterons des axes théoriques qui ont guidé notre recherche et nous exposerons la manière dont ils interagissent. Dans le chapitre cinq, nous développerons l'analyse du discours environnemental et dans le chapitre six nous proposerons quelques-unes des discussions suite notre à notre analyse. Enfin, dans le dernier chapitre, nous présenterons nos principales conclusions.

## CHAPITRE 1 : CONTEXTE

Cette section est consacrée au contexte de notre terrain de recherche. D'abord, nous allons décrire les caractéristiques physiques d'une zone humide, suivi par le cas spécifique des zones humides à Bogota, et ce tant de leur rôle historique que contemporaine. Nous allons nous concentrer sur les processus sociaux qui ont conduit à leur transformation. Nous allons également discuter du contexte politique et de l'influence que l'instabilité politique colombienne a exercée sur la structure sociale et l'occupation du territoire. Finalement, nous offrons une réflexion sur le mouvement environnementaliste à Bogotá et la Fondation la Conejera.

Les zones humides sont des écosystèmes constitués par un corps d'eau peu profonde permanente ou saisonnière, ayant autour d'eux un terrain qui peut être couvert par des inondations périodiques et une zone non inondable. Les zones humides sont des terres de transition entre les systèmes terrestres et l'eau. Elles jouent des rôles stratégiques dans la nature, car elles régulent le cycle de l'eau des aquifères (contrôle de la pollution), préviennent l'érosion (contrôle des inondations) et elles sont également impliquées dans des fonctions chimiques telles que la régulation des cycles des nutriments (fertilité des sols). Également, il est considéré qu'elles ont des fonctions sociales en permettant la réalisation des activités de loisirs, la recherche scientifique et l'éducation environnementale (Villegas, 2013, p 16-18).

Cette recherche s'articule autour d'un point de vue géographique dans la ville de Bogotá, particulièrement dans la zone humide de La Conejera. Cette zone humide de 59 hectares est située dans l'arrondissement de Suba au nord-ouest de la ville. Elle se trouve à côté des collines de Suba, entre le ravin de « La Salitrosa » à l'est et le fleuve Bogotá à l'ouest. Sa limite nord-ouest correspond à propriétés rurales tandis que le secteur sud-est est formé de propriétés rurales et urbaines. La zone humide de la Conejera, fait partie des 966 hectares qui occupent ces écosystèmes dans la ville de Bogotá<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Consulté le 17 avril 2016. <http://www.eltiempo.com/multimedia/fotos/bogota2/los-15-humedales-de-bogota/15181539>

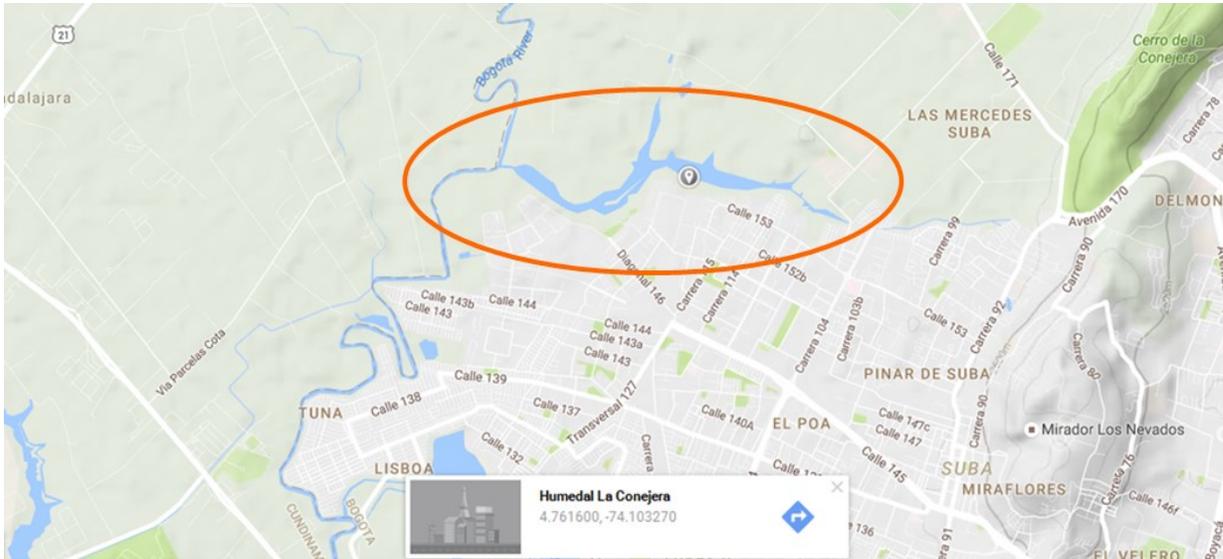


Image 1. Carte de la Zone humide La Conejera. Google Maps 2016

Nous partons de l'idée que l'histoire environnementale et sociale de la ville de Bogotá est liée à ces écosystèmes. Alors, pour bien comprendre sa situation d'aujourd'hui, on doit prendre en considération les processus d'expansion urbaine et les identités qui ont été modelées par l'arrivée de nombreuses personnes de différentes régions de la Colombie. Nous y observons un mélange de valeurs et de symboles : urbains, des autochtones, paysans et afro-colombiens.

Le territoire qui comprend la ville de Bogotá, est un plateau délimité à l'est par la chaîne montagneuse des Andes et à l'ouest par le fleuve Bogotá. Selon des érudits tels que Van der Hammen<sup>2</sup>, il y a approximativement 60 000 ans tout le plateau était recouvert d'un grand lac. Il y a 30 000 ans, un processus de fragmentation et de séchage a créé les écosystèmes de zone humide sur les marges du fleuve Bogotá à l'ouest de la ville. Parmi tout le processus de construction social du territoire, et depuis de plusieurs siècles d'occupation humaine, les zones humides ont été réduites à de petits fragments, de petits patchs d'eau dans une grande ville de béton. Aujourd'hui, la ville reconnaît l'existence de 15 zones

<sup>2</sup> "En el origen, todo era del agua - Archivo Digital de Noticias de Colombia y el Mundo desde 1.990 - eltiempo.com". Consultado el 18 de febrero de 2017, consulté le 17 avril 2016. <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-4562739>

humides<sup>3</sup> et ils existent 19 de plus qui sont seulement reconnues par des communautés voisines aux cours d'eau<sup>4</sup>.

Les zones humides ont été toujours liées aux sociétés qui habitent dans ses alentours. Au septième siècle av. J.C, les ressources fournies par le fleuve Bogotá et ses zones inondables ont attiré le peuple autochtone Muisca, qui a profité des conditions géographiques pour des fins d'irrigation, avec, entre autres, la construction des canaux pour augmenter la production alimentaire. Le peuple Muisca fut la plus grande concentration autochtone entre l'Empire inca au sud et l'Empire le Maya en Amérique Centrale, avec approximativement 600 000 personnes (Bushnell, 1996, 23). Les Muisca étaient principalement un peuple agricole qui s'est installé dans les bassins de la cordillère orientale des Andes colombiennes et le plateau de Bogotá<sup>5</sup>. (Correa Rubio, 2005, 201).

Ce que nous connaissons aujourd'hui comme la ville de Bogotá était à l'origine un village Muisca<sup>6</sup>. Là-bas, les autochtones y trouvaient un emplacement idéal pour développer leur vie communautaire. Après la découverte de l'Amérique, ce sont les colonisateurs qui s'y sont installés, attirés par les mythes d'une richesse cachée dans le plateau dont la ville a été fondée.

Avec la colonisation, les Espagnols ont commencé, à partir du siècle XV, à occuper la région. En suivant une stratégie colonisatrice, les Espagnols y ont créé une nouvelle ville et ont établi une relation de domination avec le peuple Muisca. Cette expansion de la vision

---

<sup>3</sup> Consulté le 17 avril 2016. <http://www.ambientebogota.gov.co/web/sda/humedales>

<sup>4</sup> Consulté le 18 avril 2016. <http://humedalesbogota.com/mapa-humedales-bogota/>

<sup>5</sup> « Dans les temps du peuple Muisca, à partir du VIIe siècle, l'origine lacustre de ces plateaux régnait encore, et une grande partie du territoire a été inondé par les zones humides connectées par de nombreux affluents venant des montagnes. Comme la subsistance des muisca dépendait de l'agriculture, ils ont préparé le terrain pour les cultures selon le système connu comme "tumba y quema" (L'abattre les arbres et le brûlage du terrain). Ceci est complété avec la construction des terrasses agricoles au pied des montagnes, tandis que dans la proximité des grands fleuves et affluents ils ont contrôlé les variations du flux de l'eau avec des barrages (camellones) qu'on facilité le contrôle hydraulique pour l'utilisation des terres ». Correa Rubio, Francios. « Sociedad y naturaleza en la mitología Muisca. » Tabula Rasa, núm. 3 (diciembre de 2005) : 201

<sup>6</sup> La ville de Bogotá a été fondée en 1538 par Gonzalo Jiménez de Quesada, un expéditionnaire commissionné pour explorer la naissance du fleuve Magdalena. Après d'avoir passé beaucoup de pénuries en descendant aux montagnes des Andes, Jiménez de Quesada et sa petite armée ont facilement vaincu à Tisquesusa le chef de la tribu, et ont accumulé une grande quantité d'or. En moins d'un an, les Espagnols ont contrôlé un territoire fertile et ont accumulé une bonne quantité d'or, subjuguant les autochtones.

européenne du monde s’est faite au détriment de la pensée autochtone<sup>7</sup>. De cette façon, l’intervention des colonisateurs a brisé une longue tradition d’harmonie dans la relation entre le peuple autochtone et la nature, et particulièrement avec les rivières, les ruisseaux et les zones humides environnantes<sup>8</sup>.

Lorsque les Espagnols ont été pleinement établis, à l’époque de la colonie, les autorités civiles et religieuses ont fait des efforts pour restreindre les rituels des autochtones, tels que les jeux, les fêtes et les célébrations sacrées, et cela a signifié aussi une transformation dans la relation avec des éléments géographiques tels que les zones humides.

Les encomendéros<sup>9</sup>, nouveaux propriétaires des terrains dans la colonie, ont commencé à nommer différemment les lieux et les missionnaires catholiques ont commencé à créer des centres d’endoctrinement pour éradiquer les pratiques rituelles dans les fleuves, les forêts et les marais (zones humides) (Villa et Henny, 2012).

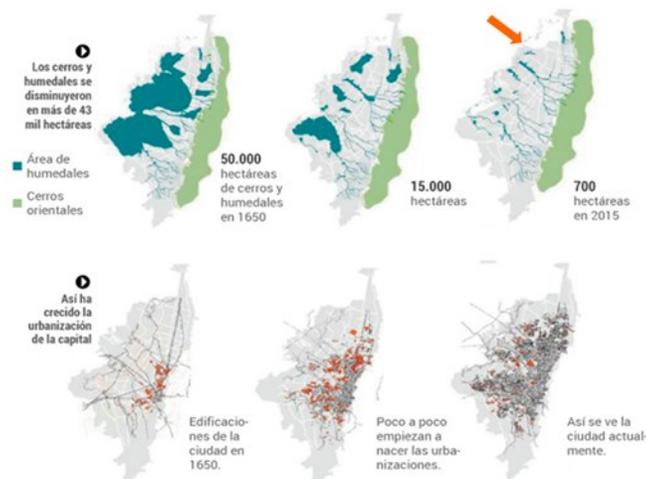


Image 2. La croissance de la ville et le déclin de zones humides. “¿Llegó la hora de frenar el crecimiento de Bogotá?” *Elespectador.com*, Consulté le 7 février de 2016.

<sup>7</sup> Il est intéressant de souligner qu’un des rituels associé à l’eau, pratiqué par les muisca a contribué à la création de la légende d’El Dorado. Dans la cérémonie d’installation d’un des chefs locaux, il se couvrait son corps tout entier de la poudre d’or et naviguait sur un radeau au centre d’une lagune sacré (Guatavita), de l’or et des pierres précieuses sont jetés dans la lagune et le chef se plongeait dans la lagune, offrant l’or aux dieux. L’invention par des colonisateurs de l’histoire d’une ville faite en or à partir de ce rituel, est un des exemples du choc culturel produit à l’époque. *Op.cit* 29

<sup>8</sup> *Op.cit.* 202

<sup>9</sup> L’encomendero, était la personne qui recevait de la part de la couronne la mission d’administrer un grand terrain (encomienda) et d’être en charge d’accroître la production, et aussi de procurer l’enseignement de la foi chrétienne aux autochtones résidants dans ses domaines connues comme : les encomendados.

Mais après de la colonie, à l'époque de la république et à partir du siècle XVIII, dans le plateau de Bogotá des familles riches ont construits des haciendas sur la base de la division territoriale des encomiendas. Les haciendas ont permis aux familles riches de développer des entreprises agraires en même temps que de consolider leur pouvoir politique et leur prestige social<sup>10</sup>. De cette façon, des haciendas ont été construites en zones humides ce qui a entraîné l'assèchement de certaines d'entre elles. Le processus de séchage des zones inondables a commencé avec l'introduction d'essences d'arbres telles que le pin et l'eucalyptus<sup>11</sup>, sélectionnées pour leur croissance rapide, ce qui a facilité l'exploitation arboricole, et ce au détriment des essences d'arbres locaux.

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été marqué par un contexte de bouleversement social et politique<sup>12</sup>, mais la récupération économique vécue au début du siècle XX a signifié le développement des importants processus dans le plateau de Bogotá, comme l'introduction des machines de production agricole (tracteurs et les batteuses, par exemple) et l'urbanisation, suivant une tendance horizontale et étendue par le plateau. À cette époque-là, les marais n'étaient pas reconnus comme des lieux d'intérêt, au contraire, les zones inondables étaient vues comme des obstacles à la production agricole et du progrès de la vie urbaine.

À partir des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et principalement avec le début de l'industrialisation du pays, Bogotá est devenue le véritable centre politique et économique de la Colombie (Quimbayo, 2016). Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la ville était un pôle politique, économique et culturel. Durant la décennie des années 1920, Bogotá eut le premier aéroport de l'Amérique latine et d'importants projets urbanistiques se sont développés dans des années 1930 tels que le quartier Teusaquillo, l'Université Nationale, le parc national et le stade Campin. Cependant, l'expansion et l'épanouissement de la ville ont été brusquement

---

<sup>10</sup> Ídem 174

<sup>11</sup> Ídem 175

<sup>12</sup> Après l'indépendance de la Colombie en 1810, Bogotá est devenue la ville principale de la Gran Colombia, un vaste territoire qui comprenait les actuels pays d'Équateur, Venezuela, Panama et Colombie. Malgré que la Gran Colombia s'est dissolu en 1830, la ville a conservé son importance dans les sphères politique et économique. Durant le XIX<sup>e</sup> siècle, la Colombie a vécu ainsi beaucoup des guerres civiles, la plus importante d'entre elles « la Guerra de los mil días », une guerre civile disputée entre 1899 et 1902 entre le parti Liberal et le parti Conservateur. À la fin de cette guerre, la Colombie commençait le XX<sup>e</sup> siècle avec la victoire des conservateurs, une grave crise économique et la perte de Panama en 1903.

interrompus en raison d'événements politiques, déclenchés par l'assassinat du leader du parti libéral, Jorge Eliecer Gaitan en 1948.

Durant les années 1930, il y a eu, d'une part, une augmentation de la tension entre les partis libéral et conservateur et, d'autre part, des explosions de violence à travers le pays généralement en raison de vieilles vendettas entre les partisans des deux parties polarisant ainsi la situation, notamment à la campagne. C'est avec l'assassinat du Jorge Eliecer Gaitan, le 9 avril 1948, que la violence s'est généralisée. Ceci a marqué le début d'une période de violence politique qui a eu des répercussions sur toute la société colombienne, en milieu urbain comme rural affectant ainsi les structures sociales et l'occupation du territoire. Le Bogotazo, nom donné à la période des violentes protestations vécues à Bogotá après le 9 d'avril de 1948, a détruit le centre-ville de Bogotá.

En conséquence, les familles riches qui y vivaient (Alcaldía Mayor de Bogotá, 2010) ont quitté leurs quartiers ce qui a entraîné une modification de la configuration du centre-ville (Cardeño, 2007). Il a ainsi eu, d'une part, une migration vers la périphérie, en raison de nouveaux quartiers construits par ceux qui ont quitté le centre-ville, et, d'autre part, la construction de quartiers populaires et des bidonvilles pour loger les gens déplacés de la campagne à la ville en raison du conflit armé qui augmentait dans tout le pays<sup>13</sup>.

La violence des années 1950 a été une période de haine dont les groupes ultra-conservateurs et l'armée se sont battus contre les groupes de paysans armés qui se sont

---

<sup>13</sup> Pour comprendre les faits du 9 avril, on doit prendre en considération quelques antécédents. A l'époque de la dépression économique mondiale du début du XX<sup>e</sup> siècle la Colombie fut un des pays de l'Amérique latine où il n'y a pas eu un changement révolutionnaire. Au contraire, le système bipartite a été renforcé. Lors de l'élection de 1930 et après 44 ans d'hégémonie conservatrice, le parti libéral a remporté la victoire, gagnant ainsi la présidence et commençant une époque de changements appelée la république libéral (1930-1946).

Les présidents libéraux font à l'époque des réformes telles que l'augmentation des services de l'État et des dépenses publiques, en tenant compte des problèmes sociaux du pays. En 1946, les conservateurs retournent au pouvoir, après avoir surmonté leurs différends internes, et une vague de violence s'est étendue dans le pays, principalement par la propriété foncière et les haines anciennes qui remontent aux guerres du XIX<sup>e</sup> siècle.

Conséquence de la défaite, le parti libéral s'est regroupé autour de Jorge Eliecer Gaitan, un leader populiste aimé par une grande partie de la population, surtout par les plus pauvres. Gaitan a été tué au centre-ville de Bogotá en sortant de son bureau d'avocat, et son tueur fut lynché par la foule quelques instants après. Cependant, les personnes qui ont commandé le crime demeurent inconnues jusqu'à ce jour, malgré qu'il existe plusieurs théories à ce sujet.

Comme nous l'avons mentionné, la mort de Gaitan a déclenché les révoltes du 9 avril connues comme le Bogotazo, qui a changé complètement la ville et est le repère d'une période historique appelée « Violence Politique ».

organisés après de la mort de Gaitan. À partir des années 1960, ces groupes de paysans sont devenus des guérillas<sup>14</sup>.

À partir de la seconde moitié du siècle XX, la ville de Bogota se transforme donc rapidement, les zones humides sont alors principalement dans la frontière marges de la ville, mais la ville commence à grandir très rapidement.

À ce moment-là, l'urbanisation planifiée et non planifiée de la ville a été motivée par la migration des gens de la campagne vers la ville qui voulaient échapper à la violence présente à la campagne, et qui cherchaient à trouver un emploi en s'insérant dans la production capitaliste. L'explosion démographique et la migration des paysans à la grande ville a fait augmenter la population de Bogota de 715 250 personnes en 1951 à 5 484 244 en 1993<sup>15</sup>. Cependant, l'espoir d'une vie plus prospère a disparu rapidement pour beaucoup d'entre eux. Les nouveaux arrivants ont travaillé dans différents métiers et services, principalement comme ouvriers, mais beaucoup d'entre eux ont dû aussi de faire face au chômage et trouver diverses stratégies pour survivre dans l'économie informelle (Torres, 1999).

L'expansion urbaine, et la construction de nouveaux quartiers ont eu des effets significatifs pour les zones humides. Dans plusieurs zones de Bogota, les zones humides se sont asséchées par la construction des maisons. La méthode des entreprises de construction légales et illégales a été de remplir les marais avec des matériaux de construction laissés par la rénovation de la ville ou la construction d'autres quartiers, soit en utilisant les zones humides comme dépotoirs. Cette attitude négligente envers les zones vertes de la ville a été possible en raison du manque de réglementations environnementales et à la faible gestion municipale dans les quartiers de la ville.

La présence des nouveaux-arrivants venus de la campagne a aussi l'effet de créer des tensions sociales et des conflits socio-environnementaux, comme dans les cas où les gens

---

<sup>14</sup> Une des guérillas a été soutenue du point de vue idéologique par le parti communiste, c'est le cas de FARC. Une autre a été influencée par la révolution cubaine et la théologie de la libération, c'est le cas de l'ELN. Le nationalisme et les idées boliviennes ont influencé la guérilla M-19 (mouvement 19 avril).

<sup>15</sup> Consulté le 3 mai 2016. <https://en.wikipedia.org/wiki/Bogot%C3%A1#Demographics>

ont construit leurs maisons au bord des ruisseaux et des zones humides, souvent méconnus par la plupart des gens qui y habitent. À l'instar des zones périphériques de la ville où il existe d'importants écosystèmes comme les zones humides, on peut observer l'effet d'interaction des facteurs économiques, sociaux et écologiques, tels que l'utilisation inadéquate des terres, la ségrégation sociale reflétée par l'augmentation de la pauvreté, le manque de possibilités d'intégration au marché du travail des habitants des quartiers populaires, et aussi, une faible gouvernance se traduisant par le manque de services publics et la non-présence de bureaux publics. (Quimbayo, 2016)

La deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle est une période marquée par de grandes transformations à Bogotá. Après le Bogotazo, la face de la ville a changé, car c'est la période où beaucoup de nouveaux quartiers ont commencé à se consolider. La dynamique d'autoconstruction des quartiers populaires où les gens ont construit leur propre maison à la mesure de leurs moyens soit en achetant leur terrain, et leurs matériaux comme les briques, le béton et le sable, a créé de nouvelles identités. Une nouvelle forme de vivre la ville a émergé : du travail pour que les familles puissent se loger, des services publics ainsi qu'un mélange avec les traditions des nouveaux arrivants venus de la campagne.

Ce processus de croissance de la ville a créé plusieurs tensions. Par exemple, l'invasion des terrains privés dans certains quartiers a créé des disputes judiciaires et des confrontations entre les habitants et la police. Alors, toutes ces nouvelles situations ont été un vrai défi pour les bureaux publics. La précarité des conditions de vie a été aussi le moteur pour impulser des expériences associatives, cherchant ainsi à trouver des réponses aux besoins et avoir plus une plus grande force d'interlocution avec l'État. (Torres, 2006)

Dans ce contexte de croissance non planifiée, ont commencé à apparaître des associations et des comités du quartier, des initiatives citoyennes qui cherchaient à orienter la capacité organisatrice des gens vers l'amélioration de leur ambiance, appelant ainsi les gens à travailler ensemble dans des espaces publics, et à combler le vide laissé par les bureaux publics. Au début, il s'agissait d'initiatives spontanées et d'actions prises par des voisins pour résoudre par eux-mêmes les problèmes que l'État n'arrivait pas à résoudre. Mais, c'est

en 1958 que le gouvernement a créé une figure légale pour contrôler les nouvelles organisations de voisins : les « conseils d'action communale », JAC<sup>16</sup> par ses sigles en espagnol, une forme associative du quartier, ont été reconnus officiellement.

En raison du tissu social déchiré après une longue période de violence, la création des JAC a été une stratégie préconisée par le gouvernement pour promouvoir des activités de coopération entre les voisins, comme l'amélioration des établissements d'enseignement, la promotion des pratiques d'hygiène et de prévention des maladies, la promotion du sport, des loisirs et de la culture des spectacles (Valencia, 2010). La nouvelle instance n'a pas entraîné la disparition des associations plus informelles de voisins, mais elle a pris plus de place dans la vie communautaire des quartiers, car il s'agissait d'une instance formelle permettant de contribuer avec la faible gouvernance dans les communautés.

Les JAC ont eu aussi comme objectif, de créer une instance de collaboration entre les voisins et le gouvernement, et ont eu par mandat de s'organiser autour de l'amélioration des rues et chemins, de promouvoir l'hygiène et la santé, d'améliorer les écoles, et de promouvoir le sport entre autres<sup>17</sup>. En raison de leur mandat diversifié, elles sont devenues des espaces prépondérants de participation citoyenne. (Moreno, 2014)

Les JAC se sont multipliés rapidement. Au début des années 1980, il existait plus de mille JAC, avec plus d'un demi-million de membres. Il faut cependant souligner que bien que les JAC aient aidé au début à la création des quartiers, surtout des quartiers populaires de la ville de Bogotá, ils sont devenus, plus tard, une partie du système clientéliste des partis politiques. (Torres, 1999)

Après le coup d'État en 1953<sup>18</sup>, le gouvernement du général Rojas Pinilla a eu un caractère populiste en faisant des réformes pour moderniser le pays, mais n'a pas résolu la

---

<sup>16</sup> En espagnol : Juntas de Acción Comunal.

<sup>17</sup> Moreno explique qu'après l'année 1961 les JAC ont fait partie de l'implantation en Colombie du programme d'assistance économique et de lutte contre le communisme : « Alliance for Progress », implanté par les États-Unis en Amérique Latine.

<sup>18</sup> Pour comprendre la création de la machinerie clientéliste des deux partis politiques, il faut tenir en compte que le système politique en Colombie a été principalement bipartite, et la période après la violence des années 50 n'a pas été l'exception. L'assassinat de Gaitan est passé durant un gouvernement conservateur, qu'après a été suivi par la présidence

confrontation entre les deux partis traditionnels. Il y a pourtant eu une junte militaire qui a amené la démission du général en 1957, et une réforme constitutionnelle s'est créée le Front National (1958 – 1978). En bref, le Front National a été un pacte entre les deux partis traditionnels pour se répartir le pouvoir en alternant la présidence et en partageant les postes publics de façon égale, tout en conservant les élections tous les quatre ans. (Bushnell, 1996)

C'est dans le contexte que l'on vient de mentionner que les JAC se sont multipliés, et c'est pour cela que les leaders de ces associations sont devenus très intéressants pour les partis politiques. Dans de nombreux cas, ces leaders sont devenus des dirigeants locaux et régionaux soit au parti libéral, soit au parti conservateur. (Ortiz, 2012). En conséquence, les JAC ont commencé à agir d'une façon clientéliste, et ses leaders sont devenus des intermédiaires entre les besoins collectifs et l'État en profitant de leur position privilégiée pour exercer un certain pouvoir dans leur quartier (Torres, 2006).

Avec la diminution de la violence politique, la Colombie a fait de petites avancées vers la modernisation du pays. Dans les grandes villes comme Bogotá, les années 1960 et 1970 ont été caractérisées par les demandes des citoyens pour l'amélioration de la qualité de vie. À ce moment-là, les quartiers qui ont été fondés vingt ans auparavant se sont consolidés, et les citoyens cherchaient à avoir une amélioration des services d'éducation, de santé et de transports, et un meilleur accès aux zones vertes.

Durant les années 1980, il y a eu une autre vague de nouveaux arrivants, des personnes déplacées par des affrontements entre la guérilla, les paramilitaires et les cartels de la drogue. Cette situation a amené la fondation de nouveaux quartiers populaires par l'apparition des constructeurs pirates et aussi à l'initiative de quelques coopératives d'habitation. À cette époque, nous voyons émerger d'autres organisations communautaires différentes des JAC, comme des groupes culturels, des groupes de femmes et des groupes d'éducation populaire. Bien que la croissance désorganisée de la ville se soit poursuivie,

---

de l'ultraconservateur Laureano Gomez, période dont les confrontations sont devenues plus cruels. La grave situation du pays et la recrudescence de la violence ont fait agir à la classe politique et aux militaires qui ont effectué le coup d'État de 1953.

c'est après les années 1990 que Bogotá a commencé à avoir des normes et des bureaux publics régissant la gestion sociale et environnementale de la ville.

La promulgation de la constitution de 1991, suite à un processus de paix avec la guérilla M-19, a donné la possibilité aux citoyens de demander l'accès à leurs droits et a créé les conditions nécessaires pour la construction des nouvelles institutions. Ainsi, la décennie des années 1990 a vu la naissance de nouvelles instances facilitant l'accessibilité juridique aux citoyens, dont la cour constitutionnelle, et des mécanismes juridiques, comme l'action de tutelle<sup>19</sup>.

À cette époque, il y a eu de la part des citoyens activistes, des débats et des actions pour promouvoir une ville soutenable, malgré le manque de planification. Finalement, tous ces efforts citoyens se sont concentrés vers la naissance d'un mouvement environnementaliste qui est apparu entre les décades des années 1980 et 1990, mouvement qui continue de se consolider (Quimbayo, 2016).

Au départ, ces mobilisations ont principalement cherché à améliorer la qualité de vie dans les quartiers et n'avaient pas de motivation exclusivement environnementale. Les enjeux autour des zones humides restaient inconnus pour beaucoup des habitants de la ville. À partir des années 1990, ces groupes de citoyens ont alors créé un véritable dialogue entre la communauté et les entités publiques. Ils ont contribué à la vigilance des actions des bureaux publics, et ils ont fait des actions directes pour la défense du milieu naturel comme les zones humides. Même si dans les dernières décennies, les questions environnementales ont gagné beaucoup de visibilité, les conflits socio-environnementaux n'ont pas eu encore des réponses satisfaisantes.

Comme on vient de le voir, les dynamiques sociopolitiques dans le contexte colombien autour de l'environnementalisme sont relativement nouvelles, et les mouvements environnementalistes sont aussi nouveaux comme sujet d'étude. Au XX<sup>e</sup> siècle, les enjeux environnementaux ont été, par exemple, considérés par les sciences sociales en Colombie

---

<sup>19</sup> "La Constitución del 91, entre los derechos y el modelo de desarrollo." Consulté le 27 octobre 2016, <http://www.institut-gouvernance.org/es/analyse/fiche-analyse-238.html>

presque exclusivement dans le contexte des protestations des paysans et des autochtones (Archila, 2002). C'est dans les revendications de ces groupes que l'on voit apparaître la question environnementale dans l'opinion publique (Tobasura, 2007). Au début, la conservation des écosystèmes en danger ne faisait pas partie des cibles des actions des groupes protestataires dans les milieux urbains, car leur focus était surtout dans les milieux ruraux. Mais, petit à petit, de nouveaux mouvements urbains ont gagné en visibilité et ont commencé à construire leurs propres récits et réseaux, comme dans le cas des zones humides à Bogotá.

Malgré les efforts des groupes des citoyens organisés pour défendre la nature urbaine à Bogotá tels que le réseau des zones humides, la table environnementale des « Cerros Orientales » ou les instances de concertation des fleuves Tunjuelo, Fucha et Salitre, même à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, la dégradation des milieux naturels, et entre eux, des zones humides était très peu connue et apparaissait peu dans le discours public. (Quimbayo, 2014) Par exemple, le concept de zone humide était limité à l'usage des biologistes, et pour la plupart des gens, ces espaces sans gouvernance étaient pleins de connotations négatives et étaient appelés communément : marais, lacs ou simplement pâturages.

Un exemple très intéressant à cet égard, est la référence faite par l'ancien président conservateur Laureano Gomez qui dans 1960 a dit : « Si vous voulez avoir des terres pour les paysans, le pays a de terres très abondantes pour les agriculteurs (...) sont des marais, mais si elles sont séchées, il peut redistribuer ce que vous voulez, sans affecter aux propriétaires légitimes »<sup>20</sup>.

Cet exemple nous permet de voir comment dans l'imaginaire collectif et même dans la pensée de la classe politique colombienne, le concept d'écosystème de zone humide est resté inconnu jusqu'à une époque très récente. Par contre, les zones inondables ont été la cible des colons, des entreprises de construction et des paysans sans terre.

---

<sup>20</sup> Acevedo, Tatiana. "Los pantanos de Laureano". Text. [Elespectador.com](http://www.elspectador.com/opinion/los-pantanos-de-laureano-columna-274496), el 1 de junio de 2011. <http://www.elspectador.com/opinion/los-pantanos-de-laureano-columna-274496>. Cité par Henry, Salgado. "El campesinado de la Amazonia colombiana: Construcción territorial, colonización forzada y resistencias". Université de Montréal, 2012. 94

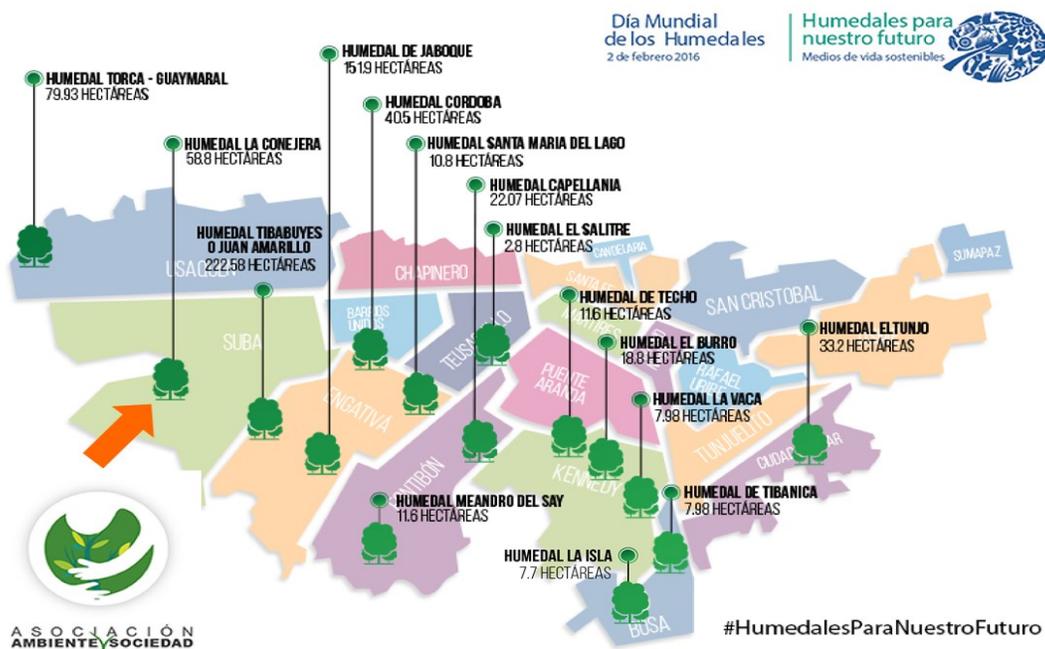


Image 3. Les zones humides à Bogotá. Dans : [www.ambienteysociedad.org.co/es/los-15-humedales-reconocidos-de-bogota/](http://www.ambienteysociedad.org.co/es/los-15-humedales-reconocidos-de-bogota/). Consulté le 25 janvier 2016

Jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, il y avait beaucoup de méconnaissance de son existence par la majorité de la population et il n'avait pas une conscience de la pression exercée par la croissance de la ville, et cela explique pourquoi elle a détruit la plupart de ces écosystèmes. Cependant, grâce à l'action de la communauté, ils en restent encore d'importants vestiges, et l'un des exemples les plus prégnants est la Conejera. Durant résumé le processus de croissance de la ville de Bogotá et comment les zones humides ont été affectées.

Bogotá est parsemée de zones humides, toutes situées dans la partie ouest de la ville. Il s'agit de la zone historique de transition marécageuse entre le centre-ville, installé au pied de la cordillère des Andes et le Rio Bogotá. Depuis la fin des années 1950, la ville a connu une forte croissance et s'est étendue vers l'ouest, jusqu'à atteindre aujourd'hui la rivière. Cette expansion est passée au travers des zones humides. (Durand, 2014 : 44)

L'histoire de la fondation la Conejera, a commencé par le rassemblement d'un groupe de personnes qui sont venues vivre dans un nouveau quartier au début des années 1990. Elles étaient les propriétaires de logements pour les personnes à faible revenu et qui ont été construits dans la limite nord-ouest de la ville. Quelques-uns d'entre eux étaient des

professionnels, mais il y avait aussi des ouvriers, des femmes au foyer et des étudiants. Nouvellement installés dans ce quartier, ces gens ont rapidement été confrontés à des problèmes environnementaux, car les pâturages en dehors de leurs maisons étaient des dépotoirs de débris de construction, brisant leur espoir de se retrouver dans un quartier plus paisible.

Lorsque ce groupe de voisins a commencé à enquêter un peu, ils ont réalisé que ce ne fut pas un problème isolé, mais que le pâturage en question appartenait à un écosystème de zone humide. Ils ont aussi constaté que l'endroit était pollué par les eaux usées de la ville et que, en plus, il y avait un intérêt de la part des constructeurs de sécher la zone humide pour construire d'autres quartiers.

Alors, les voisins ont décidé de créer un comité écologique pour entreprendre des actions, mais rapidement ils se sont rendu compte qu'un simple comité ne suffisait pas pour attirer l'attention de la ville et pour lutter contre les constructeurs pirates. Les voisins ont donc créé la Fondation la Conejera, un organisme à but non lucratif pour gérer les ressources et porter plainte contre l'État et les personnes privées.

La fondation a été l'occasion d'unir les intérêts des habitants du quartier qui désiraient, à cette époque, s'assurer d'une qualité de vie dans leur quartier. Ils étaient accompagnés de quelques étudiants universitaires qui voulaient faire des recherches scientifiques. C'est par le biais de protestations, mais surtout d'actions légales et d'éducation environnementale que se caractérise le travail de la Fondation la Conejera. Mais cela n'a été pas facile, ils se sont confrontés à des pouvoirs légaux dans le cas des bureaux publics et aux pouvoirs illégaux dans le cas de l'industrie de la construction pirate.

La Fondation la Conejera a été parmi les premières à faire ce type de travail. Leur expérience a suscité beaucoup d'intérêt parmi les environnementalistes, qui ont approché la Fondation pour chercher de l'information ou en demandant des conseils. C'est à partir de ces rencontres et avec d'autres personnes qui se sont intéressées par la protection des zones humides que s'est créé le réseau des zones humides, une plateforme de la société civile qui rejoint plusieurs environnementalistes et qui a réussi à créer des ponts avec l'État.

## CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE

La tradition des études des mouvements sociaux en Colombie remonte à la production intellectuelle d'Orlando Fals Borda (1961). Nous observons dans ses écrits, un intérêt pour comprendre le rôle que jouent les mouvements sociaux dans la crise des partis politiques traditionnels en Colombie, surtout à partir des années 1950 où arrive l'époque de la Violence en Colombie, une période marquée par des affrontements sauvages entre les partisans des deux partis traditionnels. (Valencia, 2012) Ainsi, Fals Borda propose trois ruptures des mouvements avec les structures politiques du passé. En premier, il note que les mouvements de la nouvelle vague qui surgit en Colombie après les années 1960 se caractérisent par leur origine, des initiatives citoyennes, et par leur caractère pacifiste, en contraste avec l'histoire violente vécue dans le pays. Une deuxième caractéristique qu'il remarque est le caractère décentralisé des mouvements face à un État colombien historiquement centralisé. En troisième lieu, il voit dans les mouvements colombiens un pluralisme qui inclut un dialogue entre les organisations les plus anciennes telles que les ouvriers, les paysans, les autochtones et les nouveaux mouvements sociaux. (Zubiria, 2014)

Dans ce même courant des sciences sociales modernes de Fals Borda, d'autres chercheurs colombiens ont contribué à définir le champ de recherche sur les mouvements sociaux de cette époque, en se concentrant sur trois grandes catégories : le syndicalisme, le mouvement des paysans et le mouvement des autochtones. Ils l'ont fait en prenant en compte les revendications socio-économiques des classes subalternes et leurs rapports avec les partis politiques traditionnels. (Leal, 1991)

Les OSBL qui apparaissent en Colombie après les années 70 n'avaient pas la même force des organisations communautaires nées dans des pays d'Amérique du Sud tels que le Brésil, l'Argentine ou le Chili, qui ont fait face à des dictatures. Néanmoins, les OSBL colombiens ont bâti leurs succès à partir d'une méthodologie d'intervention qui combine la recherche et l'action (*acción-participación*), en travaillant des thématiques diverses, principalement les droits de l'homme compte tenu du contexte de guerre du pays. Ces nouveaux groupes peuvent être divisés en deux catégories. D'une part, se trouvent des OSBL qu'on peut appeler l'élite, c'est-à-dire ayant émergé des classes sociales qui ne sont

pas subalternes, et d'autre part, des organisations de base qui traitent de différents sujets tels que les droits de l'homme, le genre, l'écologie ou la culture. (Leal, 1991) Mais depuis les années 90, la présence de ces nouveaux acteurs sociaux est plus active en raison de la perte de la primauté des questions économiques et de l'expansion des conflits sociaux, conduisant à des questions liées à l'identité et à la vie quotidienne des gens. (Archila et Pardo, 2001)

Un bilan assez complet des grandes tendances dans les mouvements sociaux apparaît dans la publication de « Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia ». Cette étude est le fruit du troisième Observatoire sociopolitique et culturel du Centre d'études sociales de l'Université Nationale de la Colombie. (Archila, Pardo et al., 2001) Dans ce livre est inclus un chapitre d'Ulloa qui attire l'attention sur l'environnementalisme et ses rapports avec les mouvements autochtones. Ce chapitre montre comment les conceptions autochtones concernant la nature ont influencé le discours environnementaliste et les stratégies des organisations communautaires, donnant ainsi le statut d'environnementalistes aux peuples autochtones. (Ulloa, 2001) L'auteure propose qu'avec l'émergence de la crise environnementale, l'environnementalisme apparaît comme un discours qui, à son tour, a développé de nouvelles façons de faire de la politique et de nouvelles formes de gouvernance, ce qu'elle appelle l'écogouvernance. L'auteure analyse ainsi les rapports entre la pensée autochtone et l'écogouvernance, et prend en compte les influences qu'ont eues les peuples autochtones sur les stratégies globales de protection de la nature. La pensée autochtone qui comprend la nature comme Mère, autrement dit, comme l'origine sacrée de la vie, s'oppose aux postulats du développement durable, qui maintient dans sa conception du développement l'attachement à une logique capitaliste. (Hernandez et Ulloa, 2006) Cette recherche, dans laquelle nous trouvons des échos du débat entre le développement durable et la décroissance, nous apporte des réflexions intéressantes sur le rapport entre la pensée traditionnelle et des formes modernes d'administration.

Dans la même veine<sup>21</sup> (Ulloa, 2014), le travail de mémoire de sociologie de Tarazona<sup>22</sup> (2010), dirigé par Ulloa et Suarez, présente une étude au niveau local qui traite de la façon

---

<sup>21</sup> Ulloa, en parlant des inégalités socioenvironnementales, met l'accent sur la conceptualisation de la nature à partir de la logique capitaliste, et prend en compte pour cette définition des tensions entre nature-culture, homme-femme, raison-émotion. « (...) las desigualdades están implícitas y que se instauran desde la conceptualización misma de lo ambiental

dont l'environnementalisme populaire a fait face à des mesures de privatisation néolibérale et à des mégaprojets d'infrastructures d'eau et d'électricité dans des zones rurales, au travers de l'exemple de trois villages. Le travail de Tarazona est intéressant, car sa recherche se développe à partir de ce qui a été appelé l'environnementalisme populaire. Après avoir fait l'analyse de trois réseaux locaux des mouvements environnementaux, Tarazona conclut qu'une fois que les mouvements environnementaux ont atteint leurs objectifs, ils se désintègrent ou forment de nouveaux réseaux autour de nouveaux sujets. (Tarazona, 2010)

Tarazona mentionne également dans son étude des exemples d'auteurs qui font des recherches sur le sujet de l'environnementalisme, notamment Alvarez et Tobasura. Ces deux auteurs font avancer la définition de l'environnementalisme colombien, en s'efforçant d'inclure dans leur analyse la prise en compte des échelles régionales et des personnages notables. (Pabón, 2009) (Tobasura, 2007)

Nous trouvons que Tobasura a apporté de nouveaux aspects sur le sujet, par sa description de l'environnementalisme colombien et de son développement historique. Bien que l'auteur fasse valoir que les racines du mouvement écologiste colombien doivent être retracées au

---

hecha desde una visión de naturaleza capitalista que también es desigual. Las desigualdades socioambientales se instauran en el momento mismo de pensar la oposición naturaleza-cultura asociada a otras categorías como son hombre-mujer y razón-emoción. Categorías que se han asociado históricamente a personas, pueblos y/o territorios e identidades asociadas a ellos (indígenas, colonos, territorio nacional, por ejemplo), lo cual ha generado desigualdades de género, culturales, de acceso o exclusión a territorios, y de derechos de propiedad y uso, entre otras ». Ulloa, A. Escenarios de creación, extracción, apropiación y globalización de las naturalezas: emergencia de desigualdades socioambientales. En : Göbel et coll. Desigualdades socioambientales en América Latina. Ibero-Amerikanisches Institut. Universidad Nacional de Colombia. 2014. 161-162

<sup>22</sup> « Los Movimientos ambientalistas en Colombia han empezado a ser estudiados (Álvarez 1997, Muñoz 2000, Hernández y Villegas 2003, Tobasura 2004, Ulloa 2004). Hernán Álvarez (1997) a partir de los relatos de activistas y académicos del ambientalismo construye la historia de la emergencia de los movimientos ambientalistas en Colombia. Diego Muñoz (2000) se dedica a estudiar con mayor especificidad los movimientos 20 ambientalistas en Medellín y el Área Metropolitana del Valle de Aburrá en el departamento de Antioquia en los noventa del siglo XX, haciendo claridad sobre el concepto de ambientalismo popular. Mauricio Hernández y Pablo Villegas (2003) a partir de una monografía de pregrado en Ciencia Política de la Universidad Nacional se acercan a una definición y caracterización de los movimientos ambientales en Colombia, en comparación con las diferentes tendencias mundiales de estos movimientos sociales. El profesor Isaias Tobasura (2004) avanza más en un enfoque tanto regional como nacional del estudio de lo que él define como Movimiento Ambientalista Colombiano y reconstruye parte de su historia a partir de entrevistas a connotados líderes del Movimiento Ambientalista Colombiano. La profesora Astrid Ulloa, estudia las relaciones de los movimientos ambientalistas colombianos con el movimiento indígena colombiano. No obstante, con todo este avance en el "estado de la cuestión", se carecía de un estudio de los movimientos locales ambientalistas que resisten al neoliberalismo (palpable en megaproyectos del capital en torno al recurso agua) desde la perspectiva de las políticas culturales que despliegan los movimientos sociales, y esta investigación avanza en este aspecto ». Tarazona, A. Lo Cultural y Lo Político del Movimiento Ambientalista Colombiano a Partir de 1990. Trabajo de grado para optar el título de Magíster en Sociología. Dirigida por Astrid Ulloa Cubillos y Normando Suárez. Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Sociología. Bogotá, 2010. 10

début de la nation elle-même, il reconnaît aussi que l'on ne peut pas parler d'un mouvement en tant que tel, sauf après la seconde moitié du XXe siècle. Selon lui, l'environnementalisme a commencé à se former à partir des luttes menées par les mouvements sociaux au cours des années 60 et 70, mobilisés autour de sujets aussi divers que la protection des écosystèmes précieux, les luttes des peuples autochtones, l'accès aux terres cultivables, ou l'amélioration des conditions de travail des ouvriers et des mineurs. Ces mouvements de protestation, qui ont continué à se propager au cours des décennies 80 et 90, ont été renforcés par la création de diverses organisations non gouvernementales, au sein de laquelle les OSBL environnementales sont apparus. Tobasura dit alors que, bien qu'en Colombie il n'existe pas de mouvement environnemental unifié, la mobilisation de ces groupes a influencé l'État dans la création de lois et d'institutions consacrées à l'environnement. (Tobasura, 2007)

Nous soulevons ici les idées développées par Tobasura, car elles nous permettent d'avoir une vue panoramique sur la façon dont est communément compris l'environnementalisme en Colombie. L'auteur propose en effet l'existence de quatre étapes à la protestation. À la première étape, entre 1950 et 1972, il situe les luttes du mouvement des paysans pour l'accès à la terre, un mouvement qui, comme il le dit lui-même, n'avait finalement aucune motivation écologiste. La deuxième étape, de 1972 à 1983, est caractérisée par la lutte citoyenne pour la défense des écosystèmes importants, dont certains deviendront des parcs nationaux; cette période est marquée par des manifestations et par la promulgation du Code des ressources naturelles en 1974. Cette deuxième étape se termine par la réunion environnementaliste Ecogente 1983, promue par les groupes environnementaux des universités publiques dans le centre-ouest du pays. La troisième étape, de 1983 à 1990, se caractérise par la réalisation de forums régionaux, et finalement la quatrième étape proposée par l'auteur, est la période qui commence après de la conférence Rio 1992 et est marquée par la promulgation de lois sur l'environnement et la création d'Ecofondo (1993), un organisme gouvernemental destiné à canaliser les ressources de la coopération internationale qui ont financé de nombreux projets d'OSBL environnementales.

De même, Tobasura propose l'existence de trois types d'acteurs de l'environnementalisme en Colombie. D'abord, il mentionne ceux qu'il considère comme les créateurs de la pensée,

une catégorie qui comprend des personnes et des institutions importantes, décrits comme des leaders responsables de l'établissement de « cadres de référence » pour le reste des partisans de la cause, et considéré comme étant des créateurs de « paquets idéologiques » pour former l'opinion publique dans des médias et des universités. En deuxième, se trouvent ceux qui guident la pratique, selon lui : des personnalités éminentes, des OSBL, des groupes ethniques et des paysans qui produisent des symboles, des éléments de mémoire collective et des liens de solidarité. Et finalement, il identifie ceux qui guident la politique, des gens qui ont travaillé sur les questions environnementales au sein des partis politiques. (Guerrero, 2010).

Nous reconnaissons que le mérite de Tobasura est d'exposer l'évolution historique d'un mouvement environnementaliste en Colombie et de démontrer comment les questions environnementales ainsi que les mesures prises pour la défense de l'environnement ont gagné peu à peu en importance. Cependant, l'approche qu'il propose nous montre un mouvement environnemental construit par le haut principalement en raison de deux facteurs.

Tout d'abord, l'auteur soutient qu'il était nécessaire que les institutions publiques sur l'environnement aient été créées pour que le mouvement atteigne une portée nationale, citant en particulier l'émergence de l'Institut des ressources naturelles (INDERENA) en 1968, prédécesseur du ministère de l'Environnement. Tobasura suggère que cette évolution de la conscience environnementale vers un statut officiel est le résultat de ce qu'il appelle « les possibilités politiques et institutionnelles », qui ont permis de rendre visibles les questions environnementales dans les débats publics ; il mentionne principalement la Conférence des Nations unies sur l'environnement (1972) et la publication du rapport du Club de Rome (1972). En deuxième lieu, bien que l'auteur estime que les groupes populaires ont contribué au mouvement environnemental et que la lutte environnementaliste est liée à celle visant à surmonter les inégalités sociales, il suggère également à travers son étude qu'il existe dans le pays une plus grande sensibilisation à l'environnement grâce à « des individus de la classe moyenne intellectuelle ». (Tobasura, 2007)

Parmi les sources sur la mobilisation environnementaliste à Bogotá, nous retrouvons aussi l'article de Quimbayo : « Movimientos sociales, políticas y conflictos ambientales en la construcción de ciudad: el caso de Bogotá » qui montre comment, depuis la dernière décennie du XXe siècle, les organisations sociales et les habitants des quartiers ont fait beaucoup d'actions en faveur de la défense des espaces naturels urbains. L'auteur souligne que, même si les organisations sociales ont eu une certaine influence sur la planification de la ville dans les dernières années, elles se plaignent toujours de l'imposition d'un modèle de ville qui favorise les grands intérêts financiers et fonciers. (Quimbayo, 2014)

Enfin, et en parlant spécifiquement des zones humides à Bogotá, il est important de mentionner l'étude de Palacio, Hurtado et Garavito, qui traite des problèmes de gestion environnementale produisant des tensions entre les bureaux publics et les citoyens organisés. Les auteurs font une analyse des relations entre les différents acteurs de la communauté appartenant au Réseau des zones humides de Bogotá entre 1999 et 2002. À l'aide de la méthodologie des réseaux sociaux, ils mettent en évidence les acteurs les plus importants, leurs objectifs et la façon dont ils établissent leurs liens au sein du réseau. Les auteurs proposent que leur étude est pertinente, car elle peut être utilisée pour comprendre les processus de participation dans les zones humides à Bogotá. (Palacio et al., 2003).

Malgré la grande importance de cette littérature pour la compréhension de la mobilisation environnementaliste, le portrait de l'environnementalisme reste incomplet, particulièrement en ce qui concerne la mobilisation urbaine. Malgré les efforts des chercheurs, il y a dans l'ensemble peu d'études à propos de l'environnementalisme qui sont ancrées dans le cadre de la recherche en sciences sociales. C'est pourquoi, en Colombie, la plupart des études autour de la mobilisation environnementaliste sont inscrites dans des réflexions plus larges comme les conflits ruraux et la propriété de la terre ou le conflit armé.

De plus, il existe plusieurs études produites par des institutions publiques de la ville de Bogotá, parfois en association avec des OSBL, des universités ou des centres de recherche, qui touchent également l'environnementalisme. Ces rapports couvrent des thématiques telles que la santé, l'éducation, la mobilité ou l'environnement. À cet égard, nous trouvons des textes produits par des bureaux publics de la ville de Bogotá, tels que le Secrétariat de

l'Environnement, le Jardin Botanique de Bogotá ou l'entreprise fournissant l'eau potable de la ville, qui se trouvent dans des livres tels que : Territorios Ambientales de Bogotá (2014), Colombia Compleja (2014), Retos y oportunidades de la educación ambiental en el siglo XXI (2014) ou Los humedales de Bogotá y la Sabana (2003). Ces publications institutionnelles conservent la mémoire officielle du développement des enjeux stratégiques de la ville des années 80 à nos jours. Toutefois, la plupart de ces publications sont écrites du point de vue des sciences biologiques et peu d'entre elles touchent le sujet des mouvements sociaux pour la défense des zones humides.

Parmi ces rapports, quelques-uns portent directement sur la thématique des zones humides. Prenons pour exemple le chapitre « Acciones comunitarias para la defensa y conservación de los humedales » du livre : Territorios Ambientales de Bogotá: Historias de Acción Colectiva<sup>23</sup>, qui raconte l'histoire de la mobilisation autour des zones humides à Bogotá. Il s'agit d'une histoire détaillée qui appartient aux comptes rendus ethnographiques. L'auteur présente les résultats d'entrevues avec des leaders des mobilisations pour la protection des zones humides afin d'illustrer l'émergence d'un mouvement pour leur défense. Il décrit également la façon dont ce mouvement s'est renforcé depuis la décennie des années 90, et comment le Réseau des zones humides a émergé comme une stratégie visant à coordonner les actions à travers la ville. Il expose les stratégies et l'action communautaire au cours des dernières années, et comment peu à peu le réseau a diminué sa capacité d'action. Nous trouvons que ce texte a le mérite de donner la parole aux protagonistes du mouvement environnemental et de montrer ce qu'a été le processus de formation du Réseau des zones humides ; cependant, la réflexion sociopolitique est peu développée, laissant de côté des questions telles que les relations avec les autorités publiques de la ville au fil du temps.

Pour résumer, parallèlement à la production académique, il existe aussi une littérature sur le mouvement environnementaliste à Bogotá, mais celle-ci est assez restreinte. Issue principalement de la littérature « grise », ce genre de recherche décrit un mouvement en cours de constitution, organisé autour de leaders qui luttent contre des problèmes environnementaux; par contre l'analyse politique et la question des rapports de pouvoir sont

---

<sup>23</sup> Patiño, J. Acciones comunitarias para la defensa y conservación de los humedales. Dans : Julio, M. y Hernández, A. Territorios Ambientales de Bogotá. Historias de Acción Colectiva. Secretaria Distrital de Ambiente Universidad de los Andes. Bogotá. 2014

peu traitées. Il existe donc une opportunité importante de s'appuyer aussi sur ces travaux pour enrichir notre compréhension de la mobilisation environnementaliste et du rôle qu'ont joué des acteurs de la base par rapport aux bureaux publics.

Bien que le genre de publications dont nous venons de parler fasse référence au « mouvement environnementaliste colombien »<sup>24</sup>, nous constatons qu'il n'existe pas une conception claire de cette idée, possiblement à cause du manque d'études sociologiques à ce sujet. Ces publications mélangent différents courants d'un mouvement environnemental potentiel, par exemple en faisant référence aussi bien à des acteurs issus de contexte institutionnel (gouvernemental) qu'à des acteurs provenant de milieux populaires.<sup>25</sup>

Prenant en compte des études issues des publications scientifiques et de la littérature « grise », nous avons choisi de poursuivre cette réflexion par une analyse centrée sur des zones humides, précisément parce que cela représente un exemple de lutte sociale qui reflète les particularités des rapports nature-culture (sujet socionaturel) dans un contexte urbain en Colombie. Pour encadrer notre démarche et pour faire ressortir les enjeux sociopolitiques, nous allons nous appuyer sur une perspective théorique plurielle, qui repose sur la *political ecology*, la théorie des mouvements sociaux et la postcolonialité.

En effet, s'inscrire dans ces trois axes théoriques permet de se positionner dans une littérature émergente plus globale sur l'environnementalisme dans des pays non occidentaux. Nous pensons aussi contribuer à une branche de recherche hors du contexte colombien, qui est celle de l'environnementalisme dans des contextes caractérisés par des inégalités sociales importantes et de l'instabilité politique. (Martinez-Alier, 1999) Cela

---

<sup>24</sup> Ce qu'on appelle le « mouvement environnementaliste colombien », est, pour des auteurs comme Tobasura, une longue liste des ONG qui ont fait des actions ponctuelles dans ces territoires et certains individus qui ont travaillé dans le secteur public ou privé en faveur de l'environnement. Il s'agit des intellectuels qui ont travaillé à la direction des institutions qui forment le système national environnemental (SINA). Les plus reconnus d'entre eux sont : Rafael Colmenares et Gustavo Wilches (ECOFONDO); Manuel Rodriguez (Ministère de l'environnement); Augusto Angel Maya et Julio Carrizosa Umaña (INDERENA et IDEEA), entre autres.

<sup>25</sup> « El ambientalismo social o popular está relacionado con una nueva ola de movilización que apareció en Bogotá en la última década, impulsada por comunidades, pobladores, barrios, veredas y redes de organizaciones populares de escala local y territorial, todos ellos en defensa de espacios y territorios ambientales. Esta ola movilizadora se configura mediante iniciativas ciudadanas y acciones colectivas de pobladores en torno de "territorios ambientales", que encierran acciones de defensa de los espacios en los que habitan y en los que el deterioro ambiental los afecta directamente. Los procesos organizativos impulsados por demandas ambientales vienen actuando en defensa y protección de los humedales, los cerros orientales, las cuencas de los ríos Bogotá y Fucha, el "borde norte", la cuenca del río Tunjuelo, los páramos y la geografía rural como componentes de la estructura ecológica de la ciudad y patrimonio de la humanidad ». Hernández, A. Modelos de democracia participativa en Bogotá En: Controversia no. 191 (diciembre 2008). Bogotá : IPC, FNC, CINEP, CR, ENS, 2008. 265

signifie d'inclure le sujet de l'environnementalisme urbain dans des pays pauvres dans le cadre d'analyse de la sociologie de l'environnement, car, jusqu'à présent, la sociologie de l'environnement s'est intéressée principalement aux mouvements écologiques dans le contexte des pays occidentaux. (Van der Heijden, 1999)

Notre premier axe, la *political ecology*, est un courant théorique qui nous permet de mettre en lumière les rapports de pouvoir dans un contexte socioenvironnemental<sup>26</sup>. Cette approche, inspirée par le marxisme, est partagée par plusieurs disciplines comme la géographie critique, la sociologie et l'anthropologie. La *political ecology* part de la prémisse que la détérioration du milieu naturel est liée au système de production capitaliste, car, selon des théoriciens tels que Martinez-Alier, « la richesse est la principale cause de la dégradation environnementale, puisque la consommation effrénée d'énergie et de matériaux est plus importante chez les riches, tout comme la production de déchets qui résulte de cette consommation ». (Martinez-Alier et al., 2012 : 114)

Donc, dans cette perspective, ce qu'il faut tenter d'analyser, c'est la façon dont se sont distribués, du point de vue social, spatial et temporel, les asymétries et les inégalités dans l'accès aux ressources naturelles et le profit qui en est tiré<sup>27</sup>. Ainsi, la *political ecology* analyse les acteurs impliqués dans les luttes autour de la gestion de l'environnement. D'un côté, cela implique de s'intéresser à la compréhension du pouvoir : qui le détient, comment il s'exerce, et quelles sont les luttes qui se développent à ce niveau. (Benjaminsen et Svarstad, 2009). Complémentairement, cela implique d'analyser les discours autour des conflits socio-naturels, compte tenu de la diversité des acteurs, des façons dont les acteurs comprennent la réalité, des thèmes prépondérants et en général des questions reliées à la production de la connaissance et du savoir<sup>28</sup>. La *political ecology* nous permettra ainsi de

---

<sup>26</sup> Il est important de dire dès le début que, comme beaucoup d'auteurs, nous conserverons le terme *political ecology* en anglais pour ne pas le confondre avec la tradition de l'écologie politique française, cette dernière ayant une connotation moins universitaire et plus politique. Voir par exemple : Gautier, Denis et Tor A., Benjaminsen. Environnement, discours et pouvoir. Quæ, 2012. 6

<sup>27</sup> « If political economy studies economic distribution conflicts, political ecology would study "ecological distribution" conflicts. What does ecological distribution mean? This refers to the social, spatial and temporal asymmetries or inequalities in the use by humans of environmental resources and services, that is, in the depletion of natural resources (including the loss of biodiversity) and in the burdens of pollution ». Martinez-Alier, Joan. From political economy to political ecology. In: Mayumi, K and Gowdy, John M. Bioeconomics and sustainability. Essays in honor of Nicholas Georgescu-Roegen. Edward Elgar Publishing Limited. 1999. 33

<sup>28</sup> « Early studies in political ecology tended to focus on land managers, considering their relationship to nature in a "historical, political and economic context" (Blaikie and Brookfield 1987, 239). Yet the land managers who were

réfléchir sur la façon dont les acteurs de la communauté produisent des connaissances sur les problèmes environnementaux, à partir de la mobilisation.

Notre deuxième axe repose sur la théorie des mouvements sociaux, que nous comprenons comme des « entreprises collectives pour établir un nouvel ordre de vie » Nous soulevons ici que l'importance du concept de mouvements sociaux repose sur la volonté de faire des changements dans la société. Cela comprend des changements allant des plus spécifiques et limités, comme les normes, aux plus profonds, comme dans le cas des valeurs. (Fillieule, 2009) Selon ce qui précède, de nombreuses formes de l'action organisée appartiennent à cette définition, ce qui rend le concept glissant. Néanmoins, sa particularité est un type précis de confrontation, si l'on se réfère à Fillieule qui, en citant Tilly, dit : « c'est notamment pour réduire cette indétermination que Charles Tilly introduit un nouveau critère : selon lui, les mouvements sociaux sont d'abord porteurs d'une confrontation avec les autorités publiques ». (Fillieule, 2009 : 19). Ainsi, dans notre recherche, nous définissons les mouvements sociaux par leur volonté de changement de la société. Cette définition offre donc un potentiel de mettre en lumière non seulement la façon dont se rejoignent les différents acteurs qui partagent des valeurs communes, qui dans notre cas sont des valeurs de protection de la nature; mais également d'analyser en profondeur les rapports entre la société civile et l'État. Et c'est pour cela que nous considérons important de prendre en compte ce courant théorique, car cela nous apporte un outillage analytique nous permettant de mieux comprendre la mobilisation sociale.

La théorie des mouvements sociaux nous permet également de réfléchir sur les spécificités de l'environnementalisme à Bogotá, dans le contexte des particularités des pays du Sud (Van der Heijden, 1999), car, jusqu'à maintenant, la littérature académique sur l'environnementalisme s'est plutôt concentrée sur le contexte des sociétés industrialisées, avec une approche occidentocentrique. Dans des analyses de la théorie des mouvements

---

scrutinized were overwhelmingly male, rural subjects from the developing world and, rather curiously, appeared to be quite apolitical. In Piers Blaikie's (1985) study of soil erosion, for example, and Michael Watt's (1983a) discussions of pastoralism in West Africa, there is almost no consideration of peasant resistance or gender and household dynamics in association with soil problems. Political ecologists have since then paid increasing attention to the ethnic identities, gender roles and relations, multiform institutions, governance apparatuses, political involvements, and other social factors that condition the knowledge, decisions, and actions of diverse land managers. (...) From the start, political ecology was firmly grounded in class analysis; now it is developing a more comprehensive social theory that allows for identification and analysis of dynamics among multiple, overlapping dimensions of identity ». Paulson, Susan et coll. *Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups*. Rutgers University Press. New Brunswick. 2005. 26

sociaux et comme il est démontré par auteurs tels que Beck (2001), il est possible de comprendre l'environnementalisme comme un produit de la modernité reflétant la tension entre les effets négatifs de l'industrialisation et l'émergence d'une mobilisation sociale pour la protection de la nature. Aussi, nous considérons qu'il est pertinent de travailler avec l'approche des mouvements sociaux, car cela nous permettra de voir le décalage qui existe entre les groupes protestataires du Sud global<sup>29</sup> avec leurs homologues du Nord global.

D'autre part, l'approche théorique des mouvements sociaux est pertinente aussi pour notre recherche, car elle nous permet de comprendre l'ampleur des mesures néolibérales<sup>30</sup>. Malgré l'éveil de la conscience écologique à la fin du XXe siècle, en Amérique latine, le modèle néolibéral s'approfondit, et les réformes qui promettaient d'apporter la prospérité ont créé beaucoup d'inégalités et d'exclusion.<sup>31</sup> Ainsi, l'approfondissement de l'économie de marché, l'affaiblissement de l'État et le renforcement du secteur privé ont créé des situations difficiles pour les populations. Pourtant, les populations vulnérabilisées par les mesures néolibérales ont dû s'adapter et prendre de nouvelles formes de regroupement pour résister à un nouveau contexte de violence structurale. (Canovas, 2008)

---

<sup>29</sup> « Pour Martínez-Alier et coll. (2012), l'écologisme des pauvres est un courant spontané de lutte contre l'extraction de biomasse, de minéraux, d'eau, de combustibles fossiles et la production des déchets aux dépens des peuples les moins puissants et au bénéfice des plus privilégiés ». Naoufal, Nayla. « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté », Vertigo — la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 16 Numéro 1 | mai 2016, mis en ligne le 09 mai 2016, consulté le 31 mars 2017. URL : <http://vertigo.revues.org/17053>; DOI : 10.4000/vertigo.17053

<sup>30</sup> Bien que, dans les pays pauvres, des dommages environnementaux majeurs se produisent principalement en raison de l'extraction des ressources, les questions environnementales sont souvent éclipsées par les enjeux d'économie et de subsistance. Cependant, en raison de l'augmentation des dommages environnementaux produits par les mesures néolibérales dans le Sud global, nous constatons récemment l'émergence d'organisations qui s'intéressent à l'environnement et au destin de la planète dans les pays sous-développés.

<sup>31</sup> « Si l'appellation "décennie perdue" attribuée aux années 1980 ne prête plus à débat, le titre de "décennie piégée" ou "gâchée" pourrait être décerné aux années 1990. Les réformes fortement encouragées par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement ont certes permis de juguler les hyperinflation et d'assurer, dans un premier temps, un modeste retour à la croissance et une certaine stabilité macroéconomique, mais elles ont surtout abouti à un énorme gâchis. Dépendances financières et technologiques accrues, volatilité de la croissance, augmentation des inégalités et de la vulnérabilité d'importants secteurs sociaux, stagnation ou nouvelles hausses de la pauvreté [...] Les élèves zélés des institutions financières internationales paient les frais de leur orthodoxie. La dette extérieure atteint des sommets inégalés et la logique financière dominante, induite par le développement d'"économies casinos" largement ouvertes sur l'extérieur, ajoute la fragilité à l'instabilité du continent. En quête d'équilibres budgétaires et de crédibilité auprès des bailleurs de fonds, les États ont désinvesti leurs missions fondamentales, et en particulier l'éducation et la santé, alors que 75 % des habitants du sous-continent obtiendraient des revenus insuffisants pour échapper durablement à la précarité ». Duterme, Bernard. Amérique latine : 20 ans d'échec du néolibéralisme. Dans : Revue Démocratie. 15 mai 2006, consulté le 31 mars 2017 <http://www.revue-democratie.be/index.php/international/709-amerique-latine-20-ans-dechec-du-neoliberalisme>

En Amérique latine, le néolibéralisme des années 80 et 90<sup>32</sup> a approfondi les problèmes environnementaux. La réaction des groupes protestataires et des organisations communautaires a été la militance environnementaliste, c'est-à-dire une nouvelle expression de non-conformité qui propose de nouveaux sujets à l'ordre du jour des luttes sociales<sup>33</sup>. C'est pourquoi il est important de considérer les conséquences du néolibéralisme et l'approfondissement des inégalités sociales dans notre analyse de l'environnementalisme, ainsi que les propositions altermondialistes qui sont apparues en donnant force à la mobilisation écologiste.

En suivant cette ligne d'idées, et en troisième, nous considérons pertinent d'intégrer à notre réflexion les contributions de la théorie postcoloniale<sup>34</sup> qui propose d'assumer un regard différent de la pensée occidentale et moderne. « Il s'agit d'une perspective éminemment critique visant à corriger les biais élitistes et occidentalocentristes des théories dominantes, en réintroduisant au centre de l'analyse des acteurs et des enjeux marginaux, invisibles ou subalternes ». (Benessaïh, 2010 : 365)

Cette réflexion propose aussi que la trace la plus marquante laissée par la colonisation est la colonialité, une forme de pensée présente encore en Amérique latine et qui a déterminé la façon dont se sont distribués les ressources et les préjudices sur tous les plans, en préservant les inégalités. Plus précisément, nous voulons travailler autour du concept de colonialité du pouvoir. Nous pouvons définir la colonialité du pouvoir comme le système de classification et l'exercice du pouvoir qu'impose une classification ethnique- raciale au monde. (Quijano,

---

<sup>32</sup> Mais, si les années 80 et 90 sont connues en Amérique latine comme les décennies des réformes néolibérales, la fin du XXe siècle et le début du XXIe sont connus pour un virage à gauche qui a touché plusieurs pays, mais pas la Colombie.

<sup>33</sup> « Trois décennies de récession, de répression institutionnelle, puis d'offensive idéologique néolibérale ont profondément altéré les mouvements sociaux classiques d'Amérique latine. Avant les dictatures, ces mouvements — paysans, ouvriers et étudiants — se positionnaient en regard du projet “national populaire” et “développementaliste”, attelé à la constitution d'un État social à l'intérieur d'une forme de capitalisme indépendant à l'égard des pays du Nord. Ces quinze dernières années, au sortir des régimes militaires, de nouvelles forces sociales contestataires ont émergé — mouvements d'habitants de quartiers pauvres, mouvements de femmes, mouvements des sans-terre, des sans-emploi, mouvements indigènes... — qui imposent de nouveaux thèmes à l'agenda des luttes sociales, articulés à une critique renouvelée du capitalisme ». Duterme, Bernard. Amérique latine : 20 ans d'échec du néolibéralisme. Dans : Revue Démocratie. 15 mai 2006, consulté le 31 mars 2017 <http://www.revue-democratie.be/index.php/international/709-amerique-latine-20-ans-dechec-du-neoliberalisme>

<sup>34</sup> « El poscolonialismo propone deconstruir las narrativas centrales de la cultura occidental y desmontar la relación entre el «centro» y la «periferia», en el discurso imperialista. Ello implica una crítica política y ética de las ambiciones globales e imperialistas. El poscolonialismo comparte con el postmodernismo el prefijo «pos», que representa una ruptura con el pasado, pero en sus programas de investigación toman caminos políticamente distintos. Si en el postmodernismo el objeto de análisis es el sujeto humano —como individuo—, en el poscolonialismo el objeto es el sujeto imperialista, los colonizados que han sido enajenados pero que también han ejercido formas de resistencia al proyecto imperial ». Vega, M. historiografía y poscolonialidad. Revista Historia y Espacio, n° 17. 2001 Universidad del Valle Cali. 91

2000) Autrement dit, et en suivant Quijano, le capitalisme colonial/moderne est un modèle de pouvoir global qui a été consolidé après la découverte de l'Amérique, et l'un des axes qui a permis l'enracinement de ce modèle est précisément la classification de la population mondiale sur l'idée de la race, qui est héritée de l'expérience de la domination coloniale. Par exemple, en parlant de l'expérience des populations autochtones venues vivre dans la ville de Bogotá, Sanchez montre comment le cadre juridique actuel a perpétué ce genre de rapports historiques dans la distribution des peuples autochtones dans le pays, les confinant dans la forêt ou dans le désert, mais de préférence loin des centres urbains.<sup>35</sup>

Nous utilisons ce concept, car cela nous permet d'analyser les relations de pouvoir différenciées par la race comme système de classification moderne. (Colin et Bouguignon, 2014). Par exemple, l'idéologie de la colonialité fait une association entre la race et la division du travail et, de la même façon, fait une association entre la race et la distribution de la pollution en favorisant le racisme environnemental.

Tenant compte ce qui précède, le postcolonialisme nous donne un cadre de travail important, car dans le contexte de l'Amérique latine il existe une réciprocity entre le développement de l'État comme expression de la modernité et un phénomène d'exclusion ethnoracial mobilisé par la pensée moderne. (Brisset-Foucault et al., 2006) Ce qui signifie que même si, d'une part, l'État a été modernisé en renforçant ses institutions et par la création de lois, d'autre part, le même processus de modernisation a renforcé l'exclusion des communautés autochtones et afrodescendantes, des secteurs de la population dont l'accès au pouvoir a historiquement été limité.

À son tour, le concept de colonialité du pouvoir est adéquat pour nous, car nous abordons le problème des collectivités qui luttent pour créer des transformations dans les relations avec

---

<sup>35</sup> « En Colombie, par exemple, les dispositifs multiculturels consolidés à partir de 1991 présentent une continuité importante par rapport à ceux qui depuis l'époque coloniale ont défini la localisation des populations et les modalités de leur accès à la citoyenneté : tant les dispositions anciennes que récentes partagent une nature "ruralo-centrée". De ce fait, elles postulent une relation directe et nécessaire entre la différence culturelle et les territoires spécifiques appartenant, selon l'expression de Margarita Serge, à "l'envers de la nation". En effet, d'après les représentations de la société majoritaire, mais aussi les discours des ONG, des programmes de développement et des organisations politiques indiennes, le lieu de cette population a toujours été la forêt, le désert, c'est-à-dire certaines régions stratégiquement éloignées du mode de vie urbain ». Sanchez, Luisa Fernanda. *Au Nom de la Culture : Migrations indiennes, espaces d'action et sens d'appartenance (Bogotá, Colombie) Nouvelles (dé) territorialisations indigènes, ressources naturelles et conflits globalisés* Dans : Gros, C. et Dumoulin-Kervran, D. *Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ?* Presses Sorbonne Nouvelle 2012. 36

les détenteurs du pouvoir, transformations visant à récupérer ou à protéger l'environnement. Dans ces circonstances, nous voulons aussi comprendre l'ampleur de leurs propositions de changement et voir s'il existe ou non une volonté de dépassement de la colonialité dans les objectifs des groupes environnementalistes; autrement dit, de quelle façon pourrait-on voir les traces de la colonialité qui influencent les rapports nature-société ?

Étant donné les spécificités du contexte de Bogotá, c'est-à-dire ses fortes inégalités sociales et environnementales ainsi que une culture politique faible, nous trouvons que notre recherche peut contribuer à la compréhension des rapports entre la pauvreté, la justice sociale et l'environnement. Nous considérons que cela est possible grâce à l'émergence d'une littérature qui cherche à comprendre l'environnementalisme avec une perspective de justice sociale (Naoufal, 2009) et une autre qui nous invite à prendre au sérieux la connaissance critique produite par le Sud global (Escobar, 2010) et (Grosfoguel 2011).

Ceci nous permet d'aller chercher des éléments novateurs dans un contexte urbain colombien pour ouvrir la perspective vers les spécificités de l'environnementalisme du Sud, car entreprendre des études dans les pays défavorisés est une invitation à prendre une position critique face à la rationalité occidentale moderne, autrement dit, de passer d'un modèle anthropocentrique à d'autres analyses plus holistiques.

### **CHAPITRE 3 : MÉTHODOLOGIE**

Dans ce chapitre nous allons développer la méthodologie de notre recherche, qui est basée sur l'analyse du discours. Pour commencer, nous allons exposer la pertinence de l'analyse du discours afin de comprendre notre objet et nous allons aussi décrire notre matériau de travail. Ensuite, nous allons présenter notre expérience vécue lors des entrevues, ce qui nous permettra de faire une réflexion à propos des relations de communication entre les différents acteurs ayant participé à la création de la Fondation La Conejera. Cela nous permettra de comprendre la mobilisation environnementale à partir des voix des acteurs impliqués.

Nous comprenons l'analyse du discours comme une méthode de recherche permettant de se concentrer sur l'étude des interactions de communication. L'analyse de discours implique de prendre en compte au moins deux éléments : en premier lieu, des éléments matériels qui donnent une structure au discours, et en deuxième, le contexte dans lequel le discours se produit, ce qui contribue à le façonner.

Suivant la définition de Keller, « l'analyse concrète d'un discours comprend d'abord la reconstruction analytique de sa matérialité (des pratiques discursives et des ressources matérielles) et de sa localisation historico-sociale ». (Keller, 2007 : 69) Dans cette perspective, les discours sont des constructions sociales qui ont leurs propres structures symboliques. En vertu de ce principe, l'analyse du discours cherche à comprendre la signification de ce qui est exprimé, et donc à expliquer les idéologies de ceux qui sont impliqués dans des actes de communication.

En tenant compte de ce qui précède, nous envisageons de faire une analyse du discours environnementaliste mobilisé par la Fondation La Conejera, afin de mieux comprendre l'idéologie environnementaliste de ceux qui ont participé à la présente étude. Nous envisageons aussi de nous approcher de ce discours en tant qu'objet socionaturel, étant donné que la question de recherche et son traitement sont dirigés vers le sens que les gens donnent à leur rapport avec le monde, autant social que naturel. En ce sens, nous développons ici une étude de cas<sup>36</sup> autour d'un phénomène social qui est l'engagement pour des causes environnementalistes dans un milieu naturel spécifique telle que la zone humide La Conejera.

En partant de l'idée que les discours se structurent à partir des trames de signification qui construisent la réalité sociale, un exercice d'analyse du discours doit envisager l'idéologie comme un mode de connaissance des groupes sociaux.

En nous référant à Dumont, nous comprenons l'idéologie comme suit :

---

<sup>36</sup> « L'étude de cas n'est pas simple à définir. Un parcours rapide de la littérature montre qu'il en existe plusieurs types. En s'inspirant de Stoecker, on peut définir de façon provisoire l'étude de cas comme étant une approche méthodologique qui consiste à étudier une personne, une communauté, une organisation ou une société individuelle. Comme le suggère son nom, l'étude de cas se penche sur une unité particulière quelconque. » Roy, Simon. L'étude de cas. Dans : *Recherche sociale, 5e édition : De la problématique à la collecte des données*. Québec, QC, CAN: Les Presses de l'Université du Québec, 2008, consulté le 15 décembre 2015. <http://site.ebrary.com/lib/alltitles/docDetail.action?docID=10316161>. 200

« Dans l'acception la plus générale du terme, on parle d'idéologie quand on ne considère pas seulement la valeur intrinsèque d'une pensée, ses visées transcendantes, mais surtout sa relation avec la situation sociale du groupe qui élabore ou véhicule cette pensée. La pensée est alors à la fois un élément de la situation et un schéma dynamique de l'action : c'est sous cet angle qu'elle tombe sous la coupe de l'analyse sociologique ». (Dumont, 1960 : 168)

Aussi, l'auteur présente son agenda de travail de la façon suivante :

« Une analyse minutieuse du document précité nous a permis de dégager trois axes principaux de l'idéologie qui s'y exprime : I) les critères d'une sociologie propre au mouvement; II) un diagnostic du milieu canadien-français; III) une stratégie de l'action ». (Dumont, 1960 : 171)

En suivant cette même veine et en considérant les particularités de notre cas, nous avons trouvé que, dans la présente recherche, nous pouvons avancer sur l'analyse des conflits socioenvironnementaux dans un milieu urbain d'un pays sous-développé, ainsi que sur celle des réponses de la population. Pour faire notre étude, nous prenons en compte des éléments tels que le contexte sociohistorique et les stratégies de mobilisation de la population organisée autour de la Fondation, car, comme nous l'avons constaté, la Fondation La Conejera est un exemple empirique prégnant pour mieux comprendre l'idéologie de la mobilisation environnementaliste à Bogotá.

Ainsi, notre analyse de discours cherche à comprendre les caractéristiques des conflits socioenvironnementaux autour des zones humides à Bogotá au travers du cas de la Fondation La Conejera. Nous chercherons aussi à comprendre les traces idéologiques dans ce que nous pouvons appeler une dimension interne du discours, c'est-à-dire les représentations culturelles qui justifient les stratégies de l'action du groupe protestataire et qui le définissent comme un système de pensée qui a sa propre histoire<sup>37</sup>. Autrement dit, parmi les témoignages recueillis dans notre travail de terrain, nous étudions les discours pour mieux comprendre l'idéologie de la Fondation La Conejera, ce qui nous permettra aussi de mieux comprendre les stratégies d'action du groupe.

---

<sup>37</sup> « On peut considérer les idéologies au moins sous deux angles. D'une part, en tant que représentations culturelles manifestes impliquées concrètement dans le fonctionnement et les transformations des structures sociales, elles peuvent être analysées dans leur fonction d'adaptation aux changements sociohistoriques. L'idéologie apparaîtra alors comme une technique particulière utilisée par les pouvoirs sociaux pour adapter les justifications de leurs stratégies plus ou moins implicites à une conjoncture historique donnée. La seconde perspective d'analyse consiste à aborder l'idéologie dans sa structure interne, comme système de pensée, dans sa fonction de représentation et de justification de l'action par rapport à un contexte sociohistorique. L'idéologie est alors analysée dans la structure et les transformations internes qu'elle manifeste à travers sa propre histoire. » Ross, Vincent. « La structure idéologique des manuels de pédagogie québécois », Recherches sociographiques, vol. 10, n° 2-3, 1969, 171 - 173

Pour clarifier la façon dont les discours sont produits, nous considérons le rôle des témoignages. En nous référant à Halbwachs, nous pouvons dire qu'un élément essentiel pour notre étude de la pensée et des stratégies de l'action d'un groupe social est le témoignage, car c'est ce qui nous permet d'entrer en contact avec la pensée du groupe au fur et à mesure que nous trouvons des éléments qui nous permettent de comprendre les témoins et leurs actions. Comme nous pouvons le constater, même dans la vie quotidienne, le témoignage nous renvoie aux rapports aux autres, car on a rarement des expériences d'une façon totalement isolée des autres individus, mais même dans ces circonstances, nous portons avec nous tout le fardeau culturel des relations sociales qui nous entourent. Alors, témoins et témoignages seront compris seulement dans le cadre des relations sociales.

Sur ce sujet, Halbwachs fait la réflexion suivante :

« Quand nous disons qu'un témoignage ne nous rappellera rien s'il n'est pas demeuré dans notre esprit quelque trace de l'événement passé qu'il s'agit d'évoquer, nous n'entendons pas d'ailleurs que le souvenir ou qu'une de ses parties a dû subsister tel quel en nous, mais seulement que, depuis le moment où nous et les témoins faisons partie d'un même groupe et pensions en commun sous certains rapports, nous sommes demeurés en contact avec ce groupe, et restés capables de nous identifier avec lui et de confondre notre passé avec le sien ». (Halbwachs, 1968 : 10)

Si nous voulons suivre les traces laissées par les témoignages, nous devons considérer le contexte de la production des discours. Sabourin, en parlant de la mémoire sociale, dit que :

« La sociologie de la mémoire d'Halbwachs reconnaît d'emblée que la connaissance et les pratiques sociales se donnent à observer sous une forme contextualisée. Elle critique radicalement les prétentions au développement d'un savoir et d'une mémoire universels. Par ailleurs, la problématique de la localisation sociale des mémoires dépasse l'évocation du contexte pour proposer la mise au jour des référents sociaux (langage, espace, temps) à même de situer et de délimiter les formes de connaissance et les pratiques sociales ». (Sabourin, 1997 : 143)

En conséquence des derniers postulats, lorsque nous avons envisagé l'analyse des discours autour de la mobilisation environnementaliste à Bogotá, nous avons compris que les histoires personnelles des témoins se structurent en discours. Alors, en tenant compte de cela, nous admettons que les discours ont leurs propres structures symboliques qui se forment dans l'interdépendance des individus, et que par conséquent cette possibilité d'organiser la réalité en discours permet aux acteurs sociaux de prendre conscience d'eux-mêmes. Cette caractéristique des discours est ce qui nous permet de les analyser.

Pour débiter le terrain, nous avons déterminé que les participants doivent être des adultes (18 ans et plus), qui habitent la ville de Bogotá et s'identifient comme des membres d'une organisation non gouvernementale, communautaire ou de voisins intéressés par la défense des zones humides. Nous avons décidé de prendre ces paramètres car nous voulons faire ressortir le point de vue des personnes qui ont vécu les transformations des zones humides et qui se sont engagées volontairement dans la mobilisation environnementaliste.

Nous avons recruté les participants en établissant quelques contacts préliminaires avec les membres des organisations non gouvernementales, communautaires ou des associations de voisins et aussi sur le terrain en visitant quelques zones humides de la ville ainsi les quartiers avoisinants. Nous nous sommes adressés aux personnes qui se sont engagées dans l'activisme environnemental car, car nous nous intéressons aux conséquences biographiques de l'engagement et aux stratégies de mobilisation.

Nous avons réalisé des entrevues semi-dirigées avec certaines personnes ayant des connaissances pertinentes sur la question de recherche, selon leur volonté de coopérer. Ainsi, 10 personnes ont été interrogées, des résidents de la zone et/ou des leaders communautaires et/ou des militants écologistes.

Ici, nous prenons en compte la définition proposée par Savoie-Zajc :

« L'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé». (Savoie-Zajc, 2008 : 340)

En tenant compte des idées énoncées ci-dessus, nous avons développé une grille d'entretien, à titre d'orientation, incluant des questions sur la relation des gens avec la zone humide et la nature, dans le but de guider les entrevues. La grille contient les quelques éléments suivant : le niveau d'engagement des gens dans la préservation de la zone humide, leur perception du mouvement écologique, les stratégies d'action de la mobilisation environnementaliste et les relations avec les autorités publiques.

Nous avons considéré aussi la situation d'entrevue en tenant compte de la relation entre l'intervieweur et les personnes interrogées. Dans le but de garantir une bonne démarche,

nous avons suivi un protocole rigoureux afin de promouvoir des relations de confiance avec les participants, et assurer en même temps un traitement respectueux ainsi que la confidentialité dans toutes les étapes du traitement des données.

Donc, nous nous identifions à l'approche d'Imbert quand il dit que :

« L'empathie dans l'entretien représente un vrai dilemme dans lequel la combinaison de l'empathie et de la " juste distance " et celle du respect et du sens critique sont particulièrement difficiles à obtenir (De Sardan, 2008). Le chercheur doit adopter une démarche rigoureuse et éthique (Hopf, 2004). Cela implique la clarification et l'approfondissement de son questionnement de départ ainsi que les objectifs qu'il envisage de poursuivre tout en veillant à respecter les droits et la dignité des personnes interrogées». (Imbert, 2010 : 25)

Sur le terrain, nous avons fait des entrevues en espagnol auprès des participants pendant la période de l'été 2015. Les entretiens ont été enregistrés, transcrits et analysés en français, tout en changeant les noms pour assurer l'anonymat. Tous les renseignements recueillis lors de l'entrevue demeurent confidentiels.

Avant de voyager en Colombie, la préparation du terrain nous a permis d'approcher des informateurs clés du milieu environnemental à Bogotá, à travers des entretiens téléphoniques et via Skype. Bien que le séjour ait impliqué de rester durant une période déterminée en Colombie, le processus d'élaboration du schéma d'entrevue avant le départ a été propice à une réflexion autour du rôle des chercheurs et des rapports avec les habitants de la zone étudiée, en tenant compte du fait qu'

« une pratique réflexive de recherche scientifique se réalise nécessairement par le croisement de deux regards complémentaires : une autoréflexivité exercée par l'individu ou le groupe chercheur sur lui-même, une hétéroréflexivité exercée par des individus et des groupes extérieurs au chercheur individuel ou collectif concerné». (Blanchet, 2009 : 148)

La première étape du terrain a été de faire deux entrevues via Skype à partir de Montréal avec deux environmentalistes et anciens travailleurs du bureau de l'environnement de la Ville, qui ont travaillé sur le volet de l'éducation relative à l'environnement dans certaines zones humides. Une fois rendu à Bogotá, la première personne interviewée fut un leader d'un OSBL qui œuvre à la protection des écosystèmes de zones humides à Bogotá, et la deuxième fut une femme qui a appartenu à différentes organisations et groupes environnementaux et qui a travaillé pour un des bureaux de l'Hôtel de Ville.

Ces deux entrevues ont ouvert la possibilité de faire d'autres contacts par effet boule de neige. Ces premières personnes nous ont suggéré de parler avec d'autres acteurs clé, et dans certains cas, ils nous ont aidé à contacter des informateurs. À partir de ces premiers contacts, nous avons fait quatre autres entrevues, puis le réseautage dans le milieu environnementaliste nous a amené à dix entrevues.

Les personnes qui ont décidé de participer à cette recherche l'on fait de leur propre initiative, et elles ont pu s'exprimer librement, parce que nous leur avons assuré l'anonymat et la confidentialité dans le traitement des données. Cependant, dès le début, dans le cas des employés en poste à la Ville, il a été évident qu'un certain niveau d'autocensure s'exerçait, pour éviter de parler de situations négatives reliées à l'administration publique<sup>38</sup>.

Il est intéressant aussi de mentionner que, quand nous nous sommes plongés dans l'histoire de la Fondation La Conejera, des sujets problématiques ont été abordés : les entreprises de construction légales et illégales, la corruption et le spectre de la violence. Quand ces sujets ont commencé à émerger lors des entrevues, sont aussi apparus les silences et les conversations *off the record*. Nous avons eu des conversations informelles non enregistrées sur les sujets problématiques, et en général, ils sont de deux types : ceux qui concernent les rapports avec les bureaux publics et ceux qui touchent aux menaces envers les environnementalistes.

---

<sup>38</sup> « À un certain moment, Marie (nom fictif) m'a dit qu'elle pourrait parler avec moi du rapport entre les groupes environnementalistes et le bureau, mais dans une conversation ultérieure. Elle m'a dit qu'elle pourrait me donner seulement la position officielle du bureau en présence d'un superviseur du département des communications. Quand je lui ai proposé de parler avec moi pour donner son opinion comme simple citoyenne, et en lui disant que cette recherche garantit la confidentialité, elle m'a répondu qu'elle préférerait de ne plus parler avec moi, pour éviter des problèmes. » Journal de recherche, 1<sup>er</sup> juillet 2015.

	Membre du Réseau des zones humides	Membre de la Fondation la Conejera	Militant actif	Fonctionnaire de la Ville (présent et/ou passé)	Femme
P1	x	x		x	x
P2	x	x		x	
P3	x	x		x	
P4	x		x		
P5			x	x	x
P6	x			x	x
P7	x	x	x		x
P8				x	
P9				x	
P10			x	x	
Total	6	4	4	8	4

Image 4. Tableau des profils des participants

Une partie importante des personnes interrogées faisaient partie du Réseau des zones humides de Bogotá (6 personnes); 4 ont fait partie de la Fondation La Conejera au cours des 20 dernières années, 4 sont des militants actifs, et 8 sont ou ont été fonctionnaires de la Ville. Finalement, 4 sont des femmes. De plus, les personnes interviewées ont parlé à titre personnel, bien qu'ils fassent partie des administrations publiques ou des OSBL : ils ont témoigné de leur expérience reliée à la zone humide La Conejera à titre individuel et non

pas à titre de représentants des institutions. C'est principalement l'anonymat garanti dans le cadre de la recherche qui a permis cela<sup>39</sup>.

Il faut remarquer aussi que ces personnes appartiennent soit aux mobilisations environnementalistes des années quatre-vingt-dix, soit à la génération suivante, de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans des conversations, la plupart d'entre eux ont souligné l'importance des recherches scientifiques telles que la présente, car elles améliorent la compréhension du sujet et contribuent à créer une mémoire historique de ce qui est advenu autour du processus de formation de la Fondation La Conejera et du Réseau des zones humides de Bogotá.

En général, les récits livrés par les interviewés sont constitués d'un mélange de langage familier, avec des expressions colombiennes populaires, et de langage universitaire des sciences biologiques et sociales, car beaucoup de ces personnes sont des professionnels de ces branches du savoir. Bien que le sujet de recherche n'ait pas un rapport direct avec des sujets comme la guerre en Colombie, le contexte de l'émergence de l'environnementalisme pendant les années quatre-vingt-dix a un lien direct avec la réforme de l'État colombien par l'Assemblée constituante de 1991<sup>40</sup>. Dans ce sens, les références au contexte du conflit armé sont minimales; sachant qu'il y a aussi des antécédents de menaces au début des années quatre-vingt-dix de la part des développeurs urbains illégaux, la plupart des interviewés préfèrent de ne pas le mentionner.

Comme nous l'avons discuté auparavant, les témoignages nous permettent de comparer et mettre en contraste nos propres connaissances avec les connaissances collectives en cherchant à reconstruire le passé<sup>41</sup>. Ainsi, le défi auquel nous avons été confrontés tout au

---

<sup>39</sup> Ici on considère que « La sociologie, comme mémoire de la vie sociale, aborde cette dualité ou antinomie perçue entre les mémoires vécues et les formes institutionnalisées de la mémoire. Plus généralement, elle traite à la fois du continu et du discontinu de l'existence sociale, des régularités sociales et des changements sociaux avec les problèmes conceptuels que suppose la réarticulation de ces diverses " facettes du social " une fois distinguées. » Sabourin, Paul. *Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs*, Sociologie et sociétés, vol 29, no.2, 1997. 139

<sup>40</sup> Dans les années 90 apparaît un nouveau cadre juridique plus environnementaliste lié à la Charte constitutionnelle de 1991, qui est elle-même une conséquence d'un processus de paix. « 1990 : Après une longue négociation, la troisième guérilla du pays, le M-19, s'est démobilisée. Après la remise des armes, ils ont été réintégrés à la vie civile et se sont convertis en force politique. Tout ce processus a abouti à la création d'une nouvelle Constitution qui a été approuvée en 1991 où le concept d'État de droit se consolidait formellement. » Réseau France Colombie Solidarités. *Historique des négociations de paix*, consulté le 2 février 2016. <https://reseaufrancecolombie.wordpress.com/dossiers/dialogues-de-paix/historique-des-negociations-de-paix/>

<sup>41</sup> En suivant les idées de Halbwachs, on comprend que « ... les opérations de reconstitution ou d'élaboration de matériaux forment la première médiation de la construction des données et par le fait même déterminent les faits sociaux

long du processus de recherche était de faire cette reconstruction du passé, pour éclairer la compréhension de la mobilisation environnementale à Bogotá.<sup>42</sup>

En revenant du terrain, nous avons fait un travail de transcription et de codage à l'aide du logiciel Atlas TI, puis, à l'étape du travail de bureau nous avons commencé à mettre en valeur les codes ressortis des témoignages. Dès le début, la détermination des trois axes théoriques nous a permis de tracer le chemin à suivre, et ainsi, le processus de création de la liste des catégories d'analyse ou codes a commencé dès les premières réflexions pour construire le cadre théorique. À ce moment-là, l'hypothèse de travail était que, parmi les concepts de la théorie des mouvements sociaux, de la *political ecology* et de la réflexion autour du poscolonialisme en Amérique latine, nous pouvions trouver les éléments conceptuels pertinents.

Au début, nous avons fait une liste des concepts pertinents, issus des lectures reliées aux trois axes et en tenant compte du schéma d'entrevue. Ensuite, cette liste a évolué avec des codes qui ont émergé lors de la codification des récits<sup>43</sup>. Avant de commencer, nous avons préparé une liste de dimensions et sous-dimensions regroupées selon les trois axes, qui, tout au long de l'analyse, nous ont permis de comparer le discours et le cadre théorique. Mais aussi, dans ce processus, de nouveaux codes ont émergé des narrations, comme la gestion des conflits, la reconnaissance sociale de la notion de territoire et le travail en réseau.

---

construits. » Sabourin, Paul. Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs, *Sociologie et sociétés*, vol 29, no.2, 1997, p. 139

<sup>42</sup> Sabourin, en parlant de Halbwachs, dit : « On comprendra, à la lumière de ses considérations, que la reconstitution du passé ne peut se faire qu'à travers les mémoires collectives. La méthode d'une sociologie de la mémoire serait de localiser socialement les traces de la mémoire sociale et de restituer par le mouvement de réciprocité des perspectives de proche en proche les référents en conjonction dans le but d'explicitier le processus d'assimilation et de réadaptation continue que supposent les formes sociales. Cette formulation de la méthode qu'utilise Halbwachs à l'avantage de rendre compte du perpétuel mouvement de réciprocité des perspectives qui caractérise son appréhension du social. » Idem, .154

<sup>43</sup> Le fait qu'une catégorie revient plus souvent ne veut pas dire qu'elle est plus importante qu'une autre, car le poids de chacune dans l'analyse n'est pas uniquement un facteur du nombre de fois où elle apparaît dans le discours. Nous les mentionnons ici pour montrer quels sont les sujets traités dans les récits. En regardant le nombre de citations, les récits traitent principalement des sujets suivants : dans un premier bloc, avec la plupart des citations on trouverait des codes comme l'environnementalisme, les conséquences biographiques de l'engagement, le rapport avec l'État et la colonialité interne – en clé d'oppression et émancipation. Le deuxième bloc est formé des catégories suivantes : stratégies subalternes, histoire-contexte, la gestion du conflit - technique/légal, le succès dans l'agenda du travail, le travail en réseau, l'institutionnalisation, le rapport avec le monde académique, et les relations de travail. Et dans un dernier bloc avec moins de récurrences, on trouvera : l'éducation relative à l'environnement, la construction du tissu social, le conflit social, la difficulté à avoir un agenda commun, la colonialité interne – la *politiqueria* (corruption), la gestion du conflit - violence/appropriation, les liens avec la dynamique électorale, le conflit foncier, l'amélioration de la qualité de vie, la reconnaissance sociale de la notion de territoire et la relation de voisinage.

Ce que nous pouvons observer, dans les matériaux recueillis, c'est qu'il y a beaucoup d'information liée à l'histoire des interviewés, c'est à dire sur la façon dont la Fondation La Conejera et le Réseau de zones humides ont influencé les parcours professionnels et de vie des personnes impliquées. Nous pouvons remarquer aussi que, même si le processus d'organisation et de lutte ait commencé entre voisins d'un même quartier, la professionnalisation du mouvement a permis d'avancer vers sa consolidation via la formation d'une fondation et d'un réseau.

Nous analyserons l'idéologie de la Fondation La Conejera pour en comprendre la pensée par rapport i) aux conflits socioenvironnementaux, ii) au contexte sociohistorique dans lequel elle s'est développée, et iii) à ses stratégies de mobilisation. Cela nous demandera de prendre en compte les récits des personnes impliquées dans la conformation de la Fondation, dans le but de saisir comment elles structurent leurs témoignages.

## CHAPITRE 4 : CADRE THÉORIQUE

Dans le présent chapitre, nous allons développer les idées qui soutiennent notre sujet de recherche qui relèvent de la sociologie de l'environnement, plus particulièrement : 1) les travaux sur la *political ecology*, 2) la théorie des mouvements sociaux et 3) la théorie de la postcolonialité latino-américaine.

Le premier axe que nous allons suivre est celui de la *political ecology*<sup>44</sup>. Cette approche théorique s'intéresse à la distribution des inégalités sociales et environnementales, inégalités qui affecte de façon plus directe les communautés marginalisées. Nous souhaitons prendre en compte ce courant dans notre analyse, car il s'inspire du marxisme et de la *political economy*, en faisant le lien entre l'analyse environnementale des écosystèmes planétaires et la production économique. Cette approche s'intéresse à l'exercice du pouvoir

---

<sup>44</sup> Voir par exemple : Benjaminsen, Tor et Svarstad, Hanne. Qu'est-ce que la « *political ecology* » ? Nature Sciences Sociétés 17, 3-11 EDP Sciences 2009.  
Paulson, Susan et coll. Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups. Rutgers University Press. New Brunswick. 2005.

à différents échelons de la société, ainsi qu'aux préjudices causés par la croissance infinie que promeut le modèle capitaliste.

Le deuxième axe que nous allons étudier est la théorie des mouvements sociaux<sup>45</sup>, car elle contribue à comprendre l'émergence de la mobilisation environnementaliste, la façon d'agir des groupes de citoyens protestataires et leurs rapports avec l'État. Nous nous intéressons ici aux mouvements sociaux car, dans cette recherche, nous étudions des groupes environnementalistes pour mieux comprendre leurs accomplissements et leur contribution au développement des sociétés démocratiques.

Enfin, en troisième lieu, nous proposons une discussion sur la colonialité du pouvoir<sup>46</sup>. Cette notion de colonialité peut servir de loupe pour observer les rapports sociaux : l'État est considéré comme le détenteur formel de l'autorité, mais sa faiblesse à garantir à tous un même accès aux droits est prise en compte.

Nous pensons en outre qu'utiliser la théorie de la colonialité du pouvoir comme grille d'analyse dans cette étude nous permettra de mieux comprendre comment les sociétés du Sud global sont marquées par un héritage colonial datant de la conquête de l'Amérique.

#### 4.1 La *political ecology*

Karlsson propose une définition du concept de *political ecology*. Il le décrit comme un domaine de la connaissance qui concentre son étude sur les objets socionaturels et, en particulier, sur les inégalités liées à l'exploitation de la nature dans des relations capitalistes.

Dans ses mots,

*Political ecology* is a transdisciplinary research field addressing nature–society interrelations, often with a focus on contentions and struggles over land and natural resources. A commonly asked question is whose use of, claims to, or perceptions of the environment prevail. Power asymmetries and social inequalities are hence critical

---

<sup>45</sup> Voir par exemple : Fillieule, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et Sociétés*, vol 28, no 1, 2009.

Vaillancourt, Jean-Guy. « Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine ». *Cahiers de recherche sociologique* 17 (1991): 217

<sup>46</sup> Voir par exemple : Grosfoguel, Ramon; Colin, Philippe et Bouguignon, Claude. *Penser l'envers obscur de la modernité. Une anthologie de la pensée décoloniale latino-américaine*. Pulim, 2014

points of departure and many scholars in the field pursue a kind of emancipatory engagement with subalterns or marginalized people whose livelihoods depend on the local resource base. Mining, logging, nature conservation, plantations, dams, and various forms of industrial undertakings tend to encroach on and appropriate the land and resources of such communities, and these are also themes that political ecologists have been engaged with from the beginning of the 1970s onward. (Karlsson, 2015: 350)

Pour leur part, Benjaminsen et Svartad décrivent plus précisément les repères analytiques d'une étude qui adopte l'approche de la *political ecology* :

La *political ecology* analyse essentiellement le pouvoir et les luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement, ce qui rend nécessaire de se concentrer sur les divers acteurs du secteur de l'environnement et les intérêts qu'ils défendent, ainsi que sur les discours établissant le mode de compréhension en vigueur des thèmes et des problèmes concernés. (Benjaminsen et Svarstad, 2009 : 3)

La *political ecology* s'appuie principalement sur la théorie marxiste de la théorie critique et du poststructuralisme; il est aussi important de mentionner qu'elle implique de vives critiques de l'idée de progrès et du mythe de l'expansion infinie du capitalisme. Dans leurs travaux, Benjaminsen et Svartad présentent une dimension essentielle de la *political ecology* : ils montrent comment les analyses de *political ecology* ne s'appliquent pas seulement aux conditions de vie des individus ou aux transformations de la nature, mais aussi aux idées et aux discours qui justifient ces modes de vie ou ces transformations de l'environnement.

Les mêmes auteurs continuent :

Les conflits pour les ressources sont non seulement des conflits pour la maîtrise des ressources matérielles, mais aussi des luttes idéologiques (discours et récits), ce qui implique que les conflits traitent au plus haut point de la teneur des problèmes comme de la manière dont ils peuvent être résolus. (Benjaminsen et Svarstad, 2009 : 9)

De son côté, Peluso, en évoquant la façon dont elle a mené ses recherches en *political ecology*, montre aussi comment « les pratiques discursives peuvent explicitement ou involontairement camoufler des transgressions passées et présentes, ainsi que des associations et pratiques oppressives – ou libératoires » (Peluso, 2012 : 38). Nous avons en effet constaté que l'analyse des pratiques discursives prend une grande importance en *political ecology*. De la même façon, notre présente recherche se concentre sur les discours des acteurs : nous cherchons à y découvrir ce qui est dit sur les relations avec

l'environnement et sur les moyens par lesquels les processus sociaux sont exprimés<sup>47</sup>. Les discours des acteurs impliqués nous amène aussi à considérer les changements par rapport à un horizon temporel et à l'historicité des processus socio-naturels, qui, dans le cas présent, sont liés à l'histoire de la Fondation La Conejera.

Assumer la perspective de l'analyse sous l'angle de la *political ecology* consiste à examiner les raisons historiques des inégalités socio-naturelles, ce qui implique une critique du système capitaliste et de l'instrumentalisation de la nature.

L'approche de Peluso nous permet de voir cette association avec plus de clarté. L'auteure ajoute :

Les chercheurs critiques – et parmi eux, les *political ecologists* en première ligne, ont démontré que l'ère néolibérale du capitalisme mondial s'est accompagnée d'alliances politiques brutales et désastreuses entre la Nature sous ses différentes facettes (ressources, vie sauvage, parcs, réserves, faune, flore et services fournis par les écosystèmes) et leurs équivalents capitalistes que sont les marques de commerce, les marques industrielles et les entreprises. (Peluso, 2012 : 40)

Dans le contexte de cette critique des rapports produits par le modèle capitaliste, la société de la fin du XXe siècle et du début du XXIe est une société en crise : une société décrite comme une « société du risque », « post-industrielle », « post-matérialiste » ou « programmée » -- des mots qui font référence à un monde marqué, divisé par des inégalités importantes. Schématiquement, ce monde est composé d'un Nord global, formé par des pays riches colonisateurs et exploiters des ressources, et un Sud global, composé de pays pauvres et de sociétés colonisées et exploitées, notamment par les entreprises des pays riches qui y vont pour extraire les ressources. Ceci est à la fois un schéma de base et un modèle explicatif de ce que Grosfoguel nomme le monde « impérial/capitaliste/colonial »<sup>48</sup>.

---

<sup>47</sup> « Toutes les approches de *political ecology* insistent sur l'importance d'analyser les relations entre la Nature et la Société. La plupart des chercheurs le font en adoptant une approche multiscalaire et multisite sous diverses perspectives. Certains choisissent d'historiciser les relations socio-naturelles et politico-économiques. Pourtant, s'il y a une constante dans la *political ecology*, c'est le fait de reconnaître que le changement est fondamental pour les processus sociaux et écologiques ». Idem, 37

<sup>48</sup> « En un mundo imperial/capitalista/colonial, la raza constituye la línea divisoria transversal que atraviesa las relaciones de opresión de clase, sexualidad y género a escala global. Esto es lo que se ha conocido como la "colonialidad del poder" (Quijano, 2000). (...) Para Fanon, ninguna de estas zonas es homogénea. Ambas zonas son espacios heterogéneos (...) Existen zonas del ser y no-ser a escala global entre centros occidentalizados y periferias no-occidentales (colonialidad global) pero también existen zonas del ser y no-ser tanto en el interior de los centros metropolitanos como también dentro

Ainsi, la *political ecology* est un concept qui nous permet de comprendre les conflits de pouvoir dans les rapports entre société et nature. Cependant, il existe des particularités propres au contexte de l'histoire de l'Amérique latine. Les réflexions autour du pouvoir en Amérique latine prennent des formes variées, associées à son histoire de colonisation-décolonisation et de colonialisme interne, c'est-à-dire à des formes de domination qui ont laissé des traces historiques. Ces traces sont à l'origine des tensions entre les détenteurs du pouvoir et des dominés<sup>49</sup>.

Foster, un autre chercheur inspiré du marxisme, propose des idées complémentaires<sup>50</sup> à la *political ecology*. Les postulats de la théorie critique marxiste exposée par Foster partent de l'existence d'une rupture métabolique entre l'humanité et la nature, c'est-à-dire une séparation des êtres humains d'avec leurs processus naturels par la réification de la nature. En lien avec le cas qui nous occupe, nous souhaitons préciser trois idées. En premier lieu, l'existence d'une crise environnementale associée au mode de production capitaliste est un fait indéniable<sup>51</sup>. En deuxième lieu, il ne faut jamais supposer que l'humanité existe de façon indépendante, hors de la nature<sup>52</sup>, puisque les processus de production économique et de reproduction sociale sont reliés directement aux processus de reproduction de la vie sur

---

de las periferias (colonialismo interno). La zona del no-ser dentro de un país sería la zona del colonialismo interno. » Grosfoguel, Ramon. La descolonización del conocimiento: diálogo crítico entre la visión descolonial de Frantz Fanon y la sociología descolonial de Boaventura de Sousa Santos En: Formas-Otras Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de jóvenes investigadores en Dinámicas Interculturale. CIDOB edicions, 2011. 99 - 103

<sup>49</sup> « Il convient également de prendre en considération la définition du racisme dans la critique de la colonialité. Pour Fanon, le racisme est une hiérarchie mondiale de supériorité et d'infériorité sur la ligne de l'humanité qui a été produite politiquement et reproduite depuis des siècles par le "système impérialiste/occidentocentrique/capitaliste/patriarcal/moderne/colonial" » (Grosfoguel, 2011). Les gens qui sont au-dessus de la ligne de l'humanité sont reconnus socialement comme des êtres humains avec des droits et l'accès à la subjectivité des droits humains/citoyens/civils/du travail. Les personnes en dessous de la ligne de l'humanité sont considérées comme sous-humains ou non-humains, c'est-à-dire que leur humanité est en question et, par conséquent, niée (Fanon 2010) (sic) ». Texte original en espagnol, traduction de l'auteur. Grosfoguel, Ramon. La descolonización del conocimiento: diálogo crítico entre la visión descolonial de Frantz Fanon y la sociología descolonial de Boaventura de Sousa Santos En: Formas-Otras Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de jóvenes investigadores en Dinámicas Interculturale. CIDOB edicions, 2011. 98

<sup>50</sup> Foster, John Bellamy. Marx and the Rift in the Universal Metabolism of Nature. Monthly Review. Volume 65, Issue 07 (December 2013) 4

<sup>51</sup> « Here it is important to emphasize that Marx's metabolic-rift theory, as it is usually expounded, is a theory of ecological crisis—of the disruption of what Marx saw as the everlasting dependence of human society on the conditions of organic existence. This represented, in his view, an insurmountable contradiction associated with capitalist commodity production, the full implications of which, however, could only be understood within the larger theory of nature-society metabolism. » *Ibid.*, 5

<sup>52</sup> « In referring, as Marx does, to "the metabolic interaction between nature and man" it should never be supposed that "man" (humanity) actually exists completely independently of or outside of "nature"—or even that nature today exists completely independent of (or unaffected by) humanity. » *Ibid.*, 5

la planète. En troisième lieu, il est possible d'étudier la crise environnementale sous l'angle de la théorie sociologique<sup>53</sup>.

En ce qui concerne notre recherche, nous considérons que la *political ecology* nous permet d'analyser les luttes exprimées dans les actions de protestation des mouvements environnementaux et dans les mesures de gestion des ressources naturelles proposées par des gouvernements et par le capital privé. Ce premier axe théorique nous fournit des éléments que nous pouvons utiliser dans notre étude de cas de la Fondation La Conejera. Nous nous inspirons d'abord de l'idée qu'il n'y a pas de division nette entre le monde naturel d'une part et le monde social d'autre part dans les conflits environnementaux étudiés. Nous considérons également pertinent d'adopter une perspective basée sur les acteurs et leurs positions idéologiques, c'est-à-dire de tenir compte de leurs points de vue tels qu'exprimés dans leurs récits.

#### 4.2 Les mouvements sociaux

Notre second axe de réflexion est la théorie des mouvements sociaux. En ce qui concerne le concept de mouvement social, nous partageons la perspective d'Olivier Fillieule à l'effet qu'il n'en existe pas une seule définition<sup>54</sup>. Cependant, schématiquement, on peut dire qu'un mouvement social est un ensemble d'acteurs qui partagent certaines valeurs, fondées sur des sentiments de solidarité, et qui se mobilisent afin d'obtenir du changement de la part des autorités<sup>55</sup>.

Bien que la confrontation est présente dans une part importante des rapports qui existent entre la société civile et l'État, les deux ont aussi d'autres modes de relation. Il existe entre les deux toute une panoplie d'interactions possibles. C'est pour cela que, pour avoir une définition plus complète du concept de mouvement social, nous prenons en compte les

---

<sup>53</sup> « Despite the fact that our understanding of these ecological processes has developed enormously since Marx and Engels's day, it is clear that in pinpointing the metabolic rift brought on by capitalist society they captured the essence of the contemporary ecological problem. » Ibid., 7

<sup>54</sup> Fillieule, Olivier. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux? ». *Politique et Sociétés*, vol. 28, no 1, 2009. 15

<sup>55</sup> Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell, 1999. 22

idées de l'auteure iranienne Simin Fadaee. Selon cette dernière, la raison d'être la plus importante des groupes protestataires et des organisations communautaires est de servir de pont entre les individus et les institutions publiques<sup>56</sup>. Cette image du pont permet de percevoir les connexions complexes entre les mouvements sociaux et la sphère politique<sup>57</sup>.

La même auteure nous propose aussi une définition clarifiant le concept de mouvement social, Nous souhaitons l'introduire ici. Selon elle,

[...] a social movement can be referred to as a system of collective action, by a group of people who are consciously aiming for or against a particular change in other people, structures, or relations. Social movements follow a level of organization, that is they are more organized than mobs or crowds, but less organized than formal and bureaucratic organizations. (Fadaee, 2012: 381)

En nous basant sur la définition ci-dessus, nous comprenons les mouvements sociaux comme des formes d'action collective dotées d'un niveau d'organisation supérieur à celui d'une foule, mais inférieur à celui des institutions, comme les partis politiques. Toutefois, pour qu'on puisse les considérer comme des mouvements sociaux, ces groupes doivent être formés par des gens qui mènent des actions impliquant un changement dans les relations sociales.

Pour continuer dans la même veine, il est aussi important de souligner que ce sont dans les sociétés modernes, caractérisées principalement par le fait que le capitalisme est le mode de production et de reproduction de la vie sociale, qu'apparaissent les mouvements sociaux. Fadaee, à la suite de Giddens, démontre comment le capitalisme est l'une des principales préoccupations des mouvements sociaux, au même titre que la surveillance des individus, la puissance militaire et l'industrialisation :

Giddens believes that social movements reflect on the four basic institutional dimensions of modernity and their interrelations, that is capitalism (capital

---

<sup>56</sup> Fadaee, S., *Social Movements in Iran: Environmentalism and Civil Society*. London & New York: Routledge. 1. Kindle edition 2012. 369

<sup>57</sup> Dans le sens opposé, un auteur comme Holloway nous propose une approche que l'on peut qualifier d'« anarcho-libertaire », où la société civile peut arriver à démolir le pont avec l'État. Autrement dit, il propose d'aborder les changements sociaux en termes de révolution, et de remplacer la notion de lutte pour le pouvoir par celle de lutte contre le pouvoir. Voir :

\*Gérard Duménil et al., « Le progrès des gauches en Amérique latine : gouvernements, mouvements sociaux et luttes indigènes », *Actuel Marx* 2007/2 (no 42), p. 111-125.

\*Holloway, John. *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*. Lux Editeur. Montréal. 2007.

\*Holloway, John. *Crack Capitalism*. PlutoPress. New York. 2010.

accumulation in the context of competitive labor and product markets), surveillance (control of information and social supervision), military power (control of the means of violence in the context of the industrialization of war), and industrialism (transformation of nature: development of the created environment) (Giddens 1990). (Fadaee, 2012: 151)

Pour faire un lien avec la *political ecology*, et pour approfondir la réflexion sur les sociétés capitalistes modernes, prenons en compte de la pensée de Marx, pour qui la division propre des sociétés industrielles entre d'un côté les propriétaires des moyens de production et de l'autre la classe ouvrière, est la scission à l'origine des inégalités et des conflits qui nourrissent les mouvements sociaux<sup>58</sup>. Dans les mots de Fadaee :

The process of industrialization brought the two important classes of society, the bourgeoisie (the owners of the means of the production, the factories, and the land), and the proletariat (the working class who perform the necessary labor for the extraction of the necessary value from the means of production), into conflict. This conflict was the basis for the emergence of social movements. (Fadaee, 2012: 392)

À la fin du XXe siècle, et au-delà des mouvements sociaux classiques portés par exemple par les syndicats et reliés à la production capitaliste et aux luttes de classe, les mouvements sociaux liés à des enjeux identitaires commencent à devenir importants. En effet, en lien avec des relations de production, des conflits sociaux se sont produits autour de la création d'identités collectives et de modes de vie alternatifs (Canovas, 2008). Les mouvements de lutte pour les droits des femmes et les revendications écologistes sont deux exemples significatifs des nouveaux mouvements sociaux, car les enjeux soulevés touchent des questions identitaires et axiologiques en dehors des classes sociales. À son tour, Fillieule l'explique comme suit :

Dans un contexte marqué par le déclin de la figure classique du mouvement ouvrier, l'expression de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS) désigne, à partir du milieu des années 1960, l'ensemble des formes d'action collective qui se développent en dehors de la sphère industrielle, suggérant une modification significative et généralisée des logiques de mobilisation. (Fillieule : 2009 : 371)

À l'époque où la sociologie nord-américaine était centrée sur la théorie de la mobilisation des ressources, en Europe, l'expression « nouveau mouvement social » a été introduite pour

---

<sup>58</sup> Dans la section consacrée à la colonialité, nous allons voir que, malgré le fait que l'Amérique latine n'ait pas fait partie des sociétés industrielles, le problème de la modernité figure parmi les critiques du colonialisme.

expliquer l'émergence d'activités liées aux femmes, à l'environnement, aux droits de l'homme ou aux orientations sexuelles non hétéronormatives.

The term “new social movement” was established to make a distinction between the new movements and the old institutionalized movements of the working class. The distinction referred to fundamental shifts in social structure, and the emergence of a new kind of society, i.e. post-industrial society. New social movement theory emphasized that there is something “historically new” in the recent movements, which makes them different from the movements of the past, which belonged to another historical epoch. (Fadaee, 2012: 446)

L'émergence de nouveaux mouvements sociaux montre qu'il y a eu d'importants changements dans les moyens de production et de reproduction, changements affectant certaines sociétés plus que d'autres. Ainsi, la société industrielle a-t-elle mené à la société postindustrielle. Vaillancourt explique le pourquoi de ce changement d'époque :

[...] dans la société industrielle, où l'échange économique a acquis une suprême importance, le mouvement ouvrier est le mouvement social central; il est engagé dans une lutte de classe avec les propriétaires des moyens de production pour le contrôle du processus d'industrialisation. Par ailleurs, dans la société postindustrielle ou programmée dans laquelle nous entrons, de nouveaux mouvements sociaux, centrés sur la connaissance, la communication et la culture, plutôt que sur le travail et l'économie, se disputent le rôle central. (Vaillancourt, 1991 : 217)

Dans cette société postindustrielle, le pouvoir, dans des institutions modernes comme l'usine, s'étend au-delà des rapports liés à la production et à la transformation de la nature; il s'incarne également au travers de nouvelles formes de production et de consommation<sup>59</sup>. En ce qui concerne le milieu naturel, il continue à être instrumentalisé, même s'il commence à être considéré comme une condition *sine qua non* de la construction des identités et de la survie de la planète. L'émergence de nouveaux mouvements, dont les mouvements environnementalistes, est aussi une conséquence de la crise environnementale mondiale. Celle-ci a remis en question nos relations avec la nature, comprise ici à la fois

---

<sup>59</sup> « Par rapport à la phase industrielle du capitalisme, la production qui caractérise les sociétés avancées n'est plus seulement transformation de la nature, mais elle devient de plus en plus production des rapports sociaux et production de l'identité. Le développement des sociétés avancées est assuré par l'extension du contrôle au-delà de la structure productive, dans la consommation, dans les services, dans les relations sociales. Les mécanismes d'accumulation sont alimentés non plus par la simple exploitation de la force de travail, mais par la manipulation de systèmes organisationnels complexes, par le contrôle de l'information et des appareils symboliques, par l'intervention dans les relations interpersonnelles ». Melucci, Alberto. *Changement social et rapports de classes*. Vol. 10, no 2, octobre 1978, p. 37-54. *Sociologie et sociétés*. Les Presses de l'Université de Montréal. 47

comme notre monde naturel (notre planète et ses écosystèmes), et comme la nature que nous sommes et dont sont construits les nouveaux modes de représentation sociale<sup>60</sup>.

Étant donné que l'environnementalisme apparaît avec les nouveaux mouvements sociaux, il nous semble important de résumer ici les grandes lignes du travail de Fadaee. En effet, elle considère pertinentes les idées de Touraine et de Melucci dans le contexte d'études sur l'environnementalisme dans des pays non-occidentaux. Elle reprend dans les analyses de Touraine l'idée que la modernité a donné naissance au concept du sujet, et que la société actuelle (*programmed society*) n'est plus la même structurellement, principalement parce que la classe ouvrière n'est plus au centre du conflit social – en d'autres termes, de nouvelles formes de conflit ont surgi.

Fadaee affirme : « *Touraine tries to reconstruct modernity by placing emphasis on the importance of subjectivation as one crucial element of modernity, in addition to rationality* » (Fadaee, 2012 : 538). C'est la possibilité de reconnaître l'autre comme sujet qui permet de penser les mouvements sociaux à la fois comme des conflits sociaux et comme des projets culturels.

Dans une première étape, la modernité a permis l'apparition de différentes classifications sociales : les ouvriers par opposition aux propriétaires des moyens de production, ou les habitants « civilisés » des métropoles par opposition aux populations « exotiques » des colonies. Cependant, la construction des sujets sociaux hors du Nord global (ou Occident) est fortement liée à l'expérience de la vie quotidienne, dont l'environnement est un élément très important.

« According to Touraine, the subject today is characterized by the attempt to bring together rationality and cultural meanings into a coherent unit. The subject is a process that has developed historically. But, unlike the past, subjectivation is not linked to the nation-state and defense of the rights of the workers or citizens. Instead, it is associated with the individual's life and the challenges that emerge from this contradictory experience (Touraine, 2000) ». (Fadaee, 2012 : 580)

Un autre élément repris par Fadaee dans les idées de Touraine est que l'expression du sujet et sa reconnaissance en tant qu'individu et aussi comme collectivité n'est possible que dans

---

<sup>60</sup> Pour élargir la réflexion sur les rapports entre la notion de nature et les défis de la culture postindustrielle, voir *idem*. 51

un contexte de démocratie; en effet, seulement dans une démocratie, où certains droits fondamentaux sont reconnus, les citoyens peuvent-ils s'exprimer et les mouvements sociaux, expérimenter de nouveaux modèles de participation (Fadaee, 2012 : 601).

Romanos met cette affirmation en perspective :

L'un des principaux objectifs (pour ne pas dire le principal) des mouvements sociaux a été le développement d'un nouveau concept de démocratie. Les mouvements revendiquent la légitimité de modèles autres que la démocratie parlementaire, sans avoir pour autant à défendre leur suprématie. En général, ils ne demandent pas l'abolition du système actuel des partis, mais ils cherchent à lui donner un plus ample contenu démocratique, tout en s'engageant aussi dans la création de sphères publiques alternatives et ouvertes où puissent être expérimentés d'autres modèles de démocratie. (Romanos, 2011 : 3)

De plus, Melucci affirme que les nouveaux mouvements sociaux ont développé une conscience de l'interdépendance entre, d'un côté, les êtres humains et entre humains et nature de l'autre; pourtant, ces mouvements se caractérisent par leur hétérogénéité. Pour comprendre cela, il ne faut pas oublier le caractère politique de ces mouvements, même s'ils ne s'inscrivent pas dans une conception traditionnelle de la politique. Fadaee, citant Melucci, précise :

[...] these movements are pre-political and meta-political at the same time. They are pre-political because they are based on everyday life and experiences. They are meta-political because political forces are unable to represent them. In other words, they go beyond the boundaries of politics (Melucci 1989, 1996a). (Fadaee, 2012 : 758)

Cette capacité d'aller au-delà des frontières de la sphère politique est le caractère le plus novateur de ces mouvements sociaux. Cependant, les demandes qui y sont exprimées dans les sociétés occidentales ne sont pas identiques à celles dans les pays peu développés – le Sud global. Dans les sociétés industrialisées du premier monde, les mouvements sociaux exigent l'inclusion, dans les espaces politiques, de préoccupations liées à la vie quotidienne et personnelle (Adler, 1992). Dans le Sud global toutefois, les demandes des nouveaux mouvements sociaux restent encore liées à l'amélioration des conditions de vie et, dans certains cas, à la simple survie (Canovas, 2008).

Plus spécifiquement, les mouvements environnementalistes expriment des préoccupations communautaires concernant la rupture entre l'humain et la nature. En ce sens, la façon dont les sociétés comprennent la nature détermine les rapports de pouvoir qu'elles

développent avec leurs ressources naturelles. De ce fait, les actions collectives menées par les mouvements environnementalistes mobilisent aussi une idéologie de la résistance et de la reconnexion à la nature. Certains éléments apportés par Beck (2008) nous aident à aborder une réflexion sur ces mouvements, au plan de l'environnementalisme. Selon l'auteur, la logique de la répartition du risque domine sur la répartition des richesses. Ainsi, après les grandes catastrophes environnementales du XXe siècle, il est devenu indéniable que la notion de progrès a trouvé ses limites dans les risques associés à la production capitaliste; et, à leur tour, les menaces environnementales qui pèsent sur la planète ont révélé la fausseté du mythe du progrès.

Au sujet de risques associés à la production capitaliste, Beck souligne qu'« il n'est plus possible – comme c'était le cas des risques industriels et professionnels du XIXe et de la première moitié du XXe siècle – de les cantonner à un espace ou à un lieu déterminé. On observe une tendance à la globalisation qui touche la production et la reproduction, et transcende les frontières des États nations » (Beck, 2008 : 27).

On constate avec Beck que la nature n'est pas en dehors de nous, ailleurs : « Il est justement impossible de comprendre la société et tous ses systèmes partiels — économie, politique, famille, culture – indépendamment de la nature » (Beck, 2008 : 148). L'auteur continue : « Au tournant du XXIe siècle, le processus de modernisation n'a pas seulement dépassé l'opposition entre nature et société, il a aussi ébranlé le système de coordonnées interne de la société industrielle » (Beck, 2008 : 157). Ce malaise est à l'origine d'une profonde réflexion de Beck sur les processus d'individualisation et d'émancipation générés à partir de la redéfinition des catégories sociales traditionnelles, comme les classes sociales.

Cette crise du mode de vie moderne amène les individus à se confronter seuls aux problèmes de la société contemporaine, tels que la pollution, le chômage ou la discrimination. Par conséquent :

On voit naître continuellement de nouveaux mouvements de quête qui expérimentent de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux rapports avec l'existence et le corps, dans les diverses variantes de la subculture du milieu alternatif et la jeunesse. On assiste ainsi à l'élaboration de nouvelles communautés qui ont souvent pour origine une protestation commune contre l'ingérence administrative ou industrielle dans la sphère du privé, dans la « vie personnelle ». (Beck, 2008 : 163)

À cet égard, on pourrait dire que les nouveaux mouvements sociaux révèlent les contradictions internes de la société industrielle et postindustrielle. Jusqu'ici, nous avons énoncé notre idée force de la façon suivante : il existe un rapport direct entre les problèmes de la société moderne et l'apparition des mouvements sociaux, un de ces de ces problèmes étant la destruction du milieu naturel, voire de l'habitat humains, en raison entre autres de la pollution. Et c'est précisément pour cela que nous avons soulevé des éléments idéologiques de la théorie des mouvements sociaux qui nous amènent aux solutions nouvelles pour construire des sociétés moins inégales. et la consommation à outrance par des moyens alternatif de comprendre la réalité. (Canovas, 2008)

La question suivante, posée par Escobar et citée par García-Gonzales, y fait allusion :

Will the movements that started to gain visibility in the mid-1990s result in the sustained construction of imaginaries for alternative modernities and perhaps even non-eurocentric modes of analysis and social life? The answer to this question will depend on the character these social movements adopt and on the extent to which they might be able to generate their own "sustainable" structures for the production of knowledge (Escobar, 2007: 276). (García-Gonzales, 2011: 111)

À partir de cette dernière réflexion, nous pouvons considérer que la capacité des mouvements sociaux à se structurer réside aussi dans leur capacité à générer leurs propres structures de production de savoirs en dehors de et différemment des institutions classiques, avec leur propre positionnement épistémologique, éthique et politique (Torres, 2004). C'est là toute la pertinence des savoirs produits par ces mouvements, puisqu'ils se créent dans des contextes difficiles, dans des territoires en conflit et qu'ils sont basés sur les expériences quotidiennes des communautés protestataires (García-Gonzales, 2011).

Pour en revenir à notre étude de cas, nous constatons qu'il y a un rapport direct entre la consolidation des institutions démocratiques et le développement de la société civile dans le développement de l'État moderne en l'Amérique latine – bien qu'il en existe plusieurs expressions nationales et régionales<sup>61</sup>. Dans le cas colombien, on peut parler d'un État

---

<sup>61</sup> Par exemple, comme le montre Corten : « Dans certains pays, les mouvements sociaux ont été vigoureux durant les périodes autoritaires. Inversement, une fois la transition démocratique (ou la fondation engagée) (Garreton, 1992) entamée, ils ont tendance à s'atténuer. ». Corten, André, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités » Cahiers du GELA.IS, no 1, 2001. 5.

inachevé<sup>62</sup> : à cause de ses difficultés à garantir les droits fondamentaux de ses citoyens et à leur imposer des devoirs, il est resté en voie de consolidation.

Pour clore cette partie sur les mouvements sociaux, nous proposons certaines considérations. Pour développer notre recherche, nous tenons pour acquis que les postulats théoriques présentés ici nous permettent de progresser dans la compréhension de la mobilisation environnementale à Bogotá. Dans le cas de La Conejera, les nouveaux mouvements sociaux sont constitués par de nouvelles subjectivités dont les sujets intègrent les significations culturelles qui les représentent dans l'exercice de leur citoyenneté (Touraine, 2000). Par ailleurs, nous considérons aussi que les mouvements de citoyens sont orientés vers la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, et que cette lutte se développe en dehors de l'État, de sorte que la capacité d'influence des mouvements se trouve dans des sphères prépolitiques (dans la vie quotidienne) et métapolitiques (au-delà des limites de la politique traditionnelle) (Melucci, 1989).

Également, nous faisons nôtre l'idée que les mouvements sociaux servent de pont entre la société et l'État, en donnant vie à la capacité transformatrice des individus qui les composent et à la multiplicité des interactions possible entre ces deux sphères (Fadaae, 2012). Nous prenons également en compte la relation d'interdépendance entre les inégalités sociales, que les mouvements cherchent à combattre, et la détérioration de l'environnement naturel, en tenant compte des spécificités des sociétés non occidentales (Beck, 2008). De plus, nous nous interrogeons sur les capacités des mouvements environnementaux à produire des connaissances qui servent de terreau à leurs stratégies de lutte, étant donné que cela est l'une des preuves où nous pouvons trouver leur capacité d'incidence (Torres, 2004; et Escobar, 2007).

#### 4.3 La colonialité du pouvoir

---

<sup>62</sup> « Si l'État n'exerce pas son autorité sur l'ensemble du territoire, ni dans tous les domaines qui tiennent de sa souveraineté, il est quand même présent et garde une certaine autorité dépendamment des régions. De plus, le pays reste très attaché à sa tradition démocratique, ce qui l'empêche de basculer vers un régime autoritaire répressif contrôlé par l'armée. » Haratsaris, Elena. *L'état inachevé colombien et le processus de paix du président Andres Pastrana*. Mémoire de maîtrise en science politique. Université du Québec à Montréal. Septembre 2010. 10

Notre troisième axe de réflexion est le concept de colonialité du pouvoir, proposé par des érudits latino-américains; ceux-ci font une critique du système capitaliste global, qui condamne les pays pauvres de la périphérie à l'exclusion. Le concept de colonialité fait référence, pour nous, à des structures sociales héritées du processus de colonisation. Pour introduire la discussion, reprenons les mots de Johnson. D'après cet auteur, dès le début des relations entre la métropole et les colonies, la distinction de race a été au centre des stratégies de domination :

According to Quijano and Wallerstein (1992) and later others (see Lander, 2000, for a discussion), the history of Latin America reveals that *coloniality*—the essential nature of being “colonial” in the relationship between powerful and weak nations within the “interstate system”—has intrinsic historical links (since the sixteenth century and European expansion) to ethnicity and racism, and does not disappear after formal independence; rather, it “continues in the form of a social-cultural hierarchy of European and non-European” (Quijano and Wallerstein, 1992; 550). This political, economic and cultural structure of subjugation and power, grounded in a racialized eurocentrism, thus constitutes its own brand of modernity and makes its own rules. (Johnson, 2010 : 140)

La réalité décrite par Johnson a fourni le matériel de base à une théorie qui cherche à démasquer la structure d'un pouvoir colonial révolu dans l'Amérique latine contemporaine. Ce courant de pensée critique est né à l'occasion de la commémoration du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte de l'Amérique comme une réaction des milieux académiques et culturels, qui ont cherché à faire valoir de nouvelles façons de comprendre la rencontre entre l'Amérique et l'Europe<sup>63</sup>.

On doit le concept de colonialité au sociologue péruvien Aníbal Quijano, qui l'introduit pour la première fois en 1992, dans son article « Colonialité et modernité/rationalité ». Quijano y avance que si que le colonialisme formel n'a pas résisté aux grands mouvements de la décolonisation des années soixante, « la structure coloniale du pouvoir » demeure toujours quant à elle « le cadre dans lequel opèrent les autres relations sociales (...) », par le biais d'une « colonisation de l'imaginaire des colonisés. (Colin et Bouguignon, 2014 : 25)

Selon le philosophe argentin Dussel, cité par Colin et Bouguignon, il faut précisément la déconstruire le récit eurocentrique de la modernité, qu'il le définit comme suit : « 1492 est la date de la naissance de cette modernité, du début de l'expérience de l'ego européen de

---

<sup>63</sup> L'article suivant permet de se faire une idée de l'ancienne et des plus récentes formes de domination coloniale en Colombie. «La pelea del quinto centenario». Revista Semana. 1991, consulté le 7 mai 2017. <http://www.semana.com/nacion/articulo/la-pelea-del-quinto-centenario/14492-3>

transformer les Autres sujets et peuples en objets, en instruments qu'il pourra contrôler et employer à ses propres fins d'eupéanisation, de civilisation, de modernisation » (Colin et Bouguignon, 2014 : 18).

Bien qu'il soit parfois seulement mentionné sous le terme de « colonialité », le concept dans son appellation intégrale est « colonialité du pouvoir », et c'est l'une des propositions les plus débattues sur la scène intellectuelle d'Amérique latine. L'expression « colonialité du pouvoir » sous-tend deux idées centrales : d'une part, la classification sociale hiérarchique basée sur la race implique que le racisme et les inégalités sociales sont interreliés ; et d'autre part, les subjectivités latino-américaines ont été produites à travers des hiérarchies et des classifications sociales émergeant de ces relations de pouvoir racialisées (Quintero, 2010).

De plus, le concept de colonialité du pouvoir fait pour nous référence aux théories développées par le mouvement intellectuel latino-américain autour du réseau académique appelé « modernité/colonialité », dont Quijano fait partie. Ce groupe d'intellectuels partage la même critique du colonialisme que d'autres théoriciens originaires des ex-colonies européennes d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient. Ces auteurs affirment que le colonialisme est non seulement un phénomène économique et politique, mais qu'il a aussi une dimension épistémologique liée à la naissance des sciences humaines. Ils montrent en outre l'existence d'une importante dimension cognitive dans le concept de colonialité (Castro-Gómez, 2005).

Les théoriciens latino-américains partagent aussi, avec leurs collègues des anciennes colonies, une même critique de l'eurocentrisme. Ils montrent comment, avec la diffusion de la pensée hégémonique des sciences modernes, d'autres formes de connaissances et d'autres paradigmes sont rejetés. Ainsi peut-on faire le parallèle suivant : à l'expropriation économique et territoriale forcée, c'est-à-dire le colonialisme, correspond une expropriation épistémologique, appelée quant à elle colonialité. Ceci étant dit, le concept de colonialité du pouvoir proposé en Amérique latine concerne spécifiquement de l'histoire du continent américain, et place au centre de la réflexion la dimension raciale exprimée dans des

hiérarchies raciales imposées par l'Europe dans cette partie du monde. Ce courant théorique expose comment le pouvoir des colonisateurs européens était basé sur l'idée de leur propre supériorité ethnique et épistémologique. Leurs moyens de domination n'étaient pas toujours coercitifs, car le continent américain était considéré comme une extension de l'Europe. Leur but était de « naturaliser » les peuples colonisés, de les mouler à leur propres cadres culturels par le biais de leurs institutions et de leurs structures politiques (Castro-Gómez, 2005).

Ce concept de colonialité du pouvoir nous permet d'aborder notre sujet de recherche à partir d'un nouvel angle. En effet, nous considérons que les luttes et les conquêtes idéologiques dans le processus de colonisation ont fini par imposer des subjectivités colonisées. En d'autres termes, l'histoire de la colonisation a entraîné non seulement la perte de territoires, mais aussi l'oppression des identités. A titre d'exemple, Dussel, cité par Colin et Bouguignon, affirme : « L'indien ne fut pas découvert comme l'Autre, mais comme le même déjà connu (l'Asiatique) et seulement reconnu (nié donc comme Autre : occulté) » (Colin et Bouguignon, 2014 : 19). Il souligne ainsi que d'appeler « indiens<sup>64</sup> » les autochtones américains n'a été qu'une autre façon de nier leur identité, les colonisateurs ne s'étant jamais montrés intéressés à connaître leur histoire, leurs us et coutumes.

En suivant cette ligne discursive, nous nous apercevons que le capitalisme s'appuie sur la colonialité et une classification raciale pour distribuer de manière inégale la richesse, le travail et les risques liés à la production, tels que la pollution.

Selon Quijano, c'est la convergence et l'association, dans l'espace-temps américain, de deux processus historiques indépendants qui va provoquer l'instauration de ce régime de pouvoir spécifique : d'un côté, la naturalisation du rapport de domination issu de la conquête et de la colonisation ibérique à travers la notion classifiante de race; de l'autre, l'articulation de toutes les formes historiques de contrôle du travail, de ses ressources et de ses produits, autour du capital et du marché mondial. (Colin et Bouguignon, 2014 : 27)

Dans cette perspective, les traces de la colonisation, c'est-à-dire la colonialité, se reflètent dans des phénomènes aussi divers que les conflits pour le contrôle des ressources, les

---

<sup>64</sup> Personne qui est née ou qui habite en Inde.

inégalités croissantes entre riches et les pauvres, les tensions migratoires aux frontières du premier monde ou encore la pollution à laquelle sont exposés les plus défavorisés. Cependant, l'une des idées fortes de la théorie de la colonialité du pouvoir est l'évidence d'un colonialisme interne aux sociétés latino-américaines qui reproduit les conditions de domination sur des critères de race. Les rapports de force qui en découlent sont entretenus par le gouvernement et les administrations en place.

Si nous voulons penser la colonialité dans toute sa complexité, il nous faut comprendre, comme l'a souligné Aníbal Quijano, que la « dépendance » ne peut être saisie qu'à partir de l'analyse de l'action de forces externes agissant sur les anciens pays colonisés : il nous faut aussi prendre en compte l'action de forces internes qui perpétuent, dans ces pays, les multiples hiérarchies raciales. (Maldonado-Torres, 2014 : 45)

Pour compléter l'idée précédente, Johnson donne une définition claire du colonialisme interne :

Internal colonialism is a form of socioeconomic-cultural domination based on capitalist hegemony and racism, and historically exercised by local and regional governing elites over subaltern groups. In internal colonialism, with its ideological assumption of the inherent superiority of one group to another, the emphasis shifts from outside colonial powers to national power bases and their control apparatuses over relegated domestic population. These dominant institutions frequently have ties to external economic models, but power is manifested through local structures and dynamics. (Johnson, 2010 : 141)

Ainsi, le colonialisme du pouvoir, qui s'exprime dans le colonialisme interne, forme la toile de fond sur laquelle se développent les mouvements sociaux du Sud. Parce que, selon les pays, ce colonialisme du pouvoir prend des formes différentes, divers types de mouvements et d'environnementalismes coexistent dans le Sud global. Cela signifie que, pour bien comprendre les rapports de dépendance et de domination, nous devons prendre en compte les rapports entre groupes sociaux dominants et les groupes dominés. Cependant, dans le cas spécifique des mouvements environnementalistes, une autre dimension doit être prise en compte : le décalage entre l'homme et son milieu naturel, autrement dit les ruptures provoquées par l'exploitation et la pollution de la nature par l'homme.

Comme l'a soulevé Grosfoguel (2011), dans un monde impérial/capitaliste/colonial, la race constitue la ligne de partage qui traverse les rapports de classe, de sexualité et de genre à

l'échelle mondiale. Ici, nous nous intéressons aussi aux rapports entre les hiérarchies sociales/ raciales et la dégradation des milieux naturels. L'hypothèse de travail qui sous-tend notre étude est la suivante : le capitalisme a créé une rupture entre l'homme et la nature<sup>65</sup>, tout comme le colonialisme a aggravé la rupture sociale entre humains, en distinguant ceux ayant beaucoup de droits de ceux qui en ont moins.

Une question théorique fondamentale doit être posée : le projet de décolonisation est-il possible et, s'il était entrepris, en quoi consisterait-il concrètement? En parallèle à la réflexion théorique menée par certains intellectuels, les mouvements sociaux du Sud global, et plus spécifiquement les mouvements environnementalistes, cherchent à créer les conditions pour dépasser les inégalités socionaturelles héritées de l'époque coloniale et maintenues et reproduites grâce à des formes sociales d'exclusion. Autrement dit, dans les mouvements sociaux en désaccord avec les conditions de vie imposées par le monde actuel et orientées vers le changement social, le projet de décolonisation implique un changement de posture à l'égard des rapports de pouvoir. Maldonado-Torres résume cette idée de la façon suivante : « Le penseur décolonial ne cherche plus simplement à découvrir la véritable nature d'un monde étrange, mais à identifier les problèmes d'un monde qui apparaît comme pervers, et à œuvrer à son dépassement » (Maldonado-Torres, 2014 : 48).

Certains auteurs ont d'ailleurs tenté, dans leur approche, de relier l'émergence des mouvements écologiques à la construction d'un nouvel ordre social. En général, la pensée décoloniale en Amérique latine a tendance à opérer une rupture radicale avec l'épistémè moderne d'Occident. Des auteurs comme le Mexicain E. Leff affirment par exemple :

Les mouvements environnementaux émergents ne luttent pas tant pour avoir une plus grande équité et pour pouvoir participer au système économique et politique dominant – un système dont les règles sont partagées par les groupes sociaux en conflit –, que pour construire un nouvel ordre social. Ces nouveaux mouvements se caractérisent par des nouvelles demandes de participation sociale, pour l'obtention de biens symboliques et la récupération des modes de vie traditionnels, mais aussi pour la

---

<sup>65</sup> Nous trouvons certaines correspondances avec les travaux de Murray Bookchin, qui propose une *political ecology* proche de l'anarchisme et de l'écologie. Son écologie sociale apporte une réflexion sur la manière dont les inégalités dans les rapports entre hommes se reflètent aussi dans les rapports homme-nature. Cependant, ses réflexions s'intéressent davantage à la rupture avec l'État, et au développement de la démocratie directe dans la commune, considérée comme cellule politique de base. Voir : Lamy, Jérôme. Murray Bookchin, Pour une écologie sociale et radicale. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique. Écosocialisme et histoire. 2016. 130.

Et : Murray Bookchin, Pour une écologie sociale et radicale. Neuvy-en-Champagne, Le Passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance ». 2014.

défense de nouveaux droits ethniques et culturels, environnementaux et collectifs, et revendiquent leur héritage ancestral des ressources environnementales<sup>66</sup>. (Leff, 2004 : 397)

Leff nous montre un des risques auxquels seraient confrontées les organisations environnementalistes si elles brisaient le pont entre la société civile et l'État :

Le principe d'autonomie sur lequel se fondent ces formes d'organisation, et leur prudence face aux procédures politiques établies, peut les limiter aux espaces de « solidarité marginale » qui manquent de ressources pour entraîner un processus généralisé de transformations sociales et institutionnelles, ou radicaliser les moyens d'action politique, brisant les canaux institutionnels d'intermédiation entre les individus et l'État à travers les organisations et les partis politiques traditionnels<sup>67</sup>. (Leff, 2004 : 397)

D'un autre côté, Leff avance aussi l'idée que les mouvements sociaux ont la capacité de développer une rationalité environmentaliste, par opposition à la rationalité économique. Il affirme que cette capacité est l'attribut le plus important pour caractériser les mouvements environmentaliste (Leff, 2015). En posant une définition de la rationalité environmentaliste, l'auteur dit :

Alors, ce n'est pas, comme il est soutenu par la stratégie révolutionnaire orthodoxe, une simple réappropriation des moyens de production par les classes dépossédées et exploitées, mais plutôt une critique du mode de production fondé sur la rationalité économique et les intérêts du capital, et qui exclut les conditions écologiques et le potentiel productif de la nature et de la culture<sup>68</sup>. (Leff, 2004 : 406)

À cet égard, la colonialité du pouvoir se traduit-elle aussi dans une colonialité de la nature, reflet de la colonialité dans les rapports et les ruptures entre l'homme et la nature. Nous

---

<sup>66</sup> Traduction de l'auteur, texte original en espagnol : « Los movimientos ambientales emergentes no luchan tan sólo por una mayor equidad y participación dentro del sistema económico y político dominante –cuyas reglas de funcionamiento serían compartidas por los grupos sociales en conflicto–, sino por construir un nuevo orden social. Estos nuevos movimientos se caracterizan por sus nuevas demandas de participación social, la obtención de bienes simbólicos y la recuperación de estilos tradicionales de vida, pero también por la defensa de nuevos derechos étnicos y culturales, ambientales y colectivos, y la reivindicación de su ancestral patrimonio de recursos ambientales. » Leff, Enrique. Racionalidad ambiental, la reapropiación de la naturaleza. Siglo veintiuno editores. México. 2004. 397

<sup>67</sup> Traduction de l'auteur, du texte original en espagnol : « El principio de autonomía en el que fundan sus formas de organización, y su cautela en inscribirse en los procedimientos políticos establecidos, puede confinarlos en espacios de "solidaridad marginal" carentes de medios para generar un proceso generalizado de transformaciones sociales e institucionales, o a radicalizar los medios de la acción política, rompiendo los canales institucionales de intermediación entre los individuos y el estado a través de las organizaciones y partidos políticos convencionales. » *Ibid.*, 399

<sup>68</sup> Traduction de l'auteur, du texte original en espagnol : « No se trata pues, como pretendería una estrategia revolucionaria ortodoxa, de una simple reapropiación de los medios de producción por las clases desposeídas y explotadas, sino de toda una crítica del modo de producción fundado en la racionalidad económica y en los intereses del capital, y excluyente de las condiciones ecológicas y de los potenciales productivos de la naturaleza y de la cultura. » *Ibid.*, 406

proposons d'ailleurs ici que la sociologie de l'environnement inclue dans son objet le concept de colonialité de la nature (Escobar, 2010).

Escobar nous indique des pistes pour suivre cette direction :

« La modernité capitaliste semble avoir déclaré la guerre à chaque écosystème de la planète et bien peu d'endroits reflètent l'ampleur de la destruction aussi clairement que le Pacifique. Des écologistes ayant une pensée philosophique soutiennent que la crise écologique est une crise des systèmes de la pensée. Non seulement la science et la technologie ont contribué à une destruction généralisée, mais elles ne semblent pas fournir de solutions viables au problème, et c'est pour cette raison que les questions épistémologiques sont essentielles pour discuter des enjeux de la nature<sup>69</sup>. » (Escobar, 2010 : 25)

Dans le contexte latino-américain, les mouvements sociaux environnementalistes doivent être compris comme un des éléments de tension produits par la colonialité. Dans cette recherche, nous nous intéressons aux rapports de pouvoir et de connaissance entre la société civile et l'État à travers les relations entre les êtres humains et la nature. En effet,

[...] le concept de colonialité marque deux processus parallèles : la suppression systématique des connaissances et des cultures subordonnées (l'annulation de l'autrui) par la modernité dominante; et l'apparition, dans ce choc, des connaissances particulières modélisées par cette expérience, qui ont au moins le potentiel de devenir des points d'articulation des projets alternatifs et de permettre une pluralité des configurations sacionaturelles<sup>70</sup>. » (Escobar, 2010 : 29)

Ainsi, pouvons-nous établir le lien avec la *political ecology* et la théorie des mouvements sociaux. En effet, tout comme les mouvements environnementalistes remettent en question l'ordre établi, les nouveaux mouvements sociaux émergent comme des agents de changement en dehors du cadre normatif des formes sociales hégémoniques. De ce fait, leurs stratégies d'action constituent une alternative aux structures politiques traditionnelles; leur grande flexibilité et créativité, en comparaison aux organisations politiques

---

<sup>69</sup> Traduction de l'auteur, texte original en espagnol : « La modernidad capitalista parecería que ha declarado la guerra a cada ecosistema del planeta, y pocos lugares ejemplifican la escala de esta destrucción como el Pacífico. Ecologistas con pensamiento filosófico argumentan que la crisis ecológica es una crisis de los sistemas modernos de pensamiento. No solo la ciencia y la tecnología moderna contribuyen con una desenfadada destrucción, sino que tampoco parecieran proveer soluciones viables al problema. Por esta razón las preguntas epistemológicas son fundamentales cuando se están discutiendo las cuestiones sobre naturaleza. » *Ibid.*, 25

<sup>70</sup> Traduction de l'auteur, texte original en espagnol : « La noción de colonialidad señala dos procesos paralelos: la supresión sistemática de los conocimientos y las culturas subordinadas (el encubrimiento del otro) por la modernidad dominante; y la necesaria emergencia, en el mismo choque, de conocimientos particulares modelados por esa experiencia, que tiene por lo menos el potencial de convertirse en los lugares de articulación en proyectos alternativos y de permitir la pluralidad de configuraciones socio-naturales. » *Ibid.*, 29.

traditionnelles, leur donnent la capacité à remettre en question les structures rigides de la colonialité.

## **CHAPITRE 5 : ANALYSE**

### **5.1. Devenir des environnementalistes : historique de la Fondation La Conejera**

Selon les participants de l'étude, tout a commencé par un déménagement durant l'année 1991. Quelques familles qui viennent vivre dans un nouveau quartier, l'espoir d'une nouvelle vie près de la ville et à côté d'un milieu naturel, c'est la promesse d'une vie de banlieue, mais sans quitter la ville. Le nouveau quartier a un nom plein d'optimisme : « Compartir » (esp), en français : « Partager ». Il est aussi connu comme « Suba Compartir ». « Suba » est le nom de l'arrondissement, et « Compartir » est le nom donné par la Fondation Entreprise Privée Compartir, une des entreprises de construction les plus importantes en Colombie, qui a construit ce nouveau quartier. Au départ, le quartier « Compartir » comportait un objectif de développer des logements d'intérêt social visant à assurer le droit au logement pour les ménages à faible revenu. Cependant, en réalité, ce sont les ménages avec un revenu stable qui pouvaient accéder aux prêts immobiliers nécessaires pour y acheter un logement.

Dans une première étape, les nouveaux voisins ont rencontré des problèmes environnementaux à la porte de leurs maisons, car en face de leurs bâtiments, il y avait une vaste zone verte qui s'étendait jusqu'au fleuve Bogotá. Dès leur installation, ils ont commencé à voir que cette zone verte où se trouvaient des lacs était utilisée comme décharge pour des débris de construction. Ce qui asséchait les petits plans d'eau. De plus, ils ont découvert que les lacs étaient contaminés par des eaux usées provenant des quartiers environnants et affectant la santé des personnes en contact permanent avec la zone humide.

En parlant du remblayage des lacs, un des participants nous raconte que :

Les développeurs du quartier envoyaient des camions avec tous les débris des travaux d'ajustement de l'autoroute Caracas, des grands morceaux de pierre mélangés avec des petits débris, des briques cassées restant de la construction du quartier [Compartir], pour niveler le terrain, [et ils les jetaient] ici, où nous sommes. Voilà le résultat du remblayage [...] : c'était un paysage lunaire, mais au milieu nous avons trouvé la zone humide. (Jose)

Et en parlant de la contamination de l'eau, un autre participant mentionne que :

J'aimais venir [dans la zone humide], le mauvais côté était la pollution, car la zone humide était très contaminée, l'odeur était très désagréable [...] alors j'ai commencé à tomber malade, c'est ma gorge qui souffrait. Pour cette raison, j'ai décidé d'arrêter de venir pendant un certain temps, parce que je tombais malade souvent. (Otto)

Vu ces événements, la première action que les habitants ont décidé de faire en réaction à une situation désespérée fut de bloquer les chemins qui menaient au quartier pour empêcher l'entrée des camions et éviter ainsi la décharge des débris dans leur voisinage. De 1991 à 1993, les voisins ont fait des protestations sporadiques pour empêcher le remblayage des lacs, mais après deux ans de désaccords avec l'entreprise de construction, ils ont commencé à envisager d'autres formes de lutte plus structurées et mieux organisées.

À cette époque-là, ils [les employés de l'entreprise de construction] étaient en train de le remplir de débris et ces voisins ont fait de l'activisme pur. Ils sont allés se disputer avec les conducteurs des camions, c'est-à-dire à se mettre juste en face des camions ou à mettre des clous par terre sur leur chemin. (Otto)

Avec à leur tête un petit nombre de professionnels appartenant au groupe des voisins, les gens ont réalisé qu'il fallait s'organiser, car leurs efforts pour bloquer les routes de temps en temps ne donnaient pas de résultats. C'est pourquoi, vers 1992, ils ont créé un comité de quartier. Selon les participants, la création de ce premier comité écologique de voisins a été l'étincelle qui a permis de déclencher tout le processus de mobilisation sociale. Le comité a entrepris de faire un diagnostic plus sérieux pour comprendre à qui appartenaient les terres environnantes et quel cadre juridique existait pour contrôler les usages de ces territoires et la protection environnementale. Tout en découvrant qu'il n'y avait pas beaucoup de lois environnementales pour les protéger, ils ont réalisé en faisant leur recherche que les plans d'eau appartenaient à l'État et que selon la loi, une zone forestière devrait être maintenue sur leurs bords. Cette information a permis d'étayer les demandes de la communauté, mais l'entreprise de construction privée a commencé aussi à se montrer plus menaçante.

Lorsque nous nous sommes organisés, et que nous avons commencé à empêcher l'entrée des camions, l'entreprise de construction envoyait des gardes pour escorter les camions, et ils venaient armés, avec des fusils de chasse pour menacer les gens. Mais nous leurs disions : attendez un moment! À qui sont les zones humides? Les zones humides appartiennent à la nation, et la nation c'est nous! C'est avec cette motivation que nous avons commencé notre travail. (Amy)



Image 5. Photographies de la Fondation : A) journée de protestation et de travail collectif, B) journée de nettoyage, C et D journée de nettoyage du corps d'eau. Images fournis par la fondation la Conejera. Années nonante, sans date précis.

Bien que le groupe ait commencé à se consolider, les voisins sentaient que leur comité n'avait pas assez de force pour lutter contre le remblayage des lacs et contre la pollution de l'eau. Ce premier groupe de voisins était très hétérogène, composé de professionnels de différents secteurs tels que des vétérinaires ou des professeurs, ainsi que de personnes âgées, de femmes au foyer, d'ouvriers, de chômeurs et même d'enfants. Alors, en 1993, ils ont décidé d'aller plus loin et de créer un organisme sans but lucratif appelé la Fondation La Conejera.

Nous nous sommes vite rendu compte que les problèmes étaient trop grands et qu'avec un simple comité écologique on n'allait pas pouvoir trouver des solutions. Alors on a dû penser à une organisation ayant une personnalité juridique et avec une capacité de gestion pour avancer dans le processus de défense. À cette époque-là, c'était de la défense. Nous l'avons appelé « processus de défense, récupération et conservation de la zone humide La Conejera », mais à cette époque-là il s'agissait surtout de protéger la zone humide des impacts négatifs. (Amy)

Cette période coïncide avec l'arrivée d'un groupe d'étudiants universitaires qui partageaient un intérêt pour la protection de la zone. Les étudiants qui, à cette époque-là, étaient à la recherche des écosystèmes en péril, ont rapidement découvert que le dépôt de matériaux était une menace d'extinction pour la zone humide. Alors que l'intérêt des étudiants était au départ purement universitaire, ils se sont aperçus, en visitant la zone, des tensions entre les voisins et les développeurs.

Nous avons commencé à découvrir qu'ils avaient des *tinguas*<sup>71</sup>, *tinguas* à bec vert, *tinguas* à bec rouge, il y avait d'autres espèces. [...] les étudiants ont commencé à contribuer beaucoup depuis leur université et ils ont partagé leurs connaissances avec les gens. Puis les gens ont commencé à être sensibilisés sur la zone humide. (Amy)

Avec la collaboration d'un petit groupe d'étudiants qui ont rejoint la Fondation, une structure de quatre comités de travail a été établie : le comité de la restauration des écosystèmes était en charge de toute la flore et la faune, des arbres, de toute la végétation, les semilles, les catalogues des semences, etc.; le comité du droit de l'environnement était responsable de toute la partie juridique de la défense de la zone humide; le comité administratif s'occupait des projets; finalement, le comité d'éducation environnementale et de la participation communautaire se chargeait de la mobilisation citoyenne. La participation des étudiants a permis aussi de créer des liens avec des scientifiques et des intellectuels qui ont commencé à appuyer la cause des nouveaux environnementalistes.

En même temps, le problème de l'urbanisation non planifiée était devenu hors de contrôle dans la ville de Bogotá. Dans la décennie des années 90, beaucoup de gens à faible revenu ont eu besoin d'une maison où vivre, et l'administration de la ville n'était pas capable de donner des réponses adéquates. Ce scénario offrait une occasion d'affaires pour les constructeurs pirates qui profitaient des nouvelles terres asséchées, constituées des

---

<sup>71</sup> C'est un oiseau endémique du plateau de Bogotá : « *Rallus semiplumbeus* occurs on the Ubaté-Bogotá plateau in Cundinamarca and Boyacá in the east Andes of Colombia ». Consulté le 1 octobre 2017 <http://www.birdlife.org/datazone/speciesfactsheet.php?id=2868>

anciennes zones humides. Bien que le quartier Compartir ait été légalement construit, la terre qui se trouvait à côté de celui-ci était systématiquement asséchée, comme c'est arrivé dans d'autres parties de la ville, pour être vendue aux personnes pauvres qui voulaient construire leur maison par elles-mêmes. Le développement des quartiers populaires de la ville de Bogotá à travers des initiatives d'autoconstruction est documenté dans la littérature.

L'année 1995, je crois, le groupe de coordination juridique de la Fondation était déjà en marche, ils avaient déjà porté plainte contre ces types [développeurs pirates qui vendaient des lots frauduleusement]. (Jose)

Pour mieux comprendre ces conflits reliés à l'utilisation inappropriée et non contrôlée des terrains, nous pouvons prendre en considération les mots de Zoe, qui expose comment les conflits d'utilisation des terrains sont liés à l'histoire de la formation de quartiers illégaux dans la ville de Bogotá.

Les conflits par rapport à l'utilisation des terres sont liés à la formation de quartiers de manière illégale, à travers la corruption. En faisant une gestion irrégulière dans l'attribution des lots, les gens finissent par habiter des terrains qui ne devraient pas être habités. Puis après, c'est eux qui ont besoin de résoudre le problème créé et ils deviennent des alliés de la récupération. La tension se situe dans ces intérêts spécifiques derrière l'attribution des lots. (Zoe)

En raison du besoin de logement pour les familles pauvres dans la décennie des années 90, et du fait qu'à l'époque il y avait une grande négligence de la part des autorités au sujet de l'urbanisation irrégulière, les gens préféraient en général acheter un lot même s'ils savaient qu'il s'agissait d'une affaire illégale. Cette situation de développement irrégulier des quartiers, ajoutée aux problèmes vécus avec l'entreprise de construction, créait un climat de méfiance. Dans les premières années, les environmentalistes ont pris des mesures pour ne pas se mettre en danger : par exemple, quand ils devaient traiter de sujets sensibles, ils décidaient de se réunir en secret; ils étaient aussi très prudents dans leurs déplacements lorsqu'ils pensaient qu'il y avait des gens suspects dans le voisinage.

Aussi, dans le récit de Jose, nous pouvons observer plus clairement les liens entre l'urbanisation illégale et la dynamique politique malsaine qui menaçait la zone humide La Conejera :

Ces « promoteurs immobiliers » étaient des gens qui faisaient de la politique au niveau provincial. C'était compliqué parce qu'ils arrivaient avec des gardes du corps et c'étaient eux qui vendaient les lots dans le quartier « Londres » [construit dans des terrains qui appartenaient originellement à la zone humide La Conejera]. Beaucoup de ceux qui étaient arrivés au début étaient leurs contacts, parce qu'ils faisaient d'abord le remblayage d'une zone humide et le premier lot qu'ils vendaient l'était à un type qui installait une quincaillerie pour vendre des matériaux de construction aux autres qui allaient venir. Puis après d'autres services. « Est-ce que vous avez besoin d'avoir les rues pavées? Alors, il faut parler avec le *doctor* [personne en charge des contacts corrompus] Est-ce que vous voulez avoir une antenne parabolique? Il y aura un barbecue avec le *doctor*, il faut y aller, et parlez avec lui, mais n'oubliez pas les votes. À cette époque-là, c'était comme ça, très sauvage. (Jose)

Et le récit de Jose continue ainsi :

Il y a eu un retard avec les remblayages. À cette époque-là, [les promoteurs immobiliers illégaux] venaient à la zone humide et vendaient [des lots]. Ils se plaçaient dans un endroit comme celui-ci, lançaient une petite pierre et signalaient l'endroit où la pierre tombait dans l'eau : « C'est là que va être votre lot », ils disaient. C'est comme ça qu'ils vendaient. Ils vendaient et mettaient des kiosques semblables à ceux des gardiens de sécurité, là-bas, près de la place de Suba. C'est là qu'ils faisaient leurs affaires et les notaires faisaient comme si rien ne s'était passé et donnaient des titres de propriété. Une fois, comme ils étaient en retard avec les remblayages, il y a eu un moment où les gens eux-mêmes étaient déçus de toute la situation. Ils l'ont dénoncée, puis il y a eu les autres plaintes [celles portées par la Fondation] puis ça a aidé à bloquer le travail de ces types, ils sont partis dans peu de temps. Les « Patiños », qui appartenaient au « Cartel de las rondas » [Cartel des rivières], avec Mariano Porras et toutes ces personnes, ils ont rempli des grandes parties de la zone humide de Jaboque [à l'ouest de Bogota], de la zone humide de Juan Amarillo [dans l'arrondissement de Suba, très proche de La Conejera], ils ont formé le « Cartel de las rondas ». Dans ce cartel était aussi Forero Fetecua et ils avaient toute cette machinerie politique basée sur l'argent qu'ils ramassaient et sur le développement « cubiste » ou progressif de la ville, une petite maison carrée et ensuite une autre. (Jose)

Cette manière « progressive » de construire fut une stratégie utilisée par les nouveaux propriétaires de lots pour gagner quelques mètres à chaque fois qu'ils construisaient un nouvel étage. La plupart des fois, les propriétaires bâtissaient eux-mêmes leurs maisons avec l'aide de la famille et des voisins, d'une manière progressive : chaque fois qu'ils réussissaient à obtenir les ressources, ils construisaient un niveau supplémentaire. Comme nous pouvons le voir, une des traces les plus marquantes des quartiers populaires de la ville de Bogotá est la forme « cubiste » des maisons construites; nous pouvons observer ce phénomène dans le quartier « Londres » construit sur des terrains dégagés par l'assèchement d'une partie de la zone humide La Conejera<sup>72</sup>.

---

<sup>72</sup> La connivence entre quelques autorités judiciaires et les politiciens traditionnels a permis l'existence de ces entreprises frauduleuses pendant très longtemps. La première vague des compagnies immobilières pirates dans la ville de Bogotá a



Image 6. Quartier populaire de Bogotá, exemple du développement «cubiste » ou progressif des maisons. Sepulveda, Juan. Barrios populares: hacia la búsqueda de la producción social del hábitat Bitácora urbano/territorial; Vol. 20, núm. Dans: <http://www.bdigital.unal.edu.co/26949/#sthash.UYUYAtVS.dpuf>. Consulté le 10 juillet 2017.

Alors, comme on l'a déjà évoqué, la Fondation La Conejera a d'abord mené des actes de protestation, puis a mis l'accent sur le volet éducatif et juridique. Cela veut dire que ses actions se sont concentrées d'une part sur les activités d'éducation environnementale pour sensibiliser les habitants des quartiers environnants, et d'autre part sur les activités juridiques visant à préparer les arguments pour déposer des plaintes et à aller devant les tribunaux pour défendre ses causes, ce qui était innovateur à cette époque-là dans le contexte de la ville de Bogotá. La Fondation La Conejera a été pionnière dans la confrontation des personnes et des entreprises polluantes en s'appuyant sur la loi, profitant du nouveau cadre juridique donné par la constitution politique de 1991<sup>73</sup>, qui reconnaissait le droit à l'environnement sain et qui apportait un mécanisme juridique pour la défense des droits collectifs tel que l'*action populaire* et un mécanisme pour la défense des droits fondamentaux tel que l'*action de tutelle*.

---

été marquée par les noms de Rafael Forero Fetcua et Mariano Porras et par l'existence du « Cartel des rivières ». Vers les années 2000, le phénomène continuera. Mais de son côté, la lutte de la population locale se portait à la défense d'un espace collectif tel que la zone humide La Conejera, un endroit que les développeurs illégaux essayaient de prendre. Voir : El Tiempo. Nuevos piratas de la tierra En Bogotá. <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-537636>. 29 d'avril de 2001. El Tiempo. Herencias de Porras y Forero Fetcua. <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-948374>. 5 de novembre de 1999.

<sup>73</sup> Voir Chapitre Contexte pages 17 et 18.

Les participants nous racontent aussi comment ils ont entrepris leur tâche de réseautage et utilisé un lieu non-conventionnel, nommé l'« Ecobus » pour fonder leur « quartier général ». L'« Ecobus » était un ancien wagon de trolleybus acheté par la Fondation La Conejera pour avoir un lieu de rencontre, ce qui était une solution moins chère que de construire une salle de réunion. Auparavant, ils travaillaient dans le logement d'un des membres, ou dans le salon du *Conseil d'action communal*<sup>74</sup> du quartier, mais rapidement ils ont réalisé l'importance d'avoir un véritable siège social. Dans l'« Ecobus », ils géraient leurs activités administratives, mais surtout ils donnaient un atelier de sensibilisation dans lequel ils racontaient leur histoire et ils partageaient les leçons apprises dans les différents volets de leur action (juridique, éducatif et de restauration écologique), pour tous ceux qui venaient apprendre de leur expérience. Dans ce lieu, tous partageaient leurs expériences et échangeaient des stratégies pour agir à la défense des zones humides avec d'autres environmentalistes venus des différents arrondissements de la ville.

L'« Ecobus » est devenu pour nous le « siège social », l'endroit où on se rencontrait, comme disait une amie « pour conspirer », pour parler, pour nous réunir pour défendre les collines, les zones humides. C'est comme ça qu'on faisait toutes les réunions clandestines, parce que comme je vous dis, c'était dangereux d'en parler, il fallait parler en secret presque [...] « Bon, l'aqueduc [EAAB, la compagnie des eaux et des égouts] fait ça, nous n'allons pas les laisser détruire telle ou telle zone humide, comment on va la défendre? Etc. » Nous nous préparions pour aller aux tribunaux, aux audiences publiques, pour faire des revendications, tout ça dans l'« Ecobus ». (Otto)

Dans les récits des participants, nous voyons comment la Fondation commençait à avoir du succès dans les décisions juridiques et c'était principalement une *action populaire*<sup>75</sup> qui reconnaissait ce lieu comme un écosystème de zone humide; cela leur a donné beaucoup de visibilité face aux autres environmentalistes de la ville, qui se sont rapprochés d'eux pour s'informer sur le travail fait à La Conejera, et face aux journalistes, qui en ont fait la couverture dans les médias. Ils nous racontent aussi comment l'augmentation de l'intérêt pour s'impliquer dans la défense des écosystèmes de zone humide de la ville de Bogotá s'est traduite dans la création en 1999 d'un réseau de zones humides qui regroupe différentes fondations et environmentalistes unis pour la même cause. Comme nous allons le voir dans les sections suivantes, la création de ce réseau a impliqué la mise en

---

<sup>74</sup> En espagnol : *Junta de acción comunal* (JAC).

<sup>75</sup> Mécanisme juridique pour la défense des droits collectifs.

œuvre d'une mobilisation environnementale avec une capacité de représentation devant les pouvoirs publics, ce qui a entraîné une plus grande visibilité des environmentalistes dans la sphère politique municipale. Des participants nous donnent aussi des exemples des rapports entre les environmentalistes et les administrations municipales, au début, lorsque la Fondation avait beaucoup d'autonomie, vers les années 1998 et 1999.

Les bureaux municipaux appelaient à la Fondation pour nous demander de l'information car ils ne l'avaient pas, même s'il s'agissait d'information officielle, car à cette époque-là, ils la perdaient facilement. Ils ne la trouvaient pas et ils nous demandaient des choses [...]. Nous avons tenus les rênes de la connaissance. (Zoe)

Des consultants venaient [embauchés par les bureaux publics] et nous faisons des réunions et on disait, on doit partager l'information même si on la donne gratuitement et que, eux, ils vont facturer des millions, mais c'est la seule façon de laisser l'information enregistrée dans un dossier [officiel]. (Jose)

Donc, à partir de tout ce travail de défense, c'est la société civile organisée qui a fait pression sur les institutions en demandant des actions et un contrôle sur les zones humides, qui commençaient à être considérées comme des espaces publics. Mais, à leur tour, les pouvoirs municipaux se sont mis à investir de l'argent dans les zones humides et à exercer des mesures pour contrôler le territoire, visant à développer des projets urbanistiques. Cette nouvelle façon d'interagir avec les bureaux municipaux a signifié pour le mouvement environmentaliste la perte d'une partie de son autonomie et le début de son institutionnalisation.

Nous parlions déjà du mandat de Peñalosa<sup>76</sup> et de construire l'Avenue Longitudinale d'Occident [ALO]. Nous avons dit : « Un moment! Oui, vous pouvez construire l'avenue, mais vous devez prendre des mesures compensatoires ». Il y a des sujets très délicats, comme celui de certaines espèces [d'arbres] dont nous nous sommes rendus compte qu'ils avaient une distribution totalement restreinte. C'est là qu'il y a eu des pressions très fortes contre la fondation. Le DAMA [Département de l'environnement] a commencé à nous couper l'aide et à nous rendre les choses plus difficiles. Avec beaucoup de travail, en 1998, nous avons réussi à signer une entente pour continuer à arboriser le reste de la zone, mais en 1999, nous étions « jusqu'ici » [montre son cou] avec les membres du DAMA [ils nous mettaient beaucoup de pression].<sup>77</sup> (Jose)

---

<sup>76</sup> Enrique Peñalosa, maire de Bogotá entre janvier 1998 et décembre 2000 et élu à nouveau pour le terme 2016-2019.

<sup>77</sup> Geste qui exprime une menace imminente, qui ressemble à l'expression « avoir la corde au cou ».

## 5.2. Une mobilisation sociale fondée sur le dialogue des savoirs

Lorsque nous abordons l'expérience des environnementalistes, nous constatons que pour eux la mobilisation citoyenne est intimement liée aux processus de connaissance du contexte. Dans les récits, les participants nous racontent les façons dont ils ont développé leurs stratégies de travail autour de l'idée que la production d'une connaissance propre leur donnait le pouvoir de transformer la réalité. Cela explique pourquoi ils ont mis l'accent sur des exercices de recherche participative et d'éducation populaire visant à améliorer les conditions de vie des personnes et l'état du milieu naturel.

Nous [Les membres de la Fondation] passions beaucoup de temps dans la zone humide [la Conejera], et tout le temps nous marchions d'un bout à l'autre [des lacs]. C'était notre quotidien : un jour nous avons réalisé qu'un oiseau migrateur arrivait, un autre jour nous avons réalisé qu'il y avait tel ou tel problème, plusieurs choses qui arrivaient jour après jour. C'est la meilleure façon d'apprendre, de vivre avec la zone humide, et cela nous a permis de planifier des actions et de prendre des décisions, et de travailler avec des communautés environnantes. (Otto)

### 5.2.1 La connaissance comme un outil de défense de la zone humide

La présence des étudiants universitaires a permis une prise de conscience de la valeur écologique particulière de l'écosystème, conscience qui n'existait pas auparavant, et cette convergence entre les étudiants et les voisins est devenue un élément important pour la mobilisation sociale autour de la défense de la Conejera.

Jusqu'à cette rencontre, les voisins avaient une connaissance limitée de la problématique. Même si les voisins étaient conscients des problèmes de pollution qui affectaient leur santé, ils ne savaient pas qu'il y avait l'existence d'un écosystème de zone humide avec une valeur écologique significative.

Puis, nous sommes partis en expédition. Nous sommes arrivés là-bas et quand nous avons vu cette zone humide si belle, si spectaculaire... à cette époque ils étaient en train de la remplir, mais c'était toujours très beau, c'était grand. Nous sommes arrivés à la zone humide La Conejera et à ce moment, comme il y avait déjà les débris, on pouvait voir là en bas. Nous sommes arrivés pour prendre des photos. [...] Alors nous avons vu qu'il y avait des personnes qui arrivaient et l'une de ces personnes était Gael. Il était un voisin de la zone, il habitait là. Quand il nous a vus, que nous étions là, il était surpris et nous a demandé : « Vous êtes qui? Qu'est-ce que vous faites là? ». Nous

avons dit « Nous sommes des étudiants en biologie » et nous lui avons demandé : « Vous savez c'est quoi ceci? ». Il a dit « Non ». Et nous lui avons raconté : « Ça, c'est une zone humide, et les zones humides sont très importantes ». J'avais un guide sur les oiseaux et je lui ai dit qu'il y avait des espèces uniques dans le monde qui habitaient là, et qu'elles étaient en danger d'extinction. Là, Gael était surpris, nous avons échangé nos numéros de téléphone et nous avons commencé à parler. (Otto)

Alors, les étudiants ont commencé à fréquenter la zone humide et à être visibles et reconnus par les voisins; en même temps, les étudiants ont pris conscience de la problématique sociale derrière les problèmes de pollution, et ils se sont engagés avec la communauté. Voici ce que Nous a déclaré un étudiant :

Il y a eu un jour où nous n'avons pas pu continuer à garder notre position d'être simplement des observateurs de ce qui arrivait. Ce jour a été quand un convoi de camions est entré avec un tas de gardiens de sécurité embauchés par l'entreprise de construction. Nous avons vu comment les gens sont sortis pour les confronter, afin de ne pas laisser passer le convoi. Nous étions en train de filmer, et à ce moment-là nous avons vu des gardiens de sécurité qui sont allés agresser ceux qui bloquaient le passage des camions. À un moment, l'une des personnes qu'ils agressaient était une femme qui criait beaucoup : Norah. Quand nous avons vu que des hommes armés agressaient cette femme, nous sommes tout de suite descendus et avons confronté ces *guachimanes* [gardiens de sécurité]. Même s'ils avaient des armes et tout ça, ils étaient un peu déconcertés parce qu'ils ne s'attendaient pas à être confrontés par quelqu'un d'autre que la communauté. (Jose)

Une fois la Fondation créée, avec la participation des étudiants tels que Otto et Jose, le groupe des nouveaux environnementalistes a déployé de nouvelles stratégies pour atteindre leur objectif de défendre la Conejera. Alors, cette synergie entre la mobilisation citoyenne et l'esprit scientifique devint ce qui a marqué le caractère du mouvement environnementaliste émergent. Du fait qu'elle ait été formée par un groupe de personnes si diverses, la Fondation a visé une approche holistique, considérant aussi que la manière la plus efficace de se battre contre l'injustice sociale et environnementale est d'utiliser le cadre légal donné par les lois de la république. De cette façon, le profil de la Fondation La Conejera a été orienté vers les actions techniques et légales plutôt que les actions protestataires en évitant les actes violents.

Nous faisons des *actions populaires*, nous nous asseyions pour écrire des documents... d'autres formes de lutte aussi. Je crois que c'est ça un vrai mouvement environnemental, pas d'aller faire un scandale et de s'attacher aux arbres, même si ça

c'est aussi important et il y a des gens qui le font. Moi au moins, je ne l'ai jamais fait, et je ne le ferai pas. Je le faisais d'une autre manière, en me basant sur la connaissance scientifique, en m'asseyant pour écrire un document très bien argumenté. Traiter le sujet de manière sérieuse, faire une présentation devant beaucoup de gens, ça je l'ai fait aussi. (Otto)

Une fois la Fondation créée, les membres ont commencé à chercher des ressources pour financer leurs projets axés sur des volets juridiques et éducatifs et pour embaucher des professionnels, et ils ont trouvé des ressources de coopération internationale à l'aide d'Ecofondo<sup>78</sup>. Avec cet argent, ils ont constitué une équipe de travail interdisciplinaire et ils ont commencé à faire l'amélioration du terrain : par exemple, ils ont nettoyé le plan d'eau, en enlevant les plantes envahissantes et les déchets qui restaient dans l'eau, ils ont planté des arbres indigènes et ils ont mis une clôture.

Il y a l'avocat et il y a le technicien, le biologiste. Alors, qu'est-ce qui arrive avec les spécialistes des sciences sociales? Le biologiste sait tout sur les plantes, il sait sur tout ça; l'avocat connaît tout sur la norme, mais il ne sait pas comment approcher la communauté. Quels mécanismes, quelles stratégies j'utilise pour approcher les gens d'une manière significative? Comment je crée des liens avec les communautés? Comment on les intègre, comment on fait pour produire des processus d'appropriation de l'environnement de la part de la communauté? C'est là qu'il y a ces trois professionnels. Mais où est celui qui approche les enfants? Celui qui approche les écoles? Comment on traite le sujet de manière pédagogique et didactique? C'est pour cette raison qu'on fait un travail interdisciplinaire. Ici, ce n'est pas une personne qui a tout fait, ça a été les regards de différentes disciplines autour de la zone humide; c'est-à-dire un travail interdisciplinaire et la capacité de gestion. C'est là que réside le succès de la Fondation. Ce n'est pas le travail d'une personne, d'un avocat qui pourrait dire qu'il a tout fait, ça aurait été impossible. (Amy)

Le dialogue des savoirs, entre la connaissance qui se trouve au sein de l'expérience de la vie quotidienne, et la connaissance produite dans des milieux universitaires, est devenu un outil très efficace pour la défense de la zone humide. Nous avons vu que les participants nous racontent comment, à l'aide de ce dialogue des savoirs, ils sont arrivés à porter des plaintes devant les tribunaux pour dénoncer la contamination de l'eau en utilisant le mécanisme juridique de l'*action populaire*, grâce à laquelle les juges ont pris des décisions en faveur de la Conejera.

---

<sup>78</sup> Voir chapitre Problématique, page 26.

Dans le cadre de l'*action populaire*, un pacte a été signé. Le propriétaire d'un terrain adjacent à la zone humide n'a jamais voulu toucher à nouveau la zone humide. À un moment donné, il avait une porcherie, et il avait un centre de lavage de pommes de terre. Il prenait l'eau de la zone humide pour laver les pommes de terre... une série de « trucs croches » qu'il faisait. Nous avons réussi à l'arrêter, même s'il avait un avocat qui après est devenu membre du Conseil d'État. Nous avons réussi à arrêter monsieur « X », avec cette action populaire : nous avons réussi à l'arrêter, parce que, dans la décision, sa relation avec l'aqueduc [EAAB, la compagnie des eaux et des égouts] a été établie, le fait qu'il était à l'origine de la dégradation de l'environnement. Il était un type très dangereux, il est venu ici avec ses gardes du corps armés avec des pistolets-mitrailleurs; lui, il est un personnage sombre de l'histoire nationale. (Jose)

En continuant dans cette même ligne, nous trouvons dans les récits des participants que, pour eux, la capacité de savoir ce qui se passait à la zone humide représentait une opportunité de leur autonomisation (*empowerment*) leur permettant de prendre l'initiative de promouvoir la mobilisation citoyenne afin d'agir pour trouver des solutions aux problèmes sociaux et environnementaux de La Conejera. Dans ce sens, nous voyons comment la communauté a trouvé dans la Fondation une espèce d'autorité locale, jouant le rôle d'observateur et de contrôleur citoyen mais avec une capacité d'action assez restreinte. Les participants nous racontent comment, à l'époque, ils avaient un sentiment de souveraineté basé principalement sur les savoirs locaux et sur la connaissance du territoire. Par exemple Zoe mentionne que :

Il y a une autre affaire, et c'est que lorsque j'étais là, nous avions des ressources externes. Un territoire que le District [la municipalité] ne comprenait pas, qu'il n'était pas capable de lire et ne savait pas maîtriser. Les gens d'ici étaient capables de comprendre le territoire et de créer des liens entre eux. Nous avions des liens avec eux. Nous avions de la souveraineté dans le territoire, nous étions des souverains dans ce territoire, c'était légitime et c'était souverain le travail qu'on faisait. Si un arbre tombait, on le savait. À minuit, ils arrivaient avec un oiseau qu'ils avaient trouvé, ils amenaient tout animal qui arrivait à la maison, même les problèmes de famille arrivaient à la Fondation pour être résolus, c'était un gouvernement. (Zoe)

Aussi, le rapport entre le monde universitaire et l'environnementalisme a été très fort dès le début, car ce sont les arguments scientifiques qui ont été les plus convaincants pour exiger que l'État préserve ces écosystèmes.

Après que Gael a créé la fondation avec d'autres personnes de la communauté, nous leur avons dit : « Nous avons la capacité de présenter un projet et nous avons déjà l'information clé dont nous avons besoin. Nous avons des preuves que ce qu'ils ont essayé de cacher là est unique ». C'est là qu'on a réussi à utiliser les concepts de l'Université Nationale et du Musée des sciences de la nature. Ces concepts ont été très

utiles pour commencer à formuler le premier projet. Nous avons apporté cette information et Gael a fait une proposition pour l'Ecofondo à ce moment-là. (Jose)

Les arguments scientifiques ont nourri à la fois les stratégies d'aménagement, d'éducation populaire et les arguments des actions juridiques. Par exemple, la découverte des espèces rares et des conditions uniques dans ce milieu a servi comme un argument en faveur de la restauration écologique pour la défense du territoire devant les tribunaux, et a aussi servi de base pour générer un sentiment d'appropriation de la part des habitants du quartier et de la ville.

En plus, nous cherchions à avoir l'appui des personnes plus influentes, dans tous les aspects, politique, milieu universitaire, etc. Nous étions de bons amis de van der Hammen<sup>79</sup> et il était également très proche de nous parce qu'il connaissait notre travail, nous l'avions invité, et nous lui avons montré tous les progrès et il était très content de nous. Il a partagé avec nous quelques documents sur l'importance de la forêt « Maleza de Suba »<sup>80</sup>. Nous avons vu clairement qu'il fallait la protéger et van der Hammen nous a soutenu beaucoup dans ce travail. (Otto)

Parallèlement, la Fondation s'est intéressée à vulgariser les connaissances que ses membres commençaient à recueillir, en renforçant de cette façon le volet éducatif, visant à travailler en premier avec les communautés les plus proches à la zone humide. En fait, c'est la vulgarisation de la connaissance scientifique qui a été au cœur du volet éducatif de la Fondation, et ce fut la société civile organisée, qui, à ce moment donné, a comblé un vide éducatif, permettant le rapprochement de la communauté avec le monde universitaire.

Je me souviens qu'on pouvait voir les arbres, là, très loin. Il y avait beaucoup de débris par contre. Je me souviens beaucoup d'Amy, de Rosa et de Maria, elles ont commencé à travailler avec les enfants et moi j'étais l'un des enfants. Elles nous ont appris à prendre soin de la zone humide. Je me souviens des plantations d'arbres qu'on a faites. Ça m'a marqué tellement que là, maintenant, je travaille pour la zone humide. Ça a été

---

<sup>79</sup> Thomas van der Hammen, né à Schiedam (Pays-Bas) le 27 septembre 1924 et mort à Chía (Colombie) le 12 mars 2010, est un géologue, botaniste et archéologue hollandais. Ses principaux travaux ont eu pour cadre l'Amérique du Sud et en particulier la Colombie, Van der Hammen ayant principalement étudié les Andes et l'écosystème du páramo, notamment à Sumapaz. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas\\_van\\_der\\_Hammen](https://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_van_der_Hammen) Consulté le 1 octobre 2017.

<sup>80</sup> La forêt « maleza de suba », connue aussi comme « hacienda las mercedes », se trouve proche de la zone humide la Conejera et est considérée comme le dernier vestige de la forêt originale du plateau de Bogotá. Pour plus d'information voir :

Escobar, J. El Bosque Las Mercedes en Bogotá. Dans: <http://humedalesbogota.com/2014/12/11/el-bosque-las-mercedes-en-bogota/>

Et Andrade, G. El soporte científico de la reserva van der Hammen que ignora el alcalde. Dans: <http://www.unperiodico.unal.edu.co/en/dper/article/el-soporte-cientifico-de-la-reserva-van-der-hammen-que-ignora-el-alcalde.html>

un exemple très positif et très fort, parce que ce que je percevais, c'était qu'il ne s'agissait pas seulement de ne pas empêcher le remblayage de la zone humide, mais plutôt d'agir en sa faveur. (Lisa)

L'esprit scientifique des étudiants et des professionnels engagés et l'ouverture d'esprit des voisins ont contribué au succès de la Fondation dans les premières années. La transformation physique de la zone humide par les actions des environmentalistes, la vulgarisation des connaissances parmi les stratégies d'éducation environnementale et la contribution des membres de la Fondation au développement du cadre juridique environmentaliste ont été les résultats les plus remarquables, qui ont attiré l'attention des habitants de la ville de Bogotá. Par rapport à ce sujet, dans les récits, nous pouvons observer particulièrement comment cette mobilisation a surtout influencé d'autres environmentalistes qui, à cette époque, travaillaient isolés dans les autres quartiers.

La Conejera devient un point de repère. Mais il y a aussi des gens dans d'autres endroits [de la ville] qui font des choses, et ces gens voient un soutien dans la Conejera, c'est-à-dire qu'ils considèrent que là-bas ils trouvent des conseils pour mieux intervenir dans d'autres endroits [des quartiers et des arrondissements avec présence des zones humides]. Alors, dans le cadre d'un des projets financés par l'Ecofondo, la création du réseau de zones humides a été incluse en 1999. (Zoe)

Parmi les récits des participants, nous voyons comment le modèle d'intervention proposé par la Fondation a combiné l'éducation, l'intervention sociale, la gestion juridique et la recherche scientifique. Mais, en faisant le bilan des succès de cette première étape, les participants ne sont pas d'accord à propos du volet de l'éducation environnementale, et certains de entre eux manifestent leurs critiques à cet égard :

Malheureusement, je crois que nous nous sommes trop limités à des processus d'éducation sur l'environnement, parce que c'est ce qui vend le plus. En fait, je pense que les processus d'éducation environnementale doivent être modifiés, parce que nous avons dépensé beaucoup d'argent et la zone humide est dans le même état qu'il y a 10 ans, quand nous avons commencé les processus d'éducation. Je me rends compte que si je suis dans la rue et je demande aux gens s'ils savent ce qui arrive avec la zone humide, je vois comment les jeunes sont peut-être plus au courant de la situation, mais la communauté en général n'est pas vraiment intéressée. (Katia)

De son côté, des autres participants soutiennent qu'il est important de maximiser les stratégies d'éducation environnementale *in situ*, car cela permet la production et la circulation de connaissances sur le milieu naturel, en particulier pour les communautés qui

ont moins de ressources. Une des intervenantes à l'époque, qui plus tard est devenue professeure, a soulevé que la zone humide n'est pas suffisamment utilisée.

Je pense que les écoles qui se trouvent dans l'entourage des zones humides ou qui en sont proches profitent de l'information et du dialogue [produits par les ateliers d'éducation environnementale]. Mais pour les écoles qui ne sont pas proches des zones humides, il y a des difficultés de déplacement, puis les enseignants sont complètement ignorants par rapport à ces endroits [les zones humides]. Aussi, je pense qu'il y a un manque dans les programmes des écoles et des universités. Il y a des omissions, parce que nous, les enseignants, nous ne disposons pas de cette information. Et la situation est très difficile en ce qui concerne ces déplacements. Parfois, je montre une vidéo sur la zone humide [quand je donne des formations] et ce serait parfait d'aller faire une visite pratique, mais il n'y a pas d'argent, pas d'autobus, pour faire ça. (Bea)

### 5.2.2 Le partage des leçons apprises : d'une organisation à un réseau plus large

Dans une deuxième étape, après 1999, la mobilisation lancée depuis le quartier Compartir, dans l'arrondissement Suba, devint visible dans toute la ville de Bogotá et un mouvement à l'échelle de la ville commença à se développer. Le travail de la Fondation eut des échos dans les médias et d'autres habitants de la ville aux prises avec les mêmes problèmes s'identifièrent à eux et les recherchèrent. Les personnes engagées à cette époque par la Fondation étaient devenues des références pour l'environnementalisme à Bogotá. En raison de sa capacité à surmonter le contexte difficile, et de ses réalisations qui proposaient un modèle de gestion pour les zones humides, la Fondation La Conejera a commencé à être un emblème de l'environnementalisme à Bogotá.

La Conejera, pour moi, est le lieu le plus emblématique qu'il y a à Bogotá en termes d'organisation sociale, et même politique, des écosystèmes urbains de ce type [zones humides]. Pour moi, c'est ça, à part les valeurs écologiques qui évidemment sont là et sont très importantes. Au-delà de ça, c'est un symbole, c'est le pouvoir symbolique de cet endroit, en termes de luttes sociales et civiles, et des mouvements autour de la défense des zones humides dans le district de Bogotá. (Marco)

Le réseau à l'échelle de Bogota a été constitué à partir des réunions et des moments d'échange entre les leaders des différents coins de la ville, qui allaient à chacune des zones humides de la ville pour prendre contact avec des autres environnementalistes et voisins. En raison de l'intérêt qu'il y avait pour la création du réseau, la Fondation La Conejera a cherché du financement pour le projet. Donc, dans le cadre de l'un des projets financés par l'Ecofondo, la création d'un réseau des zones humides a été envisagée.

C'est là qu'on a créé le Réseau des zones humides. Dans l'« Ecobus », c'est là que les gens venus d'autres zones humides arrivaient et nous cherchaient, de partout à Bogotá. Ils arrivaient et nous nous réunissions dans l'« Ecobus ». La première chose, c'était de donner l'atelier, à toutes les personnes qui venaient, on donnait l'atelier et nous leur apprenions comment nous avons récupéré La Conejera, quel type de gestion nous avons fait, qui l'avait fait, etc. Les gens aimaient beaucoup [l'atelier] et ils voyaient là une opportunité, pour tous ceux qui voulaient défendre leur zone humide dans n'importe quelle partie de la ville. (Otto)

La création du Réseau a permis de coordonner des actions pour la défense des zones humides au niveau municipal et a donné une identité au mouvement, ce qui a rendu visible le travail des communautés auparavant méconnues et isolées.



Image 7. L'Ecobus. Dans: ECObus: El símbolo del abandono del humedal La Conejera. 17 novembre 2016 Daniel Bernal. Fondation Humedales Bogotá. <http://humedalesbogota.com/2016/11/17/ecobus-simbolo-del-abandono-del-humedal-la-conejera>. Consulté le 10 juillet 2017.

Des gens nous contactaient de Kennedy, de Fontibon<sup>81</sup>, de partout. C'est là que nous avons décidé de créer le Réseau des zones humides, parce que nous avons compris que la problématique n'est pas seulement ici, elle concerne tout Bogotá. Pour tout le monde, la référence était La Conejera. Quand les gens venaient nous visiter, nous avions déjà beaucoup d'expérience [...]. Gael a dit « il faut qu'on soit plus forts », et il a fait les efforts de gestion pour que le réseau des zones humides soit financé. Il a obtenu du financement et avec cet argent on a pu embaucher un professionnel social.

<sup>81</sup> Noms des arrondissements de la ville de Bogotá.

Comme cet argent était limité, au début c'était juste un professionnel social, initialement ça a été Zoe cette personne. (Otto)

Après sa création, le Réseau commença à se prononcer sur les enjeux de la ville qui perturbaient les zones humides, et une des plus grandes inquiétudes du Réseau des zones humides était l'absence de lois et d'instruments juridiques pour la défense de celles-ci.

Le District ne faisait rien pour les zones humides, il ne faisait vraiment rien. Nous avons voulu donner une direction au Réseau des zones humides, afin de remplir le vide qui existait dans ce thème dans le travail que l'État faisait. Après, l'État a commencé à le faire. (Otto)

Les participants expriment, dans les récits, comment le mouvement se rend compte du pouvoir d'agir qu'il a gagné et de l'importance de la connaissance qui s'est construite depuis les actions communautaires et au sein de la mobilisation environnementale. En d'autres termes, ils ont réalisé que la connaissance qu'ils avaient de la ville, de ses quartiers et de ses écosystèmes, leur donnait le pouvoir d'agir pour améliorer les conditions de vie des voisins et pour préserver l'environnement naturel urbain.

Je sortais de prendre mes cours à l'Université et je venais travailler à La Conejera, j'étais l'un des premiers biologistes qui a travaillé dans les zones humides de Bogotá, et j'ai partagé beaucoup avec les gens [...]. La fin de semaine je venais et je donnais des ateliers sur la faune de la zone humide, nous avons commencé avec des groupes de 20 personnes dans le salon du Conseil d'action communal. Et le directeur a commencé à contacter des médias et à me demander de donner des entrevues aux journalistes. Nous sommes devenus célèbres et la zone humide est devenue célèbre aussi, c'était une bonne chose car la ville a également commencé à réaliser que quelque chose se passait, et les voisins des autres zones humides ont commencé à nous chercher [en disant] nous les avons vus à la télévision, nous avons lu un article dans le journal. (Otto)

Comme nous pouvons le voir dans les récits, dès le début, la Fondation La Conejera a pris en considération le dialogue autour du savoir, favorisant l'échange entre les différentes disciplines du savoir universitaire, ainsi qu'entre les connaissances scientifiques et le sens commun de l'expérience quotidienne. Cet intérêt, présent dès la formation de la Fondation La Conejera, est l'une des caractéristiques de la mobilisation environnementale qui a perduré dans le mouvement lorsqu'il a atteint l'échelle municipale avec le Réseau des zones humides.

J'avais 14 ans, ça fait 20 ans, 19 exactement. Lorsque des personnes ont commencé à nous rejoindre, des personnes qui avaient le même problème de remblayage avec des

débris, [ils venaient] de l'arrondissement de Fontibon, de l'arrondissement de Kennedy, de l'arrondissement de Suba, dans tous ces lieux il y avait deux ou trois personnes engagées. Et, lorsque j'étais dans le mouvement, tout tournait autour de la zone humide, tout ce que je lisais, tous les nouvelles que j'entendais reliées à la zone humide, je les avais en tête. (Katia)

Également, dans les récits, nous observons comment la mémoire historique est très importante et fait partie aussi de cette connaissance, comprise comme un *savoir-faire*, qui est le résultat de la mobilisation environnementale.

Lorsque j'étais ici, tous les jours nous parlions des choses qui étaient arrivées avant. Je suis arrivé en 1999, et tout a commencé en 1993, mais, comme les gens racontaient l'histoire tous les jours, je sentais que je j'avais vécu ici depuis 1993. Par exemple, je savais qu'il y avait eu des personnes âgées qui étaient venues pour protester et pour dire que si quelqu'un voulait construire, d'abord, il devait leur passer sur le corps. Je n'étais pas encore là-bas, mais je peux le dire comme si j'avais été là. (Zoe)

Le caractère ouvert de la Fondation a fait que, dès le départ, elle a eu la capacité de promouvoir le dialogue et ainsi, ses membres ont construit une façon d'exercer l'environnementalisme comme un *savoir-faire* qu'ils ont partagé librement. Ce style de travail a créé des conflits, car avant l'existence de la Fondation, tous ceux qui voulaient profitaient du manque de contrôle; mais, aussi, cet approche a signifié des changements positifs, car après son apparition des transformations ont commencé et un sentiment de solidarité est apparu, conduisant à la création d'un mouvement plus large où les gens qui, avant, voulaient agir en faveur des zones humides et ne pouvaient pas le faire, se sentaient maintenant bien accueillis. Le Réseau a donné plus de confiance au mouvement et a permis à ses membres de développer des sentiments de solidarité contribuant à surmonter les obstacles que leur impose une société marquée par une histoire de violence.

Bogotá est un contexte différent du reste du pays. Ici, nous pouvons entrer en conflit avec les institutions, et même si c'est dur, ça ne va pas coûter la vie à quelqu'un. Dans d'autres zones du pays, on est très menacé par la guerre<sup>82</sup>. Quand j'étais là, [à La Conejera] je pensais que nous, comme société [colombienne], sommes très brisés. Parce que nous vivons la guerre, nous sommes très « brisés ». Nous avons vu beaucoup de violence dans ce pays. Pour moi, c'est mon rêve. Qu'on soit capable de construire une société civile organisée, avec une réelle capacité de négociation. Peut-être que nous, qui avons vécu la guerre, n'avons pas cette capacité. Beaucoup de gens qui ont

---

<sup>82</sup> Si un accord de paix entre le gouvernement de la Colombie et la guérilla des FARC a bien été signé le 4 novembre 2016, l'existence d'autres groupes armés dans le pays rend encore difficile le travail des organisations sociales, surtout dans les régions les plus éloignées.

essayé de négocier ont été tués. Il y a beaucoup d'intérêts qui deviennent plus importants que la possibilité de construire une société ensemble. (Zoe)

Dans la dernière citation, Zoe ouvre une petite fenêtre pour nous montrer comment les mouvements sociaux environnementalistes (en ville) ont vécu le conflit colombien. Tenant compte du contexte général de notre recherche, et de cette piste trouvée dans le récit de Zoe, nous observons l'importance de considérer le rapport entre la violence vécue et le déchirement du tissu social. Car c'est peut-être le plus grand défi à surmonter pour construire ce qu'elle appelle « une société civile organisée », avec « une réelle capacité de négociation », en d'autres termes, pour que la Colombie soit un pays moins polarisé et moins inégal.

### 5.2.3 Une politique de district pour la gestion des zones humides

Une troisième étape de la mobilisation environnementale, que nous pouvons relier à sa formalisation en tant que mouvement environnemental, est celle au cours de laquelle, grâce au travail conjoint des organisations environnementales et des pouvoirs publics, l'élaboration d'une politique publique municipale sur les zones humides a été réalisée. Il a fallu environ deux ans pour que le document, intitulé *Política distrital de manejo de humedales* (Politique de district pour la gestion des zones humides), puisse voir le jour. Il a été publié en 2006 par la Mairie de Bogotá, mais il n'a été approuvé en tant que décret de la municipalité qu'en 2007<sup>83</sup>.

David, qui est impliqué depuis plus de dix ans dans l'environnementalisme à Bogotá, et qui a travaillé avec différentes fondations, reconnaît l'importance qu'a eue selon lui La Conejera dans l'élaboration du document de politique publique.

[...] c'est comme ça qu'est né le Réseau des zones humides. Parmi ses mérites, il n'y a pas seulement comment il est formé, il y a aussi le fait qu'il a mis de la pression pour la construction d'une politique des zones humides au niveau municipal. C'est un document écrit entre la communauté et le District. La zone humide La Conejera est comme un « florero de Llorente » [le vase de Llorente] pour tout le mouvement de

---

<sup>83</sup> Voir : <http://ambientebogota.gov.co/politicas-de-humedales-del-distrito-capital>

protection des zones humides de Bogotá. Ils ont lutté contre le gouvernement, mais ont aussi obtenu un espace de concertation qui est très important. (David)

C'est très intéressant de voir la métaphore qu'utilise David, qui parle de ce document comme un « Florero de Llorente » (« Vase de Llorente »), car il fait référence à l'un des événements des plus importants dans l'histoire de la Colombie. Le « Vase de Llorente » est un épisode des événements qui ont déclenché l'indépendance de la Colombie par rapport à l'Espagne<sup>84</sup>. Bref, ce que David suggère, c'est que de la même façon qu'un vase a servi de prétexte pour commencer le soulèvement de la population, la zone humide de La Conejera a été l'étincelle qui a embrasé la mobilisation environnementale pour la défense des zones humides à Bogotá.

Ainsi, les participants nous racontent comment le document de politique publique est le fruit des pressions du mouvement environnementaliste avec la Fondation La Conejera en tête. La mobilisation environnementaliste a pu démontrer à la municipalité comment le cumul des besoins et des problématiques associées à l'abandon des zones humides de la ville avait créé l'idée que ces lieux étaient des terres abandonnées, et elle a aussi démontré qu'il fallait prendre des mesures pour assurer leur préservation. Le document de politique publique des zones humides est composé d'un cadre conceptuel et normatif, d'une description des types de zones humides de la municipalité de Bogotá, des objectifs de préservation des zones humides décrites, des stratégies (tenant compte la recherche, de l'éducation et de la restauration), et des différents instruments de gestion, notamment des instruments juridiques<sup>85</sup>.

Il y a un « avant » et un « après » dans l'histoire des zones humides : un « avant » le document [*Política distrital de manejo de humedales*] et un « après » ce document. Avant ce document, on pouvait faire tout ce qu'on voulait dans les zones humides, on choisissait les administrateurs, les autorités environnementales ont fait des choses absurdes dans les zones humides. La politique [*Política distrital de manejo de humedales*] a été faite de manière participative, avec la participation de beaucoup, de la communauté universitaire, la communauté scientifique, les institutions éducatives, les organisations non gouvernementales, et les citoyens ordinaires qui ont voulu

---

<sup>84</sup> « Le Vase de Llorente » (en espagnol : *El Florero de Llorente*) est le nom donné à l'un des épisodes de l'indépendance de la Colombie. Cet événement, également connu comme Le Cri (espagnol : *El Grito*) ou La rixe (espagnol : *La reyerta*) du 20 juillet, se déroule le 20 juillet 1810 à Santa Fe de Bogota, alors capitale de la Vice-royauté de Nouvelle-Grenade. Le nom de l'incident vient du refus de la part du commerçant espagnol José González Llorente de prêter un vase à Luis de Rubio, et est à l'origine du processus d'indépendance de la Nouvelle-Grenade (actuelle Colombie) ». Consulté le 23 septembre 2017 [https://fr.wikipedia.org/wiki/Le\\_Vase\\_de\\_Llorente](https://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Vase_de_Llorente)

<sup>85</sup> Voir : <http://ambientebogota.gov.co/politicas-de-humedales-del-distrito-capital> Consulté le 20 novembre 2017.

s'impliquer dans le processus. Cette politique montre ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas faire dans les zones humides. (Amy)

Dans les récits, nous pouvons trouver aussi que c'est grâce à l'apparition du document de politique publique que les environmentalistes et fondations qui travaillaient pour la défense des zones humides ont commencé à faire des actions coordonnées avec les administrations publiques de la ville de Bogotá, en commençant par la zone humide de La Conejera.

Les bureaux municipaux ont commencé à travailler dans La Conejera grâce à la communauté. Ce sont les voisins qui ont fait la mise en garde en premier. [...] Ils ont travaillé beaucoup pour faire reconnaître la zone humide, donc une fois qu'elle était reconnue [du point de vue légal et administratif] ils ont commencé à rentrer dans les bureaux, vers 2006, et à essayer d'harmoniser les actions avec la communauté. Cela n'a pas été facile. C'était un processus d'apprentissage dans l'action. (Hugo)

Et aussi :

C'est grâce à [la Fondation] La Conejera que [les bureaux municipaux] ont commencé à investir de l'argent dans la zone humide et qu'ils ont envoyé des commissionnaires en charge de prendre des mesures administratives [*administraciones* –esp–]. Ça a été d'une telle importance ce qui s'est passé, que maintenant [année 2015], un des initiateurs de la Fondation est devenu le directeur responsable du volet environnemental à la compagnie des eaux et des égouts [EAAB]. (David)

Le document de politique publique a été construit en partenariat avec la Ville de Bogotá. À ce moment-là, la Ville a décidé de créer des tables de concertation dans les arrondissements pour promouvoir la discussion visant à créer le document. Alors, durant ce processus, les rapports entre les environmentalistes et l'administration sont devenus plus étroits. Pour les environmentalistes, la politique publique des zones humides est leur plus grande victoire, car c'est un document qui a comme objectif de guider et d'organiser les actions des bureaux publics de la municipalité. Dans les récits, nous voyons comment ce document est perçu comme une victoire pour les organisations de base qui ont rendu ces écosystèmes visibles, parce que c'est un document qui engage l'administration municipale et qui constitue alors le principal outil de négociation pour les environmentalistes.

#### 5.2.4 L'institutionnalisation du mouvement environnementaliste

Avant 2006, c'est-à-dire avant l'apparition de la politique publique, le mouvement environnementaliste a comblé l'espace manquant dans la gouvernance, et sur bien des aspects, à cette époque-là, la Fondation La Conejera jouait le rôle de « marraine » des zones humides. Mais après, en conséquence du processus de l'élaboration de la politique publique, et parmi les tables de concertation créées, les fondations telles que La Conejera ont établi un dialogue avec les bureaux de la Ville, dialogue qui s'est fait parfois de façon conflictuelle et parfois de façon amicale. Grâce à cela, l'administration municipale s'est rendu compte qu'il fallait réglementer les espaces verts de la ville : petit à petit la Ville a commencé à s'occuper de la protection des zones humides, mais cela a signifié aussi que la capacité d'action des OSBL a été progressivement restreinte.

Les participants nous racontent que la stratégie planifiée par le gouvernement de la ville a été d'offrir des contrats de travail pour les leaders environnementaux. D'un côté, cela a impliqué la reconnaissance des capacités des gens engagés dans le sujet pour travailler dans le secteur public, mais de l'autre côté, cela a signifié moins d'autonomie pour le mouvement environnementaliste. Selon les récits d'une partie des participants, ces décisions n'étaient pas innocentes, car les emplois offerts par les administrations publiques étaient difficiles à refuser, du fait de l'évident déficit de travail dans la ville de Bogotá, et les bons salaires qu'offraient les bureaux de la mairie étaient une raison puissante pour laisser tomber le mouvement.

[Vers l'année 2000] L'EAAB [compagnie des eaux et des égouts] a utilisé une stratégie très perverse. Une chercheuse est venue pour faire une étude sur le réseau des zones humides, elle pensait que c'était intéressant en tant que réseau social. Mais après le directeur [de l'EAAB] a déclaré : « Nous allons utiliser cette information pour voir comment les différentes OSBL du réseau sont interconnectées ». Ils ont fait toute la triangulation, et après ils ont vu qu'au centre étaient notre fondation et une autre appelée « Q », et que toutes les deux avaient travaillé dans le volet juridique. C'est là qu'ils ont pris une décision politique et ils ont commencé à regarder la façon comment le réseau fonctionnait, pour déconnecter les choses.

La seule chose qu'ils n'ont pas touchée, c'était le « noyau » [groupe de militants] de Cordoba<sup>86</sup>. Quand ils ont offert des choses à notre « noyau », les gens ont répondu :

---

<sup>86</sup> Une autre zone humide qui appartient au réseau et qui est situé dans le nord-ouest de la ville de Bogotá

« non, ce qui marchait là-bas à Juan Amarillo, ou à Jaboque<sup>87</sup>, vous pouvez le faire là-bas, pas ici ». Si le réseau continue maintenant c'est à cause de ça. Si on va voir la périphérie, il y a beaucoup de conflits entre les acteurs sociaux. Les gens se disent « Merde, j'ai des problèmes économiques, il faut que je me fasse embaucher ». Mais après [avoir signé le contrat] les bureaux publics leur donnent de mauvaises conditions de travail. (Jose)

Selon quelques participants de notre recherche, cette stratégie d'aller chercher les leaders communautaires pour leur donner des contrats a été une action planifiée, visant à affaiblir le mouvement. Par exemple, comme nous venons de le voir, Jose fait référence à une recherche universitaire sur les réseaux sociaux faite à propos du Réseau des zones humides<sup>88</sup>. Selon lui, cette recherche a été utilisée par la compagnie des eaux et des égouts (EAAB) pour affaiblir le mouvement. Que ce soit une stratégie planifiée par des directives des bureaux de la municipalité, ou une conséquence de la visibilité qu'ils ont gagné, les leaders environnementaux ont commencé à faire la transition vers l'administration publique.

Gael, de La Conejera, il a créé la Fondation. Mais après, lui, en tant qu'individu, il commence à faire partie [en 2005] de l'entreprise de l'aqueduc de Bogota [EAAB]. Là, tu ne peux pas t'imaginer tout ce que ça a enclenché. D'un côté, des gens l'appuyaient et ils disaient [à Gael] : « bon, maintenant vous allez pouvoir faire des choses pour les zones humides ». D'autres lui disaient : « ah, vous vous êtes vendu, vous êtes un vendu, ils vous ont acheté ». (Katia)

Une autre option, prise par certains membres des groupes environnementalistes qui ont accumulé du capital politique, a été de se joindre aux partis politiques et de faire partie des équipes pour participer aux élections, et dans certains cas cela a permis que d'anciens environnementalistes soient devenus des élus dans leurs arrondissements.

De cette façon, dans les récits, nous observons le contraste entre ceux qui choisissent de travailler pour les bureaux de la ville et ceux qui ont l'autonomie économique pour continuer à travailler de manière indépendante. Nous voyons aussi comment les membres des communautés les plus pauvres deviennent les plus susceptibles d'accepter des postes dans des bureaux du gouvernement.

---

<sup>87</sup> Deux zones humides situées à l'ouest de la ville.

<sup>88</sup> Palacio, Dolly, y Rafael Hurtado. « Narrativas y redes de la gestión ambiental de los humedales de Bogotá. » *Nómadas. Universidad Central*, núm. 22 (abril de 2005): 143.

En général, et en suivant les narrations des participants, nous pouvons parler de deux vagues dans la mobilisation environnementale autour des zones humides de Bogotá. Une première génération, qui commence à travailler au début des années 90, et qui est marquée par la création de la Fondation La Conejera en 1993, et une deuxième génération de jeunes qui concentrent leurs activités dans la communication et l'éducation environnementale, marquée par l'apparition de la Fondation Humedales de Bogotá en 2011<sup>89</sup>. Hugo, un jeune environnementaliste de la deuxième génération, l'explique de la façon suivante :

Quel est le plus grand problème du mouvement environnemental? Je crois qu'en Colombie, mais je parle seulement de Bogotá, c'est que nous qui essayons de travailler sur ça, nous avons un taux de démobilisation très haut. Il y a plus de gens qui se démobilisent que ceux qui s'engagent à 100%. Nous sommes ici ceux qui nous engageons, mais nous faisons face à une réalité très difficile : il est très compliqué de vivre de ça. On veut défendre ces espaces, mais il y a des factures à payer, il y a nos vies. Il y a des gens qui ne supportent pas ce rythme et se démobilisent. C'est ça ce que j'appelle « se démobiliser ».

C'est que les mêmes entités [contre lesquelles on se mobilisait] recrutent les activistes. Il y a des gens qui commencent à travailler dans la compagnie des eaux et des égouts [EAAB]. Le cas de Gael : il a quitté la Fondation pour aller travailler à EAAB parce qu'il a [à l'EAAB] un gros salaire. Ou beaucoup d'autres leaders environnementaux des OSBL, des collectifs, qui finissent par travailler, soit dans le District, soit dans un autre endroit, parce que défendre une zone humide est très difficile [...]. D'autres finissent par faire une carrière dans des institutions publiques, certains dans le EAAB, d'autres dans le JBB [Jardin Botanique de Bogotá] et d'autres dans le SDA [Secrétariat de l'environnement]. C'est là que je vois la démobilisation et beaucoup des gens vont vers ce type de carrière. (Hugo)

Cependant, pour les membres de la première génération, la possibilité d'être embauchés par la Ville est plutôt un succès : Otto, l'un des pionniers à faire la transition entre le mouvement et les bureaux municipaux, fait un bilan contraire à celui de Hugo.

J'ai commencé, plus ou moins dans les années 90, dans La Conejera avec Gael et quand nous sommes arrivés à l'aqueduc, c'était l'année 2005, alors nous avons déjà toute cette expérience [...] et, lorsque tout ce mouvement est devenu institutionnel et lié au District [la municipalité], c'était un grand accomplissement que nous n'avions pas pensé qu'on allait avoir. (Otto)

Nous pouvons comprendre, dans les récits, que l'intervention des bureaux de la Ville dans les zones humides a été une victoire aigre-douce pour le mouvement. Des entités telles que le secrétariat de l'environnement (SAD), la compagnie des eaux et d'égouts (EAAB) et le

---

<sup>89</sup> Voir : <http://humedalesbogota.com/nosotros/>

Jardin botanique de Bogotá (JBB) ont pris en charge des affaires que seuls les environnementalistes maîtrisaient auparavant.

Les différentes choses que la Fondation La Conejera a fait durant ces années n'ont pas de comparaison, rien de ce qui a été fait en Colombie leur ressemble [...]. Ça a été la première fois, mais aussi la dernière fois, qu'un OSBL, avec la communauté, ont travaillé ensemble dans un même territoire pour pouvoir y avoir du pouvoir de décision, pour pouvoir le transformer selon des critères environnementaux très spécifiques. On n'a pas vu ça à nouveau, parce qu'aujourd'hui il y a tellement de règles après l'administration de Peñalosa<sup>90</sup>. [...] Ça a été, donc, la première fois et la seule. Après, l'organisation sociale s'est affaiblie et une série de situations connexes qui ont été assez compliquées se sont produites. On ne sait pas encore quel va être le dénouement. (Jose)

De pair avec le processus d'embauche de leaders environnementaux, l'administration de la Ville a établi des réglementations pour donner plus de pouvoir aux entités publiques et restreindre l'action des OSBL. L'inclusion des écologistes dans les bureaux publics a été un succès pour certains et une défaite pour d'autres. Ceux qui voient cela comme un échec considèrent que leurs anciens camarades qui accèdent aux bureaux municipaux n'ont plus d'autonomie pour critiquer le gouvernement.

Nous entendons aussi, dans les récits, comment les leaders communautaires ont eu l'opportunité de cumuler du capital politique à partir du travail fait dans les actions de la vie quotidienne, car, dans le travail qu'ils ont fait pour mobiliser les citoyens autour de la cause environnementale, ils ont développé une réputation et une capacité d'influence sur une grande quantité de gens. Et ce sont précisément ces caractéristiques qui rendent ces leaders attrayants aux yeux de la politique traditionnelle.

Une chose très intéressante est que beaucoup de leaders environnementaux ont appris à se débrouiller dans les sphères du pouvoir. Il y a quatre ans [2011], par exemple, ce mouvement progressiste qui a conduit Petro<sup>91</sup> à la mairie; ce mouvement avait plusieurs de ces leaders, et ces leaders qui aujourd'hui sont des conseillers municipaux et des élus, ils ont grandi dans le mouvement environnemental<sup>92</sup>. Leur capital électoral répond à leur travail en tant que leaders dans leurs arrondissements ou dans la ville. Il y a plusieurs cas intéressants qui sont des exemples de cette situation. [...] Ce sont ces leaders qui ont occupé des postes importants dans les bureaux publics. A mon avis, le mouvement ne meurt pas lorsque des leaders vont travailler dans l'administration, il devient, au contraire, plus fort. (David)

---

<sup>90</sup> Enrique Peñalosa, maire de Bogotá entre janvier 1998 et décembre 2000, et élu à nouveau pour le terme 2016-2019.

<sup>91</sup> Gustavo Petro, maire de Bogotá entre janvier 2012 et décembre 2015.

<sup>92</sup> Les entrevues ont été faites en 2015, mais en 2016 il y a eu un changement dans la mairie et G. Petro (de gauche) a été remplacé par E. Peñalosa, deuxième mandat (de droite).

L'existence d'une forte machinerie politique et du contrôle des bureaux publics par des élites représentées dans les partis traditionnels est une des plus fortes expressions de l'héritage colonial en Colombie et à Bogotá; en conséquence, la façon d'accéder au pouvoir est de devenir membre de ces jeux politiques en faisant partie du processus électoral<sup>93</sup>. Comme nous l'avons soulevé précédemment, les dirigeants écologistes accumulent du capital politique dans leurs cheminements, et plusieurs d'entre eux ont décidé de soutenir un candidat ou de se proposer eux-mêmes pour une élection. En raison de cette situation, il y a un vif débat au sein du mouvement environnemental par rapport à la participation politique.

Hugo, qui n'a pas eu de contrat avec la ville, dit les mots suivants :

Certaines personnes se sont associées à cet exercice de défendre et de devenir des leaders environnementaux. Certains sont même devenus des politiciens. Ils font école pour la défense des zones humides et deviennent des leaders communautaires d'un moment à l'autre. Il y a même des maires [des arrondissements] qui sont issus du mouvement environnemental, des conseillers municipaux aussi, qui sont nés du mouvement de défense des zones humides. Le cas de Damian, il était dans la défense de toutes les zones humides de l'arrondissement « Y » et c'est là-bas qu'on l'a perdu. (Hugo)

Dans les récits, nous trouvons aussi qu'il existe une opinion négative sur la participation à la politique partisane. Du point de vue de Zoe, ceux qui le font ne représentent pas les environnementalistes.

À mon avis, nous n'avons pas de représentation dans ces lieux. Les personnes qui sont rentrées dans ces lieux sont des gens qui viennent d'autres trajectoires et qui voient dans ce thème la possibilité d'avoir l'appui des électeurs. Ils ne représentent pourtant pas la manière dont nous nous sommes impliqués dans ces lieux en tant que réseau. De mon côté, j'éprouve de la méfiance envers de tels comportements. (Zoe)

Cependant, les récits montrent comment ils existent encore des organisations qui résistent à être absorbés par les bureaux publics ou par la politique traditionnelle. Ces OSBL environnementales doivent développer des stratégies de travail autres pour survivre tout en conservant leur indépendance. Hugo, en parlant des obstacles au mouvement environnemental, nous dit comment il pense que, maintenant, la menace la plus inquiétante

---

<sup>93</sup> Voir : chapitre Contexte, pages 16 et 17

est le problème de ne pas avoir de financement et de ne pas pouvoir vivre du travail d'environnementaliste.

Je pense que l'un des principaux facteurs est la question du travail : la question de pouvoir subvenir à ses besoins pendant qu'on fait ce type d'exercice. Maintenant, nous, comme Fondation « K », nous avons essayé d'inventer plus de services et de produits pour faire un peu d'argent, mais ce n'est pas facile. C'est même bien qu'on arrive à le faire, d'autres [organisations] n'arrivent même pas à garder une certaine viabilité. Nous, on le fait mieux que d'autres, mais même comme ça, parfois ce n'est pas suffisant. Parfois on n'est même pas capable de payer nos salaires, c'est ça le principal facteur, parce que celui de la sécurité n'est pas aussi compliqué qu'avant. (Hugo)

Finalement, et en résumé, même si la possibilité d'aller travailler pour la municipalité leur a donné certain pouvoir de décision et l'accès aux ressources publiques, comme nous l'avons constaté dans les récits, pour certains des participants, l'institutionnalisation du mouvement est vue comme un synonyme d'échec du mouvement. Nous avons observé qu'après la publication du document de politique publique des zones humides, la dynamique du mouvement a changé et les bureaux de la Ville ont commencé à récupérer le travail des OSBL. Par exemple, les bureaux municipaux se sont mis à faire des interventions de première ligne, en concurrence directe avec des organisations de base dans tout ce qui touche à la participation communautaire. L'ajout de l'intervention de première ligne au mandat des bureaux municipaux, qui est de gérer les ressources et de coordonner les tables de concertation au niveau municipal, marque le moment où nous commençons à voir l'affaiblissement du mouvement environnementaliste.

## **CHAPITRE 6 : DISCUSSION**

### **6.1 La mobilisation autour des zones humides à Bogotá est-elle un mouvement social?**

Les récits des participants nous ont permis de mieux appréhender les caractéristiques de la mobilisation sociale autour des zones humides à Bogotá, et, en suivant ce fil conducteur, une réflexion intéressante s'ouvre devant nous. En observant ces récits à la lumière de la littérature, nous pouvons nous demander si cet engagement autour des zones humides

constitue un mouvement social, selon le sens décrit dans la théorie par des auteurs tels que Fillieule (2009), Canovas (2008) et Della Porta (1999).

Pour nourrir notre réflexion, nous prenons en compte que les mouvements sociaux sont des groupes d'individus organisés autour de phénomènes qui impliquent un changement social. Tel qu'expliqué par Fadaee (2012), un mouvement social est un système d'action collective composé d'un groupe de personnes qui visent consciemment un changement de structures ou de relations sociales, en s'y opposant ou en les favorisant. L'auteure montre aussi comment les mouvements sociaux ont un certain niveau d'organisation, c'est-à-dire qu'ils sont plus organisés que les foules, mais moins organisés que les organisations formelles et bureaucratiques tels que les partis politiques (Fadaee, 2012 : 381).

En lien avec l'idée précédente, nous considérons que les mouvements sociaux représentent un niveau de participation politique hors du conventionnel, car ils concernent des préoccupations ou des problèmes qui touchent la vie quotidienne des gens, mais qui ne se voient pas adéquatement représentés dans la sphère de la politique traditionnelle. Ceci, pour Melucci (Melucci, 1989), signifie que les mouvements sociaux sont prépolitiques, parce qu'ils sont basés sur la vie quotidienne et les expériences, mais aussi métapolitiques, parce que les forces politiques traditionnelles sont incapables de les représenter (Fadaee, 2012 : 758). Cette façon non conventionnelle de développer la politique fait que les mouvements sociaux remettent en question l'efficacité des instances de participation traditionnelle en voulant leur donner un plus ample contenu démocratique et, en même temps, ils visent à créer des espaces politiques alternatifs (Romanos, 2011).

En considérant que les mouvements sociaux sont des groupes dont les membres travaillent ensemble pour la réalisation d'objectifs communs visant un changement social et qu'ils représentent les intérêts des populations dans un niveau de participation politique non conventionnel, nous observons comment cet engagement leur permet d'enrichir la pratique de la démocratie, créant des ponts entre la société civile et l'État.

Sur la base des idées précédentes, nous proposons de considérer l'environnementalisme développé autour de la défense des zones humides à Bogotá comme un mouvement social. Parmi les récits, nous avons vu comment une préoccupation par rapport à la pollution de

l'environnement et à ses effets sur la santé, la qualité de vie et la biodiversité est devenue la motivation pour organiser et structurer une mobilisation qui a eu un effet positif dans les quartiers environnant La Conejera; cette mobilisation a eu des effets rebonds pour d'autres arrondissements de la ville en devenant un exemple pour d'autres communautés engagées dans la défense de l'environnement à Bogotá.

Nous avons aussi constaté, dans les récits, comment la mobilisation a été orientée vers le changement : principalement, les acteurs ont travaillé pour créer de nouvelles formes de gestion des zones humides pour la ville de Bogotá, en exigeant l'action des administrations municipales, mais aussi en promouvant un changement de mentalité parmi les habitants de la ville de Bogotá.

Donc, nous proposons qu'il s'agit bien aussi d'un mouvement environnemental, en tenant compte du fait que le processus social que nous étudions a créé des ponts entre la société civile et l'État, dépassant les frontières de la politique traditionnelle. Ce que nous pouvons affirmer, c'est que le mouvement a agi dans les sphères prépolitiques et métapolitiques, c'est-à-dire sans être contrôlé par la politique traditionnelle. En outre, dans les récits, nous avons vu comment ce groupe de citoyens organisés entreprenait des efforts propres et travaillait de manière autonome pour combler un vide laissé par les institutions publiques, tout en restant axé sur la résolution des problèmes qui les affectaient dans le domaine personnel et quotidien. Nous avons également vu comment, dans ce processus, ils ont créé les conditions d'un dialogue avec l'État, grâce à des ponts qu'ils ont eux-mêmes bâtis et à travers lesquels les individus pouvaient devenir des interlocuteurs auprès de l'État. Ils l'ont fait, par exemple, en exigeant que les institutions publiques commencent à s'occuper des espaces publics et en favorisant le respect des droits collectifs. Cependant, parallèlement, ces mêmes ponts ont permis à certaines personnes du mouvement d'accéder à des postes dans des administrations publiques ou même de faire une carrière au sein des partis politiques.

## 6.2. Le dialogue des savoirs, une caractéristique marquante du mouvement autour des zones humides

Escobar (2010) nous propose de considérer le choc qui se produit quand la modernité dominante essaie de supprimer les cultures subordonnées. Il nous démontre que ce choc génère aussi des connaissances particulières qui ont le potentiel de devenir des points d'articulation pour des projets de société alternatifs (Escobar, 2010 : 29). Ce point de vue fait écho à notre recherche, car, comme nous l'avons vu, l'histoire dans laquelle est ancré le mouvement autour des zones humides s'est déroulée dans le contexte des structures de subjugation des peuples inhérentes à la colonialité, en tant que système de pensée hégémonique (Colin et Bouguignon, 2014). Lorsque nous parlons d'un contexte de subjugation, nous faisons référence au contexte d'inégalités économiques et sociales en Colombie (Gomez, 2009). Ces inégalités font partie d'un héritage colonial qui a permis la survie des conditions favorables pour que les élites locales conservent la mainmise sur le pouvoir politique, créant conditions d'exclusion, auxquelles les plus pauvres sont les plus vulnérables (Castro-Gómez, 2005; Canovas, 2008).

Ainsi, nous considérons les luttes sociales menées par les environmentalistes autour de la zone humide comme un exemple d'une mobilisation dans le contexte de subjugation : en effet, comme nous le trouvons dans les récits, ces luttes se sont déroulées face aux structures de pouvoir qui profitaient de l'impuissance des habitants des quartiers populaires de Bogotá. Cette mobilisation dans un contexte de subjugation à La Conejera s'est caractérisée par la création de stratégies alternatives d'action basées sur la connaissance développée localement et sur le dialogue avec d'autres savoirs.

Suivant Johnson (2010), nous utilisons le concept de colonialisme interne pour mieux comprendre ce choc dont parle Escobar. Johnson propose que le colonialisme interne est une forme de domination sociale, économique et culturelle fondée sur l'hégémonie capitaliste (et le racisme), qui est exercée historiquement par les élites dirigeantes locales sur les groupes subalternes. Le colonialisme interne assume la supériorité inhérente d'un groupe à l'autre et le pouvoir se manifeste à travers les structures et les dynamiques locales (Johnson, 2010 : 141).

Ce que nous pouvons voir dans les récits, c'est l'existence d'un choc produit par les rapports entre des élites locales et un groupe subalterne (les citoyens), dans une situation où les élites détenant historiquement le pouvoir essaient de subjuguer (ou simplement

d'ignorer) les individus sans pouvoir d'agir. Cependant, comme nous pouvons l'apprécier aussi dans les récits, ces individus, en devenant des collectivités et en construisant des mouvements sociaux, ont confronté ces pouvoirs coloniaux internes. Ces pouvoirs coloniaux internes étaient représentés par des structures légales, telles que les administrations municipales contrôlées, dans la plupart des cas, par des figures politiques traditionnelles, et aussi par des structures illégales, constituées par des développeurs pirates connectés avec la machinerie politique.

Lorsque les participants parlent, dans les récits, de ce que représente la lutte environnementale dans la ville de Bogotá et de l'héritage qui reste après plusieurs décennies de travail, nous trouvons une situation telle que ce qu'illustre Leff (2004). L'auteur dit que les mouvements environnementaux émergents ne luttent pas tant pour une plus grande équité que pour construire un nouvel ordre social et que ces mouvements se caractérisent par de nouvelles demandes, entre autres, pour l'obtention de biens symboliques (Leff, 2004 : 397). Ainsi, les voisins de La Conejera ont été confrontés à une réalité dans laquelle ils se sont rendu compte de leur condition d'impuissance. Et à partir de ce choc, ils ont commencé à s'opposer à certains pouvoirs hégémoniques tels que les développeurs légaux et illégaux qui agissaient en suivant une rationalité de profit économique. En revanche, les environmentalistes ont développé la mobilisation en utilisant ce que Leff (2004) appelle une rationalité environnementale : autrement dit, nous pouvons constater que les environmentalistes se sont opposés aux intérêts économiques que les développeurs avaient dans les zones humides, en valorisant le milieu naturel et ses rapports avec la culture et la connaissance (Leff, 2004 : 406).

Au travers des récits, nous découvrons que le mouvement autour des zones humides a réussi à développer sa propre structure de production de connaissances et que cette structure s'est caractérisée par le dialogue des savoirs, donnant ainsi un caractère particulier au mouvement. Rendus à ce point, nous considérons qu'il est important de souligner comment le mouvement pour la défense des zones humides à Bogotá a été marqué par l'intérêt pour la production et la vulgarisation des connaissances : par exemple, les acteurs du mouvement ont basé tous leurs arguments juridiques et les transformations du terrain sur des recherches faites par l'équipe de la Fondation La Conejera et ont utilisé ces mêmes

connaissances pour développer leur stratégie d'éducation relative à l'environnement. Les récits nous démontrent comment les environnementalistes engagés dans la construction de ce mouvement expriment de façon récurrente que la production même de la connaissance a été aussi une forme de lutte, par exemple, lorsqu'ils parlent de l'importance d'aller faire des recherches avant d'agir contre les acteurs polluants.

Dans son parcours, le mouvement a développé des stratégies autour des actions juridiques, éducatives et d'aménagement, axées sur le dialogue des savoirs communautaires et scientifiques. Compte tenu de ce qui précède, nous pouvons affirmer que l'une des plus grandes réalisations du mouvement environnemental est d'avoir osé produire une connaissance propre au territoire, en assumant la recherche comme condition préalable pour l'intervention sur le terrain et pour le travail communautaire. De cette façon, les membres ont contribué à la connaissance du milieu naturel et à la création des stratégies de travail de terrain, que les administrations municipales se sont en partie appropriées par la suite.

Parmi les leçons que la Fondation La Conejera a apprises dans son parcours, plusieurs de ces connaissances propres au territoire ont été recueillies ensuite dans le document de politique publique concernant les zones humides. Ainsi, en même temps qu'ils ont réhabilité la zone humide en draguant les lacs, en enlevant les déchets et en plantant des arbres et tout en travaillant avec la communauté, les membres de la Fondation ont développé un dialogue avec les connaissances scientifiques et fait un effort pour vulgariser leurs sujets de réflexion.

En conséquence de ce qui a été dit précédemment, nous croyons également que le mouvement environnemental pour la défense des zones humides a soulevé des revendications qui n'avaient pas été formulées auparavant : il a ainsi ouvert un espace dans la sphère politique de la ville de Bogotá pour la considération du milieu naturel au-delà du simple intérêt économique et pour la reconnaissance de la valeur sociale et environnementale des écosystèmes. Ainsi, la visibilité donnée aux zones humides a permis au mouvement de démontrer aux autorités municipales et au public en général, l'importance environnementale qu'ont ces milieux pour la ville de Bogotá et leurs liens avec la qualité de vie de ses habitants, démantelant le mythe que ces lieux devraient être asséchés.

Enfin, nous prenons en compte la proposition d'Escobar (2007) que les mouvements sociaux ont la possibilité de construire durablement des imaginaires pour des modernités alternatives, dans la mesure où ces mouvements sont capables de créer leurs propres structures « durables » pour la production de connaissances (García-Gonzales, 2011 : 111). Effectivement, nous observons que le mouvement autour des zones humides de Bogotá a eu la capacité de créer des connaissances propres, en partant de sa réalité, et en englobant la connaissance du milieu naturel et le travail de mobilisation citoyenne fait avec les communautés environnantes. Aussi, nous pouvons affirmer qu'une caractéristique du mouvement est l'existence d'une structure de production de connaissances qui persiste, bien qu'elle ait été moins active après le processus d'institutionnalisation commencé avec l'approbation par décret du document de politique publique en 2007.

### 6.3. Un État inachevé et un mouvement social affaibli

Suivant la définition de Haratsaris (2010), nous pouvons parler d'un État inachevé lorsque l'État n'arrive pas à exercer son autorité sur l'ensemble du territoire ni dans tous les domaines qui relèvent de sa souveraineté. Ainsi, nous trouvons utile ce concept d'État inachevé pour définir l'État colombien, car malgré les différentes vagues de violence vécues dans le pays, et bien que l'action de l'État soit encore limitée, sa tradition démocratique a continué.

L'État, en tant que garant de la démocratie, est le référent à prendre en compte pour comprendre la mobilisation environnementale et le processus de formation du mouvement environnementaliste dans les zones humides à Bogotá, même si l'État moderne n'arrive pas à combler les attentes des citoyens. En tenant compte des rapports entre la société civile et l'État, il est indéniable alors que la démocratie est une condition préalable pour l'émergence des mouvements sociaux, et qu'à leur tour, les mouvements sociaux servent de ponts entre les individus et les institutions publiques (Romanos, 2011; Fadaee, 2012).

À cet égard, le cas de La Conejera nous montre que, dans le processus de construction de l'État colombien, c'est à partir du renforcement du cadre légal dans les années quatre-vingt

que devient possible l'émergence de mouvements sociaux ayant une plus grande capacité de négocier directement avec l'État : en effet, après la promulgation de la constitution politique de 1991 apparaît une ample gamme de droits et de mécanismes de défense des droits pour les citoyens. Ces conditions ont facilité aussi l'émergence de mouvements sociaux préoccupés par l'environnement. De plus, ces mouvements ont inclus des préoccupations qui, auparavant, étaient mobilisées par les mouvements des paysans, des autochtones ou des ouvriers. Nous avons vu aussi que le mouvement autour de la défense des zones humides a contribué au développement d'espaces de participation citoyenne dans la ville de Bogotá, en promouvant la création des tables de concertation, et en impliquant des acteurs communautaires tels que d'autres organismes sans but lucratif et des conseils d'action communale (JAC).

Si l'on tient compte du fait que l'État colombien est encore en construction (Haratsaris, 2010), le caractère du mouvement environnementaliste autour de la défense des zones humides a été marqué par la nécessité qu'il a eue de combler les faiblesses des institutions de l'État au niveau municipal. Dans les récits, nous pouvons observer le fait suivant : reconnaissant qu'une grande partie de la responsabilité de la crise socioenvironnementale qu'ils cherchaient à résoudre reposait sur un État faible, les environnementalistes de Bogotá n'avaient pourtant pas pour principal objectif la dénonciation des problèmes de la démocratie ou des contradictions du système capitaliste. C'est pourquoi, bien que le mouvement environnemental n'ait pas expressément proposé de critiquer le capitalisme ou le récit de la modernité eurocentrique, le fait de confronter les pouvoirs des mafias de la construction illégale, des constructeurs légaux et des institutions de l'État a amené le mouvement environnemental à créer une rupture avec l'ordre établi.

Nous voyons aussi la façon dont la précarité de la situation économique à Bogotá est venue influencer l'évolution du mouvement environnemental. Dans les récits, nous constatons pour plusieurs la difficulté de vivre leur militance comme une profession, ce qui les rend vulnérables à la cooptation par l'administration municipale comme conséquence d'un renforcement de l'État. Nous trouvons, d'une part, certains écologistes qui revendiquent la possibilité de faire de leur engagement un mode de vie, mais en gardant leur indépendance vis-à-vis des bureaux gouvernementaux et des machineries politiques, et d'autre part, des

personnes qui revendiquent la possibilité de devenir des fonctionnaires comme un moyen de réussir dans leur domaine.

Mais cette tension sur la façon d'être en rapport avec l'État, qui ressort dans les récits, montre comment, paradoxalement, tandis que les bureaux municipaux sont devenus plus impliqués, le mouvement environnemental s'est affaibli, parce qu'il perdait son autonomie et sa capacité d'action. Au lieu de contribuer au renforcement du mouvement environnemental, l'État a envahi les espaces dans lesquels la société civile agissait. Bejarano (1988) cité par Buitrago (Buitrago, 2015 : 86) a proposé que l'existence d'une tension permanente entre une société civile forte et un État fort, dans une relation de contrôle mutuel, est la condition nécessaire à l'émergence et à la consolidation d'une vraie démocratie; mais au contraire de cela, l'État colombien, représenté par les bureaux publics de Bogotá, a profité pour prendre l'avantage, diminuant la capacité constructive des organisations sociales environnementalistes.

## CHAPITRE 7 : CONCLUSIONS

Le présent mémoire a traité des rapports entre les conflits socioenvironnementaux et la mobilisation sociale, à partir du cas de la zone humide la Conejera. Nous avons étudié la façon dont la communauté a réagi à un conflit spécifique, la dégradation du milieu naturel où les gens vivaient, en s'organisant et en agissant pour la transformation de ses conditions de vie.

Ainsi, notre étude a été guidée par une question principale. Dès le début, nous nous sommes demandé quelles caractéristiques ce mouvement environnementaliste a développées pour défendre la zone humide la Conejera. À cet égard, nous avons trouvé que le mouvement était remarquable par son intérêt à contribuer à l'*empowerment* des gens, en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie et du milieu naturel. Pareillement, il était caractérisé par sa volonté de privilégier le dialogue des savoirs, en vue de construire des arguments pour défendre les zones humides et leur voisinage. Enfin, une autre caractéristique de ce mouvement était de faire des innovations dans la gestion du territoire avec l'intervention d'équipes interdisciplinaires.

Ce que nous avons appris de ces spécificités du mouvement, c'est que le succès de la Fondation a été relié à sa capacité de traduire les inquiétudes et les besoins des communautés affectées par des conflits socio-environnementaux en actions concrètes développées à travers des stratégies qui ont ciblé l'*empowerment* comme objectif ultime; même si ce mouvement a rencontré des difficultés pour rester indépendant, il a quand même, de cette façon, contribué à la construction du tissu social. Ainsi, les stratégies du mouvement ont été conçues pour donner plus d'autonomie aux gens. Pour cela, ses membres ont fait tourner tout leur travail autour du dialogue des savoirs : ils ont décidé de tenir compte des connaissances de la vie quotidienne des gens et de les considérer valides de la même façon qu'ils ont pris en compte les savoirs scientifiques, en créant leur propre structure de production de connaissances. C'est ce qui a permis au mouvement de faire face aux pouvoirs légaux et illégaux grâce à la force de leurs arguments, et dans le cadre des espaces de participation et des institutions démocratiques. Également, nous avons mis en

évidence des traces du caractère propre de ce mouvement en nous questionnant sur l'impact du travail de la Fondation et du Réseau des zones humides dans la société civile et dans les administrations municipales de la ville de Bogotá. À cet égard, nous avons trouvé que le mouvement dont nous nous occupons a innové dans la gestion du territoire en créant un style de travail, avec des équipes interdisciplinaires. Cette façon de travailler a été adoptée par des administrations publiques dont les responsabilités touchent le volet environnemental; après le processus d'institutionnalisation qui a suivi l'adoption du document de politique publique de 2007, ce modèle perdure jusqu'à nos jours.

D'un autre côté, et en tenant compte de notre cadre théorique, nous voyons comment il a été pertinent de faire appel à trois courants théoriques qui nous ont amené à porter un regard très particulier sur notre recherche, qui est ancrée dans l'expérience d'un mouvement social environnemental du Sud. L'interaction de la théorie des mouvements sociaux, de la *political ecology* et de la théorie de la colonialité du pouvoir nous ont servi pour analyser l'évolution de la mobilisation citoyenne.

La théorie des mouvements sociaux nous a permis de nous demander s'il est valide d'identifier la mobilisation autour des zones humides à Bogotá comme un mouvement social environnemental. Nous avons trouvé que la mobilisation citoyenne pour la défense de la zone humide la Conejera, qui est devenue par la suite un réseau agissant en faveur des zones humides de Bogotá, peut être considérée comme un véritable mouvement social dont la caractéristique principale est de privilégier le dialogue de savoirs, principalement entre les connaissances de la vie quotidienne des gens et les savoirs scientifiques et universitaires. Nous pouvons affirmer cela car nous nous sommes posé clairement cette question dans la discussion. Nous questionner sur ce sujet nous a donné le temps de réfléchir sur les preuves disponibles dans les récits, et aussi de considérer le cadre théorique des mouvements sociaux. Nous avons pu répondre de façon positive, en montrant que la manière d'agir de la Fondation La Conejera, et du Réseau des zones humides créé à sa suite, met en évidence que la mobilisation environnementaliste qui concerne notre recherche est arrivée à créer des ponts de dialogue entre la société civile et l'État, visant à transformer de façon positive les conditions de vie des communautés impliquées.

De son côté, le courant de la *political ecology* nous a amené à maintenir notre regard sur les inégalités socioéconomiques en gardant un esprit critique face aux rapports entre les humains et la nature. À partir des postulats de ce courant, nous sommes arrivé à conclure que, bien que dans les récits, les participants aient montré leur esprit critique face à la manière dont se développait la ville, ils n'ont pas remis en question ni la démocratie ni le modèle capitaliste. Au contraire, ils ont demandé l'action de l'État en profitant des mécanismes légaux à cette fin. Ainsi, à partir du cadre donné par la *political ecology*, nous avons réussi à analyser le mouvement environnementaliste pour la défense des zones humides en considérant sa spécificité d'objet socionaturel. Cette spécificité d'objet socionaturel se révèle lorsque nous voyons comment les transformations que le mouvement demandait sur le plan social dépendaient des transformations de l'environnement naturel : par exemple, en luttant pour arrêter le remblayage des lacs, ils ont contribué à sauver la zone humide en diminuant la pollution, et ils ont de plus réussi d'empêcher la construction de quartiers de manière frauduleuse.

De plus, le fait de considérer la colonialité du pouvoir nous a permis aussi de faire l'analyse du mouvement environnementaliste à Bogotá à la lumière des relations de pouvoir héritées de l'époque coloniale. En suivant ce courant, nous sommes arrivé à étudier la façon dont les conflits socioenvironnementaux sont ancrés dans des relations de pouvoir dont certaines élites ont profité de l'hégémonie depuis la conquête d'Amérique. Nous avons fait des liens entre la problématique vécue dans les zones humides à Bogotá et les problèmes d'inégalités socioéconomiques : la pauvreté devient un facteur de vulnérabilité face à la pollution, car les communautés les plus pauvres sont les plus exposées à la contamination environnementale et ce sont elles qui ont le plus de mal à s'organiser pour défendre leurs droits. Cependant, il existe un autre facteur à considérer dans le cadre théorique donné pour la colonialité du pouvoir : la race. Pour la colonialité du pouvoir, la race est un autre facteur décisif lorsque nous voulons analyser les rapports de pouvoir dans le contexte des sociétés latino-américaines. Nous devons signaler clairement que, dans notre analyse, nous n'avons pas pu arriver à ce niveau d'analyse, car le but de notre recherche n'était pas d'analyser les conflits socioenvironnementaux en lien avec la race. Mais nous croyons que dans le futur, il

serait pertinent de réaliser des recherches qui considèrent ce facteur racial, pour aborder des objets socioenvironnementaux.

Dans ce parcours analytique entrepris pour arriver à une meilleure compréhension d'un cas d'environnementalisme dans le Sud, nous avons aussi trouvé que, lorsque nous étudions un phénomène socioenvironnemental, il est fondamental de prendre en compte le contexte historique pour comprendre les origines des conflits. Pour cela, nous sommes revenus aux causes historiques qui expliquent le contexte dans lequel ils sont apparus les problèmes vécus par les groupes de voisins qui ont commencé à lutter contre la pollution dans leur quartier. Donc, en observant l'histoire sociale et environnementale de la ville de Bogotá, nous avons vu comment la croissance de la ville après la deuxième moitié du XXe siècle a été caractérisée par l'urbanisation non planifiée, elle-même motivée par la migration des paysans vers la ville pour échapper à la violence, ce qui a donné un aspect improvisé à la gestion de la ville. Cette vision historique nous a permis de comprendre le contexte dans lequel ont été menées les luttes entreprises par les personnes qui se sont engagées pour la cause de la zone humide la Conejera, ainsi que pour les autres secteurs représentés dans le Réseau des zones humides. Ces luttes ont mis en évidence que les problématiques socioenvironnementales comme la dégradation de l'écosystème des zones humides affectent principalement les personnes les plus impuissantes de la société.

En continuant notre réflexion autour du contexte de la recherche, nous pouvons conclure aussi que les mouvements sociaux sont reliés à la réalité économique des contextes où ils se développent. Nous avons vu comment, dans le cas de la Fondation la Conejera, les membres ont cherché des ressources de financement à l'international auprès des organismes de coopération. Mais ces ressources internationales étaient limitées. Cette situation fait que des OSBL comme la Fondation La Conejera deviennent dépendants d'autres ententes qu'ils peuvent faire avec des administrations municipales, et cela signifie que s'ils ne trouvent pas d'autres moyens pour se financer, ils vont rester dépendants des entités publiques. S'ajoute à cela que si les OSBL n'arrivent pas à offrir de bonnes conditions de travail à leurs professionnels, ils vont trouver de meilleures opportunités ailleurs. Alors, cette situation de fragilité économique des OSBL à Bogotá les rend vulnérables à des stratégies de cooptation

de la part de la machinerie politique, qui cherche à attirer des leaders reconnus dans la communauté, ainsi que des administrations publiques, qui cherchent des travailleurs avec une bonne expérience de terrain. Cette difficulté à se maintenir économiquement indépendants est ce qui fait que les OSBL à Bogotá restent faibles. Lorsque l'État a commencé à s'impliquer dans la gestion des zones humides, ses actions ont fait que le mouvement citoyen, au lieu de grandir et se renforcer, est devenu plus faible et dépendant.

Enfin, nous voulons proposer des lignes de recherche qui peuvent être développées dans le futur. Nous croyons qu'une ligne à explorer est celle des rapports entre le mouvement environnementaliste pour la défense des zones humides et les autres mouvements sociaux dans la ville de Bogotá, en prenant en compte que de la décennie des années 1990 a vu se développer toute une panoplie d'OSBL, dont certaines d'entre elles ont réussi à rester indépendantes. Dans cette veine, on pourrait développer des recherches qui questionnent les rapports entre le mouvement pour la défense des zones humides de Bogotá et les autres mouvements s'organisant autour de la défense des collines environnantes ou des ruisseaux et fleuves de la ville. De plus, il serait intéressant aussi de voir les rapports entre l'environnementalisme et les autres mouvements tels que le féminisme, les mouvements de jeunesse ou des mouvements qui portent les revendications des communautés culturelles telles que les autochtones, les paysans ou les afro-colombiens.

Une autre ligne de travail que nous souhaitons proposer est celle de faire des études comparées des mouvements environnementalistes du Sud dans différents contextes, en comparant par exemple des cas colombiens avec d'autres pays latino-américains ou d'anciennes colonies, en Afrique ou en Asie. Dans ce contexte, il serait intéressant de faire dialoguer des postulats théoriques tels que ceux proposés par la théorie de la colonialité du pouvoir avec leurs pairs d'ailleurs dans le tiers-monde. Il serait aussi instructif de faire des analyses visant à comparer les caractéristiques des mouvements développés dans le Sud avec leurs homologues du Nord, pour améliorer notre compréhension des similitudes et des différences auxquelles les opprimés font face dans le cadre des problématiques socioenvironnementales, et pour comprendre comment se développent les dialogues avec le pouvoir sous différentes latitudes.

## BIBLIOGRAPHIE

Adler Hellman, Judith. The study of new social movements in Latin America and the question of autonomy. In: The making of social movements in Latin America. Identity, Strategy, and Democracy. Edited by Escobar, A. and Alvarez, S. Series in Political Economy and Economic Development in Latin America. Westview Press. San Francisco. 1992.

Alcaldía Mayor de Bogotá. Secretaría de Integración Social. El Cartucho: del Barrio Santa Inés al Callejón de la Muerte, 2010.

Archila, M. et Pardo, M. Movimientos Sociales, Estado y Democracia. Tercer Observatorio Sociopolítico y Cultural. Universidad Nacional De Colombia, Centro de Estudios Sociales, Instituto Colombiano De Antropología e Historia. 2001.

Archila Neira, M., Delgado G, Á., García V., M. C., & Prada, E. 25 años de luchas sociales en Colombia 1975-2000. Bogotá: CINEP. 2002

Beck, Ulrich. La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité. 2008

Benessaïeh, A. Voir le monde différemment Dans O'Meara et Alex McLeod, dirs. (2010) Théories des relations internationales : contestations et résistances. Montréal : Athéna/Centre d'études des politiques étrangères et sécurité (CEPES), pp. 365-378

Benjaminsen, Tor et Svarstad, Hanne. Qu'est-ce que la « political ecology »? Nature Sciences Sociétés 17, 3-11 EDP Sciences 2009

Blanchet, Philippe. « La réflexivité comme condition et comme objectif d'une recherche scientifique humaine et sociale », Cahiers de sociolinguistique n° 14, no 1 (1 décembre 2009): 148.

Brisset-Foucault Florence, Saint-Upéry Marc, Sintomer Yves, Lipietz Alain, « Amérique latine : les racines du tournant à gauche », Mouvements, 5/2006 (no 47-48),

Buitrago, Carlos Julio. Los movimientos sociales: democratización sí, pero desde abajo. Una reflexión sobre los movimientos de género en América latina Calle14: revista de investigación en el campo del arte, vol. 10, núm. 15, enero-abril, 2015, pp. 74-87 Universidad Distrital Francisco José de Caldas Bogotá, Colombia.

Bushnell, David. Colombia una nación a pesar de sí misma. Editorial Planeta. 1996.

Canovas, Julie. Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique latine. L'Harmattan. Paris 2008.

Cardeño Mejía, Freddy Arturo. Historia del desarrollo urbano del centro de Bogotá (localidad de los Mártires) Secretaría Distrital de Cultura, Recreación y Deporte-Observatorio de Culturas 2007.

Colin, Philippe et Bouguignon, Claude. Introduction, La théorie décoloniale en Amérique latine : spécificités, enjeux et perspectives. Dans : Grosfoguel, Ramon; Colin, Philippe et Bouguignon,

Claude. Penser l'envers obscur de la modernité. Une anthologie de la pensée décoloniale latino-américaine. Rutgers, The State University of New Jersey Pulim, 2014.

Correa Rubio, Francios. « Sociedad y naturaleza en la mitología Muisca. » Tabula Rasa, núm. 3 (diciembre de 2005)

Corten, André, « La démocratie et l'Amérique latine : théories et réalités » Cahiers du GELA.IS, N°1, 2001

Castro-Gómez, Santiago. La poscolonialidad explicada a los niños. Instituto PENSAR, Universidad Javeriana. Editorial Universidad del Cauca. Popayán. 2005.19

Duterme, Bernard. Amérique latine : 20 ans d'échec du néolibéralisme. Dans : Revue Démocratie. 15 mai 2006

Dumont, Fernand. « Structure d'une idéologie religieuse », Recherches sociographiques, vol. 1, n° 2, 1960

Durand, Mathieu. Les zones humides urbaines à Bogotá, conflits d'usage et patrimonialisation. Consulté le 20 février 2014. Disponible à: <http://gc.revues.org>.

Escobar, Arturo. Worlds and knowledges otherwise. Dans: Cultural Studies, 21: 2, 2007

Escobar, Arturo. Actors, Networks and New Knowledge Producers: Social Movement and the Paradigmatic Transition in the Sciences. In Boaventura de Sousa Santos (ed.), Cognitive Justice in a Global World: Prudent Knowledges for a Decent Life. Lexington Books. 2007

Escobar, Arturo. Territorios de diferencia: lugar, movimientos, vida, redes. Departamento de Antropología. Universidad de Carolina del Nort, Chapel Hill. Envion editores 2010

Fadaee, S. Social Movements in Iran: Environmentalism and Civil Society. London & New York: Routledge. 1. Kindle edition 2012.

Fals Borda, O. Campesinos de los Andes. Estudio sociológico de Saucío. Monografías sociológicas. Facultad de Sociología de la Universidad Nacional. Bogotá, Colombia. 1961

Fillieule, Olivier. Et al. Dictionnaire des mouvements sociaux. SciencesPo. Les Presses. Paris 2009. 371

García-Gonzalez, Nayra. Movimientos sociales y producción de conocimientos: la relevancia de las experiencias de autoformación En: Formas-Otras Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de jóvenes investigadores en Dinámicas Interculturales. CIDOB edicions. 2011.

Gautier, Denis et Tor A., Benjaminsen. Environnement, discours et pouvoir. Quæ, 2012.

Gomez Jiménez, Alcides. « Trois affirmations sur la pauvreté, les cycles économiques et les inégalités sociales depuis les années 1990 en Colombie », Revue Tiers Monde 2009/3 (n° 199), p. 547-566.

Grosfoguel, Ramon. La descolonización del conocimiento: diálogo crítico entre la visión descolonial de Frantz Fanon y la sociología descolonial de Boaventura de Sousa Santos En: Formas-Otras Saber, nombrar, narrar, hacer. IV Training Seminar de jóvenes investigadores en Dinámicas Interculturales. CIDOB edicions, 2011

Guerrero, Lina María. Historia del Movimiento Ambiental Departamento de Risaralda Aportes, conceptos, prácticas sociales de la cultura ambiental y la participación social. Facultad de Ciencias Ambientales, Administración del Medio ambiente. Universidad tecnológica de Pereira 2010

Halbwachs, Maurice. « La mémoire collective et la mémoire individuelle » in La mémoire collective, Paris, PUF, 1968

Haratsaris, Elena. L'état inachevé colombien et le processus de paix du président Andres Pastrana. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique. Université du Québec à Montréal. Septembre 2010

Hernández Ávila, L. Astrid Ulloa. La construcción del nativo ecológico. Universitas Humanística no.61 enero-junio de 2006.

Hernández, A. Modelos de democracia participativa en Bogotá En: Controversia no. 191 (diciembre 2008). Bogotá : IPC, FNC, CINEP, CR, ENS, 2008

Imbert, Geneviève. « L'entretien semi-directif : à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie », Recherche en soins infirmiers 2010/3 (N° 102), 25

Johnson, Brian. "Decolonization and Its Paradoxes: The (Re) envisioning of Health Policy in Bolivia", Latin American Perspectives 2010. 140

Karlsson, Bengt. Political Ecology: Anthropological Perspectives. Stockholm University, Stockholm, Sweden 2015. 350

Keller, Reiner. « L'analyse de discours comme sociologie de la connaissance. Présentation d'un programme de recherche », Langage et société 2007/2 (n° 120), 69

Leal Buitrago, F. Los movimientos políticos y sociales: un producto de la relación entre estado y sociedad civil. Análisis político No. 13 MAY/AGO 1991 Instituto De Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI) Universidad Nacional De Colombia.

Leff, Enrique. Racionalidad ambiental, la reapropiación de la naturaleza. Siglo veintiuno editores. México 2004

Leff, Enrique. « La complexité environnementale », *Ecologie & politique* 2015/2 (N°51)

Maldonado-Torres, Nelson. Actualité de la décolonisation et tournant décolonial. Dans : Actualité de la décolonisation et tournant décolonial dans : Penser l'envers obscur de la modernité. Une anthologie de la pensée décoloniale latino-américaine. Rutgers, The State University of New Jersey. Pulim, 2014

Martínez-Alier, Joan et al., « L'écologisme des pauvres, vingt ans après : Inde, Mexique et Pérou », *Écologie & politique* 2012/2 (N° 45) p. 93-116.

Martínez-Alier, Joan. From political economy to political ecology. In: Mayumi, K and Gowdy, John M. *Bioeconomics and sustainability. Essays in honor of Nicholas Georgescu-Roegen*. Edward Elgar Publishing Limited. 1999.

Mejia, Maria Angelica Ed. *Urban nature. Platform of experiences*. Instituto de investigación de recursos biológicos Alexander von Humboldt. 2017.

Melucci, Alberto. *Changement social et rapports de classes*. Volume 10, numéro 2, octobre 1978, p. 37-54. *Sociologie et sociétés*. Les Presses de l'Université de Montréal.

Melucci, Alberto. *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Edited by John Keane and Paul Mier. Philadelphia, PA: Temple University Press. 1989.

Moreno Orozco, Juan Carlos. (2014). *De Centros Cívicos a Juntas de Acción Comunal. El cambio de modelo de gestión y participación barrial en Medellín en la segunda mitad del siglo xx*. *Estudios Políticos*, 45, Instituto de Estudios Políticos, Universidad de Antioquia.

Naoufal, Nayla, « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté », *VertigO — la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 16 Numéro 1 | mai 2016, mis en ligne le 09 mai 2016, consulté le 31 mars 2017. URL : <http://vertigo.revues.org/17053>; DOI : 10.4000/vertigo.17053

Ortiz Jiménez, William. *El Frente Nacional y la conformación del bipartidismo. Una experiencia sui generis sobre el control político en América Latina*. En: Ejalde, Ramón et al. *Política y cultura en América Latina*. Medellín UNAULA. 2012.

Pabón Patiño, M. *Acción educativa del movimiento ambiental en la universidad pública del centro-occidente colombiano*. *Rhec* Vol. 12. No. 12, año 2009, pp. 193

Palacio, Dolly. Et Al., *Redes socio-ambientales en tensión: El caso de la gestión ambiental de los humedales de Bogotá*. *REDES, revista hispana para el análisis de redes sociales*. Vol 4, No. 6 jun-jul 2003

Patiño, J. *Acciones comunitarias para la defensa y conservación de los humedales*. En : Julio, M. y Hernández, A. *Territorios Ambientales de Bogotá. Historias de Acción Colectiva*. Secretaria Distrital de Ambiente Universidad de los Andes. Bogotá. 2014

Paulson, Susan et coll. *Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups*. Rutgers University Press. New Brunswick. 2005

Peluso, Nancy. « Situer les *political ecologies* : l'exemple du caoutchouc », in Denis Gautier *et al.*, *Environnement, discours et pouvoir*, Editions Quæ « Update Sciences & Technologies », 2012. 38

Quijano, Anibal. *Colonialidad del poder; eurocentrismo y América Latina*. Taller de gráficas y servicios, 2000

Quintero, Pablo. Notas sobre la teoría de la colonialidad del poder y la estructuración de la sociedad en América latina. Centro de Estudios Interdisciplinarios en Etnolingüística y Antropología Socio-Cultural. Papeles de Trabajo N°19-Junio 2010. 7

Quimbayo, German. Gestión integral de la biodiversidad en el Distrito capital: aportes para una gobernanza urbana. Biodiversidad en la práctica. Documetos de trabajo del Instituto Humboldt. Volumen 1 – número 1 2016.

Quimbayo, German. “Movimientos sociales, políticas y conflictos ambientales en la construcción de ciudad: el caso de Bogotá”. Ecología Política, el 9 de julio de 2014.

Romanos, Eduardo. Les Indignés et la démocratie des mouvements sociaux. La vie des idées. 18 novembre 2011, consulté le 28 juin 2017. [http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111118\\_romanos.pdf](http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20111118_romanos.pdf)

Ross, Vincent. La structure idéologique des manuels de pédagogie québécois, Recherches sociographiques, vol. 10, n° 2-3, 1969

Roy, Simon. L'étude de cas. Dans : Recherche sociale, 5e édition : De la problématique à la collecte des données. Québec, QC, CAN: Les Presses de l'Université du Québec, 2008

Sabourin, Paul. Perspective sur la mémoire sociale de Maurice Halbwachs, Sociologie et sociétés, vol 29, no.2, 1997

Salgado, Henry. El campesinado de la Amazonia colombiana: Construcción territorial, colonización forzada y resistencias. Université de Montréal, 2012. 94

Sanchez, Luisa Fernanda. Au Nom de la Culture : Migrations indiennes, espaces d'action et sens d'appartenance (Bogotá, Colombie) Nouvelles (dé) territorialisations indigènes, ressources naturelles et conflits globalisés Dans : Gros, C. et Dumoulin-Kervran, D.. Le multiculturalisme au concret. Un modèle latino-américain ? Presses Sorbonne Nouvelle 2012.

Tarazona, A. Lo Cultural y Lo Político del Movimiento Ambientalista Colombiano a Partir de 1990. Trabajo de grado para optar el título de Magíster en Sociología. Dirigida por Astrid Ulloa Cubillos y Normando Suárez. Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Sociología. Bogotá, 2010.

Tobasura, I. Ambientalismo y Ambientalistas: Una Expresión del Ambientalismo en Colombia. Ambiente & Sociedade. Campinas v. X, n. 2. jul.-dez. 2007.

Torres Carrillo, Alfonso. Identidad; Organizaciones populares; Acciones políticas; Ciudadanía; Formación ciudadana; Colombia; Bogotá; Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud (Vol. 4 no. 2 jul-dic 2006). Centro de Estudios Avanzados en Niñez y Juventud alianza de la Universidad de Manizales y el CINDE 2006.

Torres Carrillo, Alfonso. Barrios populares e identidades colectivas. Serie Ciudad y Habitat — No. 6 – 1999.

Torres Carrillo, Alfonso. Por una investigación desde el margen. Dans: La práctica investigativa en ciencias sociales. Bogotá, UPN, Universidad Pedagógica Nacional. 2004, 65. <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/Colombia/dcs-upn/20121130051523/investigacion.pdf>

Touraine, Alain. ¿Podremos vivir juntos?: Iguales y diferentes. México. FCE, 2000.

Ulloa, A. El Nativo Ecológico: Movimientos Indígenas y Medio Ambiente En Colombia. Dans Archila, M. et Pardo, M. Movimientos Sociales, Estado y Democracia. Tercer Observatorio Sociopolítico y Cultural. Universidad Nacional De Colombia, Centro de Estudios Sociales, Instituto Colombiano De Antropología e Historia. 2001.

Ulloa, A. Escenarios de creación, extracción, apropiación y globalización de las naturalezas: emergencia de desigualdades socioambientales. En : Göbel et coll. Desigualdades socioambientales en América Latina. Ibero-Amerikanisches Institut. Universidad Nacional de Colombia. 2014

Vaillancourt, Jean-Guy. Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine. Cahiers de recherche sociologique 17 (1991): 217

Valencia Gutierrez, A. Memoria y Violencia. A los cincuenta años de "La Violencia en Colombia" de monseñor Guzmán et al. Sociedad y Economía No. 23, 2012.

Valencia, Luis Emiro. 2010. Hacia la modernización orgánica y el fortalecimiento democrático de la acción comunal en Colombia. Administración & Desarrollo, Volumen 52 numero 38.

Van der Heijden, Environmental movements, ecological modernisation and political opportunity structures. Environmental Politics Volume 8, 1999 - Issue 1: Environmental Movements Local, National and Global. Pages 199-221

Vega, M. historiografía y poscolonialidad. Revista Historia y Espacio, nº 17. 2001 Universidad del Valle Cali.

Villa, Santiago. et Henny, Margoth.. Importancia histórica y cultural de los humedales del borde norte de Bogotá (Colombia) Revista U.D.C.A. Actualidad y divulgación científica 15 (1) 2012.

Villegas Moreno, Diana Marcela. Terrarios y conservación. Rana viva: una estrategia didáctica de divulgación y conocimiento de la rana sabanera *dendropsophus labialis* en el parque ecológico distrital humedal santa maría del lago Universidad Pedagógica Nacional. Facultad de ciencia y tecnología. Licenciatura en biología Bogotá, 2013. 16-18.

Savoie-Zajc, L. L'entrevue semi-dirigée. Dans : Recherche sociale, 5e édition : De la problématique à la collecte des données. Québec, QC, CAN: Les Presses de l'Université du Québec, 2008, consulté le 15 décembre 2015. <http://site.ebrary.com/lib/alltitles/docDetail.action?docID=10316161.340>

Susuki, David et Hanington, Ian. Nature offers solutions to water woes and flood risks. David Suzuki Foundation. Consulté le 9 novembre 2017. <https://davidsuzuki.org/story/nature-offers-solutions-to-water-woes-and-flood-risks/>

Zubiría Mutis, B. El pensamiento de Orlando Fals Borda con relación al papel político de los Movimientos Sociales. Colectivus. Revista de ciencias sociales 1(1) 28-45 julio-diciembre. 2014